

- LA REVUE D'HISTOIRE DU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN -

SaguenayensiA

Volume 41, No 2 —Avril-juin 1999



- Le NSCM Saguenay
- Un Saguenéen dans l'empire du Soleil Levant
- L'odyssée d'une Chicoutimienne
- Vivre en Allemagne à l'heure du IIIe Reich
- Le village de Mont-Apica

6,25 \$

MERCI À NOS GÉNÉREUX DONATEURS!

MEMBRES HONORAIRES

Mgr René Bélanger, Québec
M. Robert Bergeron, Saint-Lambert
Me Marcel Claveau, Chicoutimi
Mgr Jean-Guy Couture, Chicoutimi
Mgr Marius Paré, Chicoutimi
M. Anthony Price, Québec
M. Paul-Gaston Tremblay, Chicoutimi
Alcan

MEMBRES CORPORATIFS (1 000\$ ET PLUS)

Abitibi-Consolidated inc.
Raoul Blackburn Ltée, Chicoutimi
CEM Consultants inc., Chicoutimi
Fondation Asselin, Jonquière
Fondation Mathew Ralph Kane, Québec
Fondation Thomas-Léon Tremblay, Chicoutimi
M. Gilbert Gravel, Chicoutimi
L'Impériale Esso, Chicoutimi
Le Groupe Riverin, Jonquière
Les Augustines de la Miséricorde, Chicoutimi
MRC du Fjord, Saguenay
M. Jacques Tardif, La Salle
Gilles Tremblay Syndic, Chicoutimi
M. Jean-Paul Tremblay, Chicoutimi
Ville de Roberval
Ville de Dolbeau

MEMBRES À VIE (500\$ ET PLUS)

Dr Louis Bélanger, Montréal
M. Paul-A. Bergeron, Chicoutimi
Caisse Populaire Desjardins, Chicoutimi
Dr Jean-Charles Claveau, Québec
Mme Annette S.-Fortin, Hébertville
M. Gérard Gaudreault, Chicoutimi
Me Claude Gauthier, Chicoutimi
Dr Richard Harvey, Sherbrooke
M. Desmond Hudson, Plainfield, NH
M. Patrick Lapointe, Jonquière
M. Roger Larouche, Falardeau
M. Jean-Marie Lemay, Alma
M. Paul-Eugène Lemieux, Jonquière

Abbé Ernest Lévesque, Chicoutimi
M. Réal Lévesque, Jonquière
M. Paul Murdock, Chicoutimi
M. Maurice Ouellette, Chicoutimi
M. Bernard Pelletier, Chicoutimi
M. Georges-Henri Perron, Chicoutimi
M. Gilles Rinfret, Chicoutimi
Scierie Saguenay, La Baie
M. Gérard Tremblay, Chicoutimi
Mme Gertrude Tremblay, Alma
M. Jean-Hugues Tremblay, Chicoutimi
M. René Tremblay, Chicoutimi
Mme Céline Turcotte, Chicoutimi
Abbé Jean-Paul Vincent, Albanel

MEMBRES BIENFAITEURS (50\$ À 499\$)

Mme Laurette Angers, Jonquière
M. Gérard Arguin, Sillery
M. Jean-Baptiste Bergeron, Blainville
Mme Rachel Bergeron, Jonquière
Mme Antoinette Brassard, Jonquière
M. Jean-Marie Couët, Chicoutimi
M. Armand Demers, Ste-Foy
Mme Jeanine Dufour-Boucher, Jonquière
Mme Marie Dharmalingam, Toronto
M. Aimé Gagné, Montréal
Mme Irène Gaudreault, Jonquière
M. C.-A. Gauthier, Jonquière
M. Louis Gauthier, Chicoutimi
M. Michel Gauthier, Falardeau
M. Paul-André Gervais, Chicoutimi

M. François Gilbert, Sillery
Mme Michelle Harvey, Sainte-Foy
M. Jean Lacasse, Piedmont
M. Marcel LeBlanc, Roberval
Mme Lucie M.-Bélanger, Chicoutimi
Mme Elisabeth Murdock,
Sainte-Agathe des Monts
M. Majoric Néron, Chicoutimi
M. Jean-Marc Patoine, Jonquière
M. Rémy Roussel, Chicoutimi
Dr Yves Savard, Chicoutimi
M. Albert Tremblay, Alma
Dr François Tremblay, Chicoutimi
M. Jean-Joseph Turcotte, Normandin
Dr Léo Vandal, Chicoutimi

MEMBRES DE SOUTIEN (25\$ À 49\$)

M. Christian Allard, Chicoutimi
Dr Gervais Aubin, Chicoutimi
Mme Olivette L.-Babin, La Baie
M. Raoul Bastarache, Ville d'Anjou
Dr René Bastarache, Tracy
Mme Céline T.-Beaulieu, Québec
Mme Jacqueline Beaulieu, Chicoutimi
M. Charles-Henri Bergeron, Chicoutimi
M. Ulric Blackburn, Chicoutimi
Mme Andrée Boily, Chambord
M. Laurent Bolduc, Laterrière
Cain, Lamarre, Wells, Chicoutimi
M. Paul-André Cantin, Beauport
M. Paul-Émile Carrier, Montréal
M. Jean-Marie Claveau, Jonquière
M. Serge Cloutier, Alma
M. Jeffrey T. Colvard, Binghamton, N. Y.
M. Miville Corneau, Chicoutimi
M. Denis Côté, Chicoutimi
Abbé Rosaire Côté, Métabetchouan
M. Ernest Dauphinais, Falardeau

M. Pierre De Champlain, La Baie
Mme Marthe Delisle, Jonquière
Mme Jacqueline L.-Demers, Saint-Félicien
R. P. Albert Dumont, Montréal
M. Jacques Fortin, Sainte-Foy
Me Sylvain Gaudreault, Chicoutimi
Dr Armand Gagnon, La Baie
M. Fernand Gagnon, La Baie
M. Victor Gagnon, Chicoutimi
M. Laurent Gobeil, La Baie
M. Fernand Gravel, Chicoutimi
M. Jacques Gravel, Falardeau
M. Joseph Gravel, Chicoutimi
Mme Jeanne B.-Grenon, Chicoutimi
M. Joseph-Eugène Houde, Mont-Royal
Imprimerie DeLuxe Inc., Chicoutimi
M. Raymond Labbé, Sainte-Claire
M. Jacques Lambert, Sainte-Foy
M. Alain Larouche, Montréal
M. Réginald Lavoie, Saint-Fulgence
M. Hervé Leclerc, Shipshaw

M. Raymond Lemieux, Chicoutimi
M. Jean Lessard, Boisbriand
M. Raymond Lessard, Westmount
M. Alyre Martin, Chicoutimi
Mme Florence Masson, Chicoutimi
M. Roger Michaud, Chicoutimi
Mme Ghislaine Morin, Roberval
Dr Alyre J. Picard, Alma
Dr Camille Plourde, Chicoutimi
M. Claude Potvin, Laterrière
Dr Claire St-Pierre, Chicoutimi
M. Marcel Ste-Croix, Saint-Fulgence
M. Laurent-Yves Simard, Anse-Saint-Jean
Abbé Robert Simard, La Baie
Mme Geneviève Talbot, Québec
Mme Jeannine Tardif-Hébert, Brossard
Mme Claire Tremblay, La Baie
M. J.-A. Tremblay, Jonquière
M. Claude Turcotte, Chicoutimi
M. Antoine Villeneuve, Chicoutimi
M. Gérard Villeneuve, Saint-Eugène

La Société historique du Saguenay tient également à remercier ceux et celles qui donnent des montants moindres.



 National
Defence

Défense
nationale

Le destroyer NCSM *Saguenay* fait escale au port de Chicoutimi, septembre 1934.

DESTROYER NCSM SAGUENAY

un fier ambassadeur de la région

(parution dans Saguenayensia Vol.1 no.2 avril-juin 1999)

Fiche technique

- **Nom :** NCSM *Saguenay*, 1^{er} du nom
- **Type :** Contre-torpilleur ou «destroyer»
- **Classe :** Rivières
- **Numéro de coque :** Avant 1940 : D-79
Après 1940 : I-79
- **Tonnage :** 1337 tonnes
- **Longueur :** 320 pieds
- **Largeur :** 32,6 pieds
- **Tirant d'eau :** 10 pieds
- **Vitesse :** 31 noeuds
- **Équipage :** 10 officiers
171 membres d'équipage

Dates importantes

- **Mise en service :** 22 mai 1931
- **Première escale à Chicoutimi :** septembre 1934
- **Premier convoi transatlantique :** 15 septembre 1939
- **Torpillage par l'Argo :** 01 décembre 1940
- **Poursuite du *Bismarck* :** 24 au 27 mai 1941
- **Collision avec l'*Azra* :** 15 novembre 1942
- **Retrait du service :** 30 juillet 1945

(QG Résnav, avril 1999)

Produit par : Service des affaires publiques
Quartier général de la Réserve navale
CP 1000, Succ. Forces
Courcellette QC G0A 4Z0
Tél.: (418) 694-5560
Site Web : www.dnd.ca

Canada

SAGUENAYENSIA

Publiée depuis 1959 par la Société historique du Saguenay

Volume 41, numéro 2, avril-juin 1999

La revue d'histoire régionale *Saguenayensia* est publiée trimestriellement par:

Société historique du Saguenay
930, Jacques-Cartier Est,
Chicoutimi, Qc
G7H 7K9
Tél.: (418) 549-2805
Fax: (418) 549-3701

Les avis de changement d'adresse, les exemplaires non distribués et les demandes d'abonnement doivent parvenir à l'adresse mentionnée ci-dessus. Port de retour garanti.

Envoi de publication: enregistrement no 08720.
Postes Canada: # client 02093618.

La revue *Saguenayensia* est répertoriée dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française* et dans *Canadian Historical Review*.

La direction de *Saguenayensia* laisse aux auteurs l'entière responsabilité de leur texte. Les articles parus dans *Saguenayensia* ne peuvent être reproduits, traduits ou adaptés sans l'autorisation écrite de l'auteur ou de la Société historique du Saguenay.

La Société historique du Saguenay est membre de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec.

La revue *Saguenayensia* est subventionnée par la Fondation de l'Université du Québec à Chicoutimi

Dépôt légal: 2^e trimestre 1999
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN0581-295X

Tarifs d'abonnement:

Particulier: 25\$
Corporations et institutions: 35\$
Autres pays: ajouter 5\$
Ce numéro: 6,25\$

Couverture: *Le NCSM Saguenay accoste au quai de Chicoutimi lors d'une courte escale au mois de septembre 1934.*

Source: Ministère de la Défense nationale

Sommaire

3

Je me souviens...

par Albert E. Jean

7

Le NCSM Saguenay: fier ambassadeur de la région

par Lieutenant de vaisseau Hubert Genest

13

NCSM Chicoutimi, premier du nom

par Lieutenant de vaisseau Hubert Genest

14

*De Kénogami à Hong-Kong :
un Saguenéen dans l'Empire du soleil levant*

par Jérôme Gagnon

22

L'odyssée d'une Chicoutimienne

par Louise Bouchard

28

Vivre en Allemagne à l'heure du III^e Reich

par Jérôme Gagnon

38

Fernand Perron, un Jeannois dans l'aviation

par Éric Tremblay

44

*Le village de Mont-Apica : une base militaire de la
NORAD, au cœur de la forêt boréale*

par Russel Bouchard

54 À TRAVERS LES ARCHIVES

56 À PROPOS DE GÉNÉALOGIE

57 COMPTES RENDUS

59 EN BREF...

61 SITES ET MONUMENTS DE LA SAGAMIE

ÉDITORIAL

À quelques reprises, ces dernières années, la revue *Saguenayensia* s'est penché sur le thème de la guerre. Pendant ses quarante années d'existence, notre revue n'avait publié que très peu d'articles sur le sujet.

Compte tenu de l'impact majeur des événements en cause à la grandeur du monde, de leurs répercussions sur notre région, de la variété des aspects à couvrir et, bien entendu, de l'intérêt de la population de voir relatées certaines péripéties de ce conflit mondial; nous avons donc jugé à propos de publier un numéro spécial sur ce thème de la guerre qui a marqué si profondément notre siècle. Ce numéro spécial, d'une teneur plus abondante que d'habitude, a effectivement été produit l'an dernier. Les recherches alors entreprises par les rédacteurs de ce numéro spécial les ont vite convaincus de l'abondance de la matière à publier. Le surplus d'articles fera donc l'objet d'une autre parution.

C'est ainsi que, dans le présent numéro, nous avons regroupé les témoignages de vétérans de l'armée canadienne et de gens qui ont vécu de façon particulière la Seconde Guerre mondiale. Nous avons tenté d'offrir au lecteur des récits de vie diversifiés. En ce sens, nous sommes sortis des sentiers battus et du parcours classique de l'ancien combattant. Nous avons voulu présenter des gens qui se sont battus ou qui ont connu des expériences peu communes. Ainsi, Alex Archibald raconte ses années de détention dans un camp de prisonniers des Japonais. Fernand Perron évoque les raids qu'il effectua au sein de l'aviation de bombardement. Albert Jean relate les périples qu'il effectua dans la marine canadienne. Sœur Éva Tremblay rappelle son expérience dans les camps de prisonniers des Allemands et Walter Mergard nous donne une idée de la vie en Allemagne à l'époque d'Hitler. En plus de ces témoignages, deux autres textes vous présenteront l'histoire de la base du Mont-Apica et vous feront découvrir un navire qui, pendant plusieurs années, a sillonné les mers et combattu l'ennemi en arborant fièrement le nom d'une partie de notre région: le *NCSM Saguenay*.

Nous voulons remercier les personnes qui ont bien voulu se prêter de bonne grâce à nos entrevues et dévoiler une partie de leur vie et de leurs souvenirs, parfois bien enfouis, afin de faire connaître une autre page de notre histoire collective. Nous tenons aussi à souligner d'une façon particulière l'aimable et gracieuse participation des membres du personnel de la Réserve navale du Canada. Leur désir de faire connaître l'histoire et leur empressement à promouvoir notre patrimoine contribue, de belle façon, à l'essor culturel de notre coin de pays. La Réserve navale a d'ailleurs tenu à offrir aux lecteurs de *Saguenayensia*, pour agréments leur lecture, la reproduction d'une des plus belles photographies du *NCSM Saguenay*.

Nous espérons que cette publication saura vous plaire et suscitera tout le respect et la fierté que méritent ceux qui ont combattu, dans les heures les plus sombres, pour la protection de nos valeurs, de notre culture et de nos libertés.

Jérôme Gagnon

Saguenayensia

Comité d'édition

Directeur: Éric Tremblay

Membres: Louise Bouchard, Dany Côté, Jérôme Gagnon, Sylvain Gaudreault, Érik Langevin, Évoque Pelletier.

Représentant de la Fondation de l'UQAC:

Jean-François Moreau

Responsable du numéro: Jérôme Gagnon

Conseiller en communications:

Ronald Tremblay

Conception graphique:

Jean-François Hébert

Mise en page:

Louise Bouchard

Révision des textes et épreuves:

René Laberge, Raymond Lemieux, Éric Tremblay, Guy Tremblay, Jacqueline Blais, Jean-François Hébert

Impression: Imprimerie Deluxe inc.

Société historique du Saguenay

Conseil d'administration

Président: Jacques Chouinard, c.a.

Vice-président exécutif: Alex Tremblay

Trésorier: Jacques Gravel

Secrétaire: Hervé Leclerc

Directeurs: Me Gaston Allard, Mimi-Constance Couture, Jean Laflamme, Val Rasmussen, Aurélien Tremblay, Roland Tremblay, Rosaire Villeneuve.

Conseillers

Dolbeau: Joseph-A. Perron

Hébertville: Annette S.-Fortin

Normandin: Gérald Bélanger

Roberval: Gérard Guay

Saint-Félicien: Gemma Lepage

Directrice générale : Louise Bouchard

Photographe: Alain Tremblay.

Personnel bénévole:

Léon Gamache, Albert Larouche, Alain Morin.

La Fondation Mgr-Victor-Tremblay inc.

Président: Me Marcel Claveau

1er vice-président: Gilbert Gravel

2e vice-président: Eddy Lalancette

Trésorier: Charles Tremblay

Secrétaire:

Directeurs: Pierre Bergeron, Jean Gagnon, Jean Laflamme, Benoît Lalancette, Jacques Chouinard, c.a., Georges-Henri Perron.

Je me souviens . . .

par **Albert Jean**

Ancien combattant, RVMRC*

Albert-E. Jean est natif de Campbellton au Nouveau-Brunswick. Il a fait ses études à l'Académie l'Assomption, au Collège Sacré-Coeur à Bathurst et au Dalhousie Commercial College. En 1944, à l'âge de dix-sept ans et demi, il joint la marine canadienne.

En mars 1946, à son retour à la vie civile, il entreprend une première carrière en expertise d'assurance avec l'Alcan. Il travaille à son compte et en association. Il poursuit une seconde carrière en enseignement et termine sa vie professionnelle au Gouvernement du Québec dans le secteur de l'aide sociale.

M. Jean s'implique comme bénévole dans plusieurs secteurs, entre autre: dans la promotion des arts visuels; dans des sociétés de bienfaisance; pour le scoutisme; les sports de plein air; pour la Légion canadienne comme ancien combattant et il est le secrétaire régional de l'association des retraités du Gouvernement du Québec et autres associations.

Avoir été de l'épopée qu'on a baptisée « la bataille de l'Atlantique » et en discourir après plus de cinquante-cinq ans est assez exigeant sur la mémoire et demande une certaine rigueur pour raconter des faits et expériences de guerre auxquels ont participé tant de jeunes compatriotes.

Il faut être naïf pour penser que c'était pour sauver le pays qui se résumait pour nous qu'à un petit coin d'Acadie. Non ! c'était plus pour venger et suivre l'oncle tombé à Vimy en avril 1917, à l'âge de 18 ans ; le beau-frère blessé gravement à Bayeux à 19 ans ; le

beau-frère dans l'aviation; les confrères de classe déjà enrôlés et le goût inné de voir du pays. Il était tout à fait normal qu'ayant atteint les dix-sept ans et six mois, et avec le consentement légal du paternel, de s'embarquer à son tour.

Enrôlé au NCSM *Montcalm* à Québec pour endosser un uniforme neuf avec tous ses symboles des sept mers, des victoires de Nelson et au goût de la Reine Victoria. Familiarisé aux coutumes,

traditions et règlements les plus élémentaires de la Marine royale, c'est la mutation vers Toronto pour un cours de commis mécanique d'une durée de 10 semaines. Ayant terminé avec des notes moyennes, c'est le retour vers l'est au NCSM *Cornwallis* à Digby en Nouvelle-Écosse, pour être initié aux vrais rudiments de la pratique de guerre pendant six semaines.

Embarqués à Halifax sur la nouvelle corvette *Merrittonia* construite à Québec au début de 1944, nous prenons le cap vers Saint-Georges aux Bermudes pour un mois de rodage du vaisseau en manoeuvres d'escorte de convois, d'attaques anti-sous-marines et d'entraînement d'un équipage majoritairement néophyte. Nous faisons meilleure connaissance avec de nouveaux compagnons d'armes dont la majorité n'avait pas atteint la vingtaine et nous prenons place dans notre nouvel espace réduit dans un vaisseau sur une mer à perte d'horizon.

Quel baptême lors du retour vers St. John's, Terre-Neuve, sur une mer déchaînée pendant trois jours; alors le mal de mer nous immunisait à tout jamais contre ce fléau. En plein hiver, nous accostons à St. John's Terre-Neuve, pour le temps de ravitaillement



Albert Jean à Saint-Jean, Terre-Neuve, en février 1945.

Albert E. Jean



Convoi regroupé dans le bassin Bedford à Halifax, en Nouvelle-Écosse, en avril 1942.

Royal Canadian naval photograph. NP 514



La corvette Merrittonia, K 688.

Royal Canadian naval photograph



La frégate New Glasgow.

Royal Canadian naval photograph. F24 98

et affectation au groupe d'escorte de convoi C-7 qui comprenait les corvettes Parry Sound, Copper Cliff, Owen Sound et Hawkesbury. Enfin la première mission de guerre avec des convois de 75 à 90 cargos et pétroliers partant de Halifax jusqu'à Londonderry en Irlande du Nord et le retour au bout de quelques jours avec un convoi de navires délestés.

Les traversées d'une durée de plus d'une vingtaine de jours et l'escorte en zigzag ou en balayage continu étaient une tâche assez ardue, car il fallait toujours être aux aguets des *U-Boats* avec nos systèmes d'asdic (sonar) et la vigie. Malheureusement, l'ennemi réussissait trop souvent à torpiller des cargos marchands.

Afin de ne pas mettre en danger les autres navires du convoi, on ne pouvait pas secourir les naufragés tant et aussi longtemps qu'il y avait alerte pendant que les escortes étaient à la recherche de *U-Boats* et à l'attaque avec des lancées de grenades sous-marines. La cible était difficile à atteindre car les *U-Boats* étaient beaucoup plus rapides et faciles de manoeuvres que les corvettes et ce, en plus d'être sous le couvert des profondeurs de la mer.

Une corvette à vapeur de 208.5 pieds de longueur et 33.1 pieds de largeur, d'un tonnage de 970 tonnes, d'un tirant de 8 pieds avec plus de 300 tonnes de *fuel*, armée d'un canon de quatre pouces, deux canons anti-avions de 20 mm sur le pont, des obus hérissés et une centaine de grenades marines, avec à son bord sept officiers et quatre-vingt-dix hommes entassés les uns sur les autres, n'était pas de tout repos. Nous étions couchés dans des hamacs avec au nez les odeurs de mazout et de vomissure à l'occasion de mers déchaînées. L'humidité s'imprégnait partout. En zones dangereuses la douche n'était pas permise.

Le mouvement perpétuel du navire nous obligeait constamment à nous crisper et à nous retenir à quelque soutien de fortune. Le pied marin c'est bien beau à dire, mais pas dans les mauvaises mers de l'Atlantique-Nord. Ajoutons à cela, la noirceur, la brume, le froid, les champs de glaces, le vacarme, la proximité des autres vaisseaux du convoi, la nourriture défraîchie, le lait et les œufs en poudre, l'eau de mer déssalée supposément potable arrosée de cristaux de

citron, le manque d'espace vital car nous nous marchions sur les pieds et enfin, et surtout le pire, la crainte, le stress face à l'éventualité d'une torpille ou d'une mine.

À l'extérieur sur le pont, c'était les nuits noires et on ne pouvait pas voir, qui pesaient avec tous ces nombreux cargos autour de nous. Ces nuits-là, il y avait moins de soucis des *U-Boats*, car ils étaient beaucoup plus à craindre avec leur périscope lors de clairs de lune. C'est à ces temps-là que nous pouvions perdre des cargos et que nous étions en vigie pour les fameux *Schnorkels* avec lesquels l'ennemi en plongée pouvait échanger l'air et évacuer les gaz diesel. Enfin les hostilités cessent en mai 1945, alors que nous sommes en mer et c'est l'occasion d'une double ration de rhum pour fêter. C'est le retour au pays avec un convoi délesté, pour être affecté au service de désarmement sur la côte est à tour de rôle sur les frégates *St-Stephen*, *New Waterford* et *New Glasgow*. Les profondeurs de l'Atlantique servaient donc de dépotoir de munitions devenues désuètes.

Étant volontaire pour la guerre du Pacifique, nous avons profité de ce fait d'un congé au pays. Les bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki nous ont libérés de nos engagements. Le retour à la vie civile permet de sortir de ce monde de violence organisée, et il fallait, bien que déphasés, se mettre au travail et rebâtir une nouvelle vie. Il ne fallait surtout pas pleurer sur une jeunesse amputée volontairement et encore moins se glorifier d'une victoire qui n'en était pas une si on tient compte des millions de vies humaines sacrifiées. L'effort de guerre des marines royale et marchande Canadiennes aura coûté de lourdes pertes, la vie de 4 000 hommes, 28 vaisseaux de guerre et 73 vaisseaux marchands. À elle seule la bataille de l'Atlantique voit la perte de 50 000 hommes, 26 000 vaisseaux marchands et 175 vaisseaux de guerre alliés. Chez les Allemands, on compte 632 *U-Boats* (dont 23 par les Canadiens) et 28 000 sous-marinières. De ceci, il faut se souvenir. Nous nous demandons, encore aujourd'hui, le pourquoi de tous ces carnages, et cela continue toujours sous le couvert de raisons de paix.



Albert E. Jean



Albert E. Jean

Ces deux photographies ont été prises à l'encontre du règlement qui interdisait de prendre des photographies pendant la période de mission du navire.

En haut : Le sous-marin anglais P-5 qui accoste près de NCSM Saguenay en 1945.

En bas : Pétrolier en feu dans le nord de l'Atlantique en mars 1945.

Note

* Réserve des volontaires de la Marine royale canadienne.

Bibliographie

Mac Pherson, Ken et Miller, Marcin, *Corvette of the Royal Canadian in Navy 1939-1945*, Sainte-Catherine, Vanwell Publishing Ltd, 1993.

German, Tony. La bataille de l'Atlantique dans la revue *Région* Mai-juin, 1998.

André Harvey est heureux de s'associer à ce numéro de *Saguenayensia*



André Harvey

En 1986, nos efforts pour établir une présence navale à Chicoutimi ont été récompensés avec la création de la division de la Réserve navale NCSM Champlain. L'unité porte le nom du célèbre navigateur et explorateur Samuel de Champlain, mais évoque aussi le nom de l'un des tout premiers destroyers de la Marine royale canadienne désarmé en 1936. Établi sur la zone portuaire, le Navire canadien de Sa Majesté Champlain occupe de nos jours l'un des plus beaux sites au Canada.

Depuis plus d'une décennie, le Champlain forme des réservistes afin qu'ils puissent servir au sein de la Marine canadienne. Leurs tâches variées comprennent entre autres la défense portuaire et le service à bord des nouveaux navires de défense côtière. Mais ce n'est pas tout, car la ville de Chicoutimi s'est vue attribuer un autre honneur lorsque le ministre de la Défense nationale a annoncé récemment que l'un des quatre nouveaux sous-marins de la Marine canadienne portera désormais le nom de la ville. En effet, la « frégate de pierre » NCSM Champlain aura maintenant un partenaire en mer, le NCSM Chicoutimi. Je suis convaincu que ces deux navires se feront un devoir de bien représenter les gens de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

J'ai tenu à apporter ma contribution à ce numéro de *Saguenayensia* portant sur l'histoire militaire et les accomplissements de nos anciens combattants, car leurs sacrifices nous permettent aujourd'hui de jouir de la liberté. Les cérémonies du premier dimanche de mai nous permettent de leur rendre hommage et de commémorer un point tournant de la Seconde Guerre mondiale, la bataille de l'Atlantique.

Je suis fier aujourd'hui, d'avoir contribué comme député, à la réalisation du Vieux-Port de Chicoutimi et du complexe de la Réserve Navale qui demeurent au service de la population.

En terminant, je désire souligner l'excellence du travail accompli par la Société historique du Saguenay et le comité de la revue *Saguenayensia* et je félicite tout l'équipage du Champlain pour le rayonnement qu'ils apportent à leur région d'origine.



MDN

André Harvey
Député de Chicoutimi

Le NCSM Saguenay, fier ambassadeur de la région

par le lieutenant de vaisseau Hubert Genest
Officier des affaires publiques – Réserve navale

Plusieurs navires de la Marine canadienne ont fièrement porté des noms aux couleurs de la région du Saguenay. Citons à titre d'exemples les NCSM *Jonquière*, *Arvida* et *Kénogami*. La Marine a de plus annoncé le 30 mars dernier son intention de baptiser l'un de ses nouveaux sous-marins du nom de *Chicoutimi*, comme la corvette ayant servi lors de la Seconde Guerre mondiale. Mais le plus illustre des navires canadiens ayant porté un nom associé au Royaume du Saguenay est sans doute le NCSM *Saguenay* lui-même. L'importance stratégique des installations industrielles de la région¹ aura sûrement convaincu les amiraux, en 1931, d'adopter ce nom pour baptiser le plus récent navire de la flotte.

La Marine a coutume de nommer ses navires à partir de la toponymie canadienne, tels les noms de rivières ou des baies

mais aussi des noms de villes et de villages. Le nom d'un navire de guerre est le symbole de ralliement par excellence de l'équipage. Il contribue à forger et à stimuler l'esprit de corps et de camaraderie. Il doit être distinctif, facile à prononcer tout en étant évocateur de la mère patrie. En baptisant un navire de guerre, on donne vie à son âme, l'équipage. Cette identité propre est cruciale au plus fort du combat.

Le nom de Saguenay n'a pas été celui d'un seul navire mais de deux! Le premier a fait la guerre, l'autre a maintenu la paix. À l'image des gens de la région, l'histoire du *Saguenay* est passionnante. Tous les marins qui ont servi à son bord ont dignement représenté les intérêts et les valeurs de leur pays tout en contribuant à faire connaître la région partout dans le monde.



Le NCSM *Saguenay*, premier du nom.

Le NCSM *Saguenay*, premier du nom

Le NCSM *Saguenay* est mis en service le 22 mai 1931 à Portsmouth en Angleterre. Dans l'histoire de la Marine canadienne, le *Saguenay* figure comme le tout premier navire à avoir été construit sur commande pour la Marine royale canadienne (MRC)². Identique au destroyer de la classe A³ de la *Royal Navy*⁴, le contre-torpilleur *Saguenay* est l'un des six navires de guerre dont dispose le Canada au début de la Seconde Guerre mondiale. Durant ses premières années de service, il participe à de nombreux exercices en compagnie d'autres navires de la flotte. La toute première escale du NCSM *Saguenay* à Chicoutimi a lieu au mois de septembre 1934. Deux ans plus tard, on lui assigne la mission d'emmener un groupe d'anciens combattants de la Première Guerre à un pèlerinage à la crête de Vimy⁵ afin qu'ils assistent au dévoilement officiel, par Sa Majesté le Roi Édouard VIII, du monument commémoratif érigé par le Canada à la mémoire de ses disparus.

En septembre 1939, six jours seulement après que le Canada ait déclaré la guerre à l'Allemagne, les NCSM *Saguenay* et *St-Laurent* escortent le premier convoi de la guerre, du nom de code HX-1, composé de navires marchands destinés à ravitailler les Alliés. Par la suite, le navire poursuit ses missions d'escorte dans le secteur ouest de l'Atlantique et dans les Caraïbes. En route vers le Royaume-Uni où il doit rejoindre d'autres destroyers canadiens engagés dans des opérations anti-sous-marines, le *Saguenay* vient au secours de 32 naufragés complètement exténués des cargos *Cabano* et *Sulaco*, qui viennent d'être torpillés par l'ennemi.

Ce sauvetage est malheureusement suivi de moments plus tragiques. Aux premières heures du 1er décembre 1940, pendant qu'il escorte un convoi de 30 navires marchands en provenance de Gibraltar, le *Saguenay* est torpillé par le sous-marin italien *Argo*⁶ à 300 milles marins à l'ouest de l'Irlande. La torpille frappe le navire de plein fouet ouvrant ainsi une large brèche à l'avant et provoquant un incendie qui embrase l'un des dortoirs. Le matelot Raymond Poirier de Québec décrit l'attaque ainsi « ... une de nos vigies signala un objet noir à bâbord... mais il était trop tard. Au même instant, on put voir le sillage de trois torpilles qui étaient sur nous. L'officier de quart⁷, avec



Affiche commémorative de l'attaque du sous-marin italien *Argo* le 1^{er} décembre 1940.

une habileté extraordinaire, réussit à en éviter deux mais la troisième nous frappa à l'avant... »⁸ Vingt et un membres d'équipage sont tués et dix-huit autres sont blessés. Peu après l'explosion, malgré son triste état, le navire repère le sous-marin et réussit à le canonner. Au delà des ravages causés par la torpille, la férocité du feu ajoute à l'horreur et au danger. En moins d'une heure, les flammes envahissent tout l'avant du navire forçant les officiers à abandonner la passerelle. La situation semble si désespérée qu'on lance les livres confidentiels⁹ par-dessus bord et on entame les préparatifs en vue de l'abandon. On transborde

L'abréviation NCSM

L'abréviation NCSM, qui précède toujours le nom des navires de guerre canadiens signifie le « Navire canadien de Sa Majesté ». Cette abréviation est en fait une adaptation de l'anglais HMCS qui signifie « Her Majesty's Canadian Ship ». Cette tradition découle de l'héritage de la *Royal Navy*, la Marine britannique. Dès l'an 1351, durant le règne d'Édouard III, lorsque la nation devait combattre un ennemi en mer, les navires marchands disponibles étaient affrétés et armés par le roi. Transformés pour un temps en navires de guerre, on les désignait par le nom de « Navire de Sa Majesté » et on hissait le pavillon royal ainsi que la flamme de service au mât principal. Le conflit terminé, on désarmait le navire qui pouvait ensuite reprendre le commerce. Encore de nos jours, le nom des navires de la *Royal Navy* est toujours précédé de l'abréviation « HMS pour *Her Majesty's Ship* ». Le navire britannique HMS *Kingdom* est un exemple de cette pratique qui s'est perpétuée dans tous les pays membres du Commonwealth où l'on retrouve aussi les abréviations distinctives HMAS, pour les navires australiens, et HMNZS pour les navires de la Nouvelle-Zélande et HMJS pour les navires de la Jamaïque.

les blessés à bord du HMS *Highlander* et les corps sont inhumés en mer. À l'aube, on tente à plusieurs reprises de remorquer le *Saguenay*, mais en vain. Finalement, sous la protection d'un destroyer anglais, le courageux *Saguenay* se traîne péniblement vers l'Angleterre à la vitesse d'à peine quatre nœuds. En chemin, une grosse pièce de la coque se détache d'elle-même permettant au navire d'augmenter sa vitesse à six nœuds. Quatre jours plus tard, après avoir été secoué de nouveau par une explosion sous-marine, le *Saguenay* regagne le port de Barrow-in-Furness¹⁰ de peine et de misère, avec à son bord un équipage épuisé et décimé. Ce périlleux voyage est alors reconnu comme un grand exploit. Pour récompenser sa bravoure, le commandant Gus Miles, commandant du *Saguenay*, est décoré de l'Ordre de l'Empire britannique.

Le *Saguenay* reprend la mer au mois de mai 1941, après une longue période en radoub, juste à temps pour participer à la poursuite du légendaire cuirassé allemand *Bismarck*.¹¹ Ses prouesses au combat confèrent au *Saguenay* une certaine gloire, ce qui lui vaut d'être assigné à des tâches de prestige dont celle d'assurer la protection du cuirassé anglais HMS *Prince of Wales* et de son hôte, l'éminent Premier ministre Winston Churchill, venu à Placentia Bay, Terre-Neuve, rencontrer le Président Roosevelt. Malgré ses honneurs, le *Saguenay* n'est pas au bout de ses peines car il doit affronter, pendant trois jours interminables de janvier 1942, dame Nature et ses terribles tempêtes de l'Atlantique-Nord. Le vieux *Saguenay*, au beau milieu d'un ouragan, est continuellement malmené par de puissantes vagues déferlantes. Sa charpente vacillante accuse de nombreuses fuites d'eau et des boulons ainsi que des plaques de métal vibrent de toute part. Le navire menace de se briser sous ce rythme infernal. Heureusement, il parvient à regagner *in extremis* le port de St. John's, Terre-Neuve, où trois mois de travail intensif sont nécessaires pour lui permettre de retourner en mer. Pour le reste de l'été, on lui assigne des missions d'escorte sur le trajet Terre-Neuve – Irlande.

Le 15 novembre 1942, le *Saguenay* quitte le port d'Halifax et prend le large pour ce qui sera sa dernière mission. Alors qu'il escorte le traversier *Lady Rodney* au port de St. John's, le destroyer détecte un sous-marin à dix milles au sud de Cape Race. À toute vapeur, il met le cap vers l'ennemi dans le but de le débusquer. C'est alors que le cargo panaméen *Azra*, sorti du fond de la nuit, entre en collision avec le destroyer et arrache une partie de son pont arrière. L'explosion des charges de profondeurs entreposées à cet endroit aggrave les dégâts sur le *Saguenay* et cause une brèche si énorme dans la coque de l'*Azra* que celui-ci



État du NCSM *Saguenay* après sa collision avec le cargo *Azra*.

coule à pic. Un officier du *Saguenay* et un autre de l'*Azra* y laissent la vie. On doit remorquer le destroyer une dernière fois au port de St. John's où l'on juge qu'il n'est pas rentable de le remettre en état pour reprendre les escortes. Il est donc décidé de le convertir en navire d'entraînement et c'est ainsi que le NCSM *Saguenay* passe le reste de la guerre à l'ancre dans le bassin d'Annapolis, N.-É., où des centaines de recrues peuvent s'initier aux rudiments du matelotage.

À la fin de la guerre, lorsqu'on annonce à l'équipage que les démarches sont en cours pour ferrailer le *Saguenay*, la nouvelle est accueillie avec tristesse. Dans son message d'adieu à l'équipage, le commandant de la flotte de l'Atlantique-Ouest se fait le porte-parole de tous lorsqu'il déclare « c'est avec regret que nous apprenons le retrait du *Saguenay* du service actif, un navire dont les états de service en temps de paix et de guerre sont plus qu'enviables et nous espérons que dans peu de temps, un navire du même nom puisse prendre la mer afin de poursuivre la tradition... »¹²

Le NCSM *Saguenay*, deuxième du nom

Mis en service le 15 décembre 1956, le nouveau *Saguenay*, de la classe St-Laurent, est la quatrième navire d'une série de

sept destroyers d'escorte équipés pour la chasse anti-sous-marine. En ces années de guerre froide, le gouvernement juge qu'il est prioritaire de doter la nation d'une parade contre les sous-marins lance-missiles soviétiques. Entièrement conçue et construite au Canada (une première !), cette classe de navires sera longtemps considérée comme le *nec plus ultra* de la flotte. Les marins sont tellement fiers de ces bâtiments qu'ils les affublent du surnom de « Cadillac. » Entre 1962 et 1966, les techniques de détection des sous-marins ayant évolué, ces navires sont tous modifiés en conséquence. Avec l'ajout d'un pont d'envol, les destroyers d'escorte sont transformés en destroyers porte-hélicoptère. L'hélicoptère *Sea King* permet d'augmenter le rayon de détection de façon appréciable. De plus, on dote ces navires d'un sonar à immersion variable, de conception canadienne, permettant d'améliorer la détection des sous-marins. Héritier des exploits du premier *Saguenay*, le deuxième navire de ce nom connaît une longue carrière tout aussi chargée que celle du premier mais, cette fois, dans un contexte de maintien de la paix. Ce navire ne connaîtra jamais le feu du combat en 35 ans de service.

Mentionnons une anecdote relevée par le Progrès du Saguenay du 5 juin 1957. En visite à Chicoutimi, le commandant du *Saguenay*, le lieutenant-commander Hayes, se voit offrir un drapeau de la région des mains du Dr Gustave Gauthier, échevin de Chicoutimi et représentant du maire Rosaire Gauthier pour la circonstance. Le commandant se montre ravi. On peut penser qu'il est tout à fait comblé car on apprend plus tard, dans le journal Le Soleil du 11 juin 1965, que le commandant Hayes aimait tellement le drapeau qu'il aurait fait fi des consignes de son amiral en le faisant flotter chaque fois que son navire entrait ou sortait d'un port. On le hisse entre autres le 11 juin, pour souligner la Fête régionale, au son de l'*Hymne au Saguenay*¹³ joué par l'orchestre de la Marine. Pendant des années, le drapeau flotte dans plusieurs ports étrangers, ce qui ne manque pas d'attirer l'attention. Quand un navire croise le NCSM *Saguenay* et lui signale le message « Quel drapeau? », la réponse « Royaume du Saguenay » en intrigue plus d'un.¹⁴ Ce simple présent aura contribué au rayonnement de



Le destroyer d'escorte « Cadillac » NCSM *Saguenay*, en mer

Ministère de la Défense

ÉCUSSON ET DEVISE



L'écusson du navire présente la tête d'un Amérindien semblable à celle utilisée comme symbole de guerre par le premier *Saguenay* en 1939-1942. Afin de rappeler les services de guerre du navire, on a voulu conserver la tête d'Amérindien dans ses armoiries officielles. Le fond noir rappelle ce qu'un des premiers explorateurs a décrit comme les « sombres forêts » de la région drainée par le Saguenay, en raison sans doute des épais bois de pins qui, sous une certaine luminosité, assombrissent considérablement le paysage. Cela serait attribuable à plusieurs facteurs dont les nombreux feux de forêt. La bande diagonale ondée, blanche et bleue, représente la rivière Saguenay elle-même.

La devise du *Saguenay* est « A l'erte » qui signifie « sur ses gardes ».

la région de par le monde ! Cette belle tradition prendra fin lorsque le NCSM *Saguenay* fait escale à Chicoutimi une dernière fois le 23 juin 1990, trois jours seulement avant son retrait du service actif.

La plupart des navires de guerre sont envoyés à la casse lorsque leur carrière est terminée. Dans le cas du *Saguenay*, c'est une nouvelle vie qui l'attend ! En effet, le navire est sabordé au mois de juin 1994 dans la baie de Lunenburg, en Nouvelle-Écosse,



Derrell Oake, Dartmouth, N.-É.

Sabordement du NCSM Saguenay dans la baie de Lunenburg, en Nouvelle-Écosse.

afin d'en faire une épave de plongée sportive. Après qu'une charge explosive l'eut fortement secoué, le navire met 20 minutes à couler dans les eaux vertes de la baie, au son des sirènes de nombreux bateaux venus assister à ce moment historique. L'œil humide, le capitaine à la retraite, Norman Jackson, regarde partir le navire en soufflant : « C'est un meilleur chemin que celui de la ferraille. »¹⁵

Conclusion

Au cours de leur carrière au sein de la Marine canadienne, les deux destroyers qui ont porté le nom de *Saguenay* ont su relever tous les défis qui se sont dressés devant eux et ce, aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix. Malgré leurs exploits, leur histoire demeure méconnue de la population. Rappelons ici que le musée Jacques-Mailly, logé au NCSM *Champlain*, division de la Réserve navale de Chicoutimi, conserve le tableau des honneurs de guerre du *Saguenay* ainsi que son emblème officiel. Le *Champlain* forme les réservistes de la Marine de la région afin qu'ils puissent servir à bord des navires de défense côtière de la classe Kingston tels que le NCSM *Shawinigan*.

L'histoire de la Réserve navale regorge de bien d'autres exploits que les visiteurs du Musée naval de Québec, situé dans le Vieux-Port, ont la joie de découvrir. On y présente le rôle joué par ces milliers de citoyens canadiens qui servent à temps partiel, depuis 1923, les intérêts maritimes de leur pays. Leur dévouement a été souligné par la Société canadienne des postes le 4 novembre

1998, lorsqu'on a procédé à l'émission d'une paire de timbres commémorant le 75^e anniversaire de la Réserve navale. En terminant, l'auteur tient à remercier M. Octave Boulianne, un ancien de la Marine, ainsi que les matelots de 1^{ère} classe Fabrice Mosseray et Vincent-Éric Tremblay dont la collaboration lui a été très précieuse. Comme la devise de la Réserve navale le dit si bien : « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ! »¹⁶

Bibliographie

- Burgess, John, MacPherson, Ken, *The Ships of Canada's Naval Forces 1910-1985*, Toronto, Collins publishers, 1985, 240 pages.
- Halifax Shipyard Ltd, *The commissioning of HMCS Saguenay*, programme officiel de la cérémonie de mise en service, Halifax, le 15 décembre 1956. Collection de David et Irene Myllen, Bedford, N.-É.

Notes

- 1 Cette question a été abordée par Michel Bergeron et Claude Chamberland dans le *Saguenayensia*, Vol. 40, no 2 (avril/juin 1998) pp. 33-54.
- 2 La MRC a été créée le 4 mai 1910.
- 3 Classe A : abrégé du nom Acasta.
- 4 Marine britannique.

FICHE TECHNIQUE COMPARATIVE

	NCSM <i>Saguenay</i> , 1 ^{er} du nom	NCSM <i>Saguenay</i> , 2 ^e du nom
Type :	Contre-torpilleur ou «destroyer»	Destroyer d'escorte
Classe * :	Rivières	St-Laurent
Numéro de coque :	avant 1940 : D-79 après 1940 : I-79	206
Tonnage :	1 337 tonnes	2263 tonnes
Longueur :	320 pieds	366 pieds
Largeur :	32,6 pieds	42 pieds
Tirant d'eau :	10 pieds	13,2 pieds
Vitesse :	31 noeuds	28 noeuds
Équipage :	10 officiers 171 équipages	12 officiers 237 équipages
Mise en service :	22 mai 1931	15 décembre 1956
Retrait du service :	30 juillet 1945	26 juin 1990

* Une classe est un groupe de navires semblables, construits en série, et dont les noms suivent un thème prédéfini. Par exemple, la classe de destroyers d'escorte St-Laurent était composée du St-Laurent, de l'Assiniboine, du Fraser, du Margaree, de l'Ottawa, du Saguenay et du Skeena, tous des noms de rivières canadiennes

- 5 Village du Nord de la France, Vimy est le témoin d'une bataille sanglante où les Canadiens s'illustrent en prenant la crête aux Allemands en avril 1917.
- 6 Commandé par le Lieutenant-Commander Alberto Crepas, l'*Argo* était jumelé à un autre sous-marin italien, le *Venella*, lors de cette opération.
- 7 Le lieutenant Ralph Warwick.
- 8 L'Action Catholique, « Sur le pont du *Saguenay* au moment du torpillage », 15 février 1941.
- 9 Publications contenant les codes secrets et autres renseignements tactiques confidentiels.
- 10 Port d'Angleterre sur la mer d'Irlande.
- 11 Le *Bismarck* est le fleuron de la flotte allemande. Il représente une menace importante car il coule facilement l'imposant cuirassé britannique HMS *Hood* le 24 mai 1941. Les Alliés, consternés par sa puissance de feu, lance à sa poursuite une horde de navires qui le cerne et le coule le 27 mai.
- 12 Halifax Shipyard Ltd. Programme officiel de la cérémonie de mise en service, 15 décembre 1956.
- 13 Paroles de Laurent Tremblay, musique de l'abbé Raymond Tremblay.
- 14 Dartmouth Free Press, 3 juin 1970.
- 15 Le Soleil, 26 juin 1994.
- 16 La devise de la Réserve navale s'inspire d'une parole prononcée par Danton lors de la Révolution française invitant à relever sans cesse de nouveaux défis.

Le musée naval de Québec

Un musée juste au bout du quai,
Où, même sans habit de plongée,
Vous pourrez...

Naviguer à travers l'histoire d'une ville et de son fleuve,
Plonger jusqu'aux secrets des sous-marins ennemis,
Sonder les craintes et les angoisses de nos marins,
Vous amarrer aux souvenirs de nos audacieux vétérans...

Le Musée naval de Québec vous reçoit
GRATUITEMENT !

Pour tout renseignement
Musée naval de Québec
170, rue Dalhousie
Québec QC G1K 8M7

Téléphone : (418) 694-5387
Télécopieur : (418) 694-5508
Courriel : mail962a@dnd.ca



NCSM Chicoutimi, premier du nom

par le lieutenant de vaisseau Hubert Genest
Officier des affaires publiques - Réserve navale

Le Navire canadien de Sa majesté (NCSM) *Chicoutimi* était une corvette de la classe de navires *Flower*. Le *Chicoutimi* a été affecté principalement à l'escorte des convois entre Terre-Neuve et l'Irlande et, plus tard, en service triangulaire entre Terre-Neuve, Halifax et les États-Unis. Voici une brève historique de ce navire de guerre canadien qui a servi durant la longue bataille de l'Atlantique, un épisode de la Seconde Guerre mondiale.

Baptisé par Mme Jackson Dodds et mis en service à Montréal le 12 mai 1941, le *Chicoutimi* arrive à Halifax le 17 mai. L'équipage passe d'abord une période d'essais intensifs en mer avant de se joindre à la Force de Sydney d'où il escorte les convois transatlantiques de navires marchands en route pour le ravitaillement des Alliés. En septembre de la même année, le navire se joint au commandement de Terre-Neuve et quitte Sydney le 29 septembre pour escorter le convoi SC.47 vers l'Islande. Durant les cinq mois suivant, le navire est employé à des tâches d'escorte de convoi transatlantique entre St. John's, T.-N., et l'Islande et, plus tard, jusqu'à Londonderry en Angleterre. On change par la suite le secteur d'opération du navire qui doit patrouiller la portion ouest de l'Atlantique à partir du 27 février 1942, date à laquelle il quitte Londonderry pour rejoindre le convoi ON.71. Le navire poursuit ce travail jusqu'au mois d'août 1944. Vers la fin de sa carrière, usé et éreinté, le *Chicoutimi* sert de navire-école aux nouvelles recrues.

En avril 1945, le navire est retourné temporairement au travail d'escorte. Sa dernière besogne consiste à ramener un convoi de Terre-Neuve à un port du continent avant d'être retiré officiellement du service le 16 juin à Sorel. Les historiens accordent aux constructeurs du *Chicoutimi*, la *Canadian Vickers*, une mention élogieuse car le navire n'a nécessité que trois courtes périodes d'entretien durant toute sa carrière. Il faut aussi savoir que le *Chicoutimi* est l'une des rares corvettes de la classe *Flower* à avoir traversé la guerre sans devoir subir le rallongement de sa plage



Le NCSM *Chicoutimi*.

Jerôme Gagnon

avant. En quatre ans d'escorte dans l'Atlantique-nord, le *Chicoutimi* n'a perdu que 3 navires marchands en convoi et a couvert plus de 200 000 milles marins.

DONNÉES TECHNIQUES

Type de navire :	Corvette d'escorte
Classe de navires :	<i>Flower</i> , programme 1939-1940
Numéro de coque :	K 156
Mise en service :	12 mai 1941
Retrait du service :	16 juin 1945 à Sorel
Tonnage :	950 tonnes
Longueur :	205 pieds
Largeur :	33 pieds
Tirant d'eau :	13,5 pieds
Machinerie :	Machines à vapeur à action réciproque
Vitesse maximale :	16 nœuds
Autonomie :	3 450 milles nautiques à 12 nœuds
Armement :	1 canon de 4 po, charges sous-marines et équipement de dragage de mines

De Kénogami à Hong-Kong : un Saguenéen dans l'Empire du soleil levant

par Jérôme Gagnon

illustrations par Pierre-Yves Dubord

Décembre 1941, la Seconde Guerre devient véritablement mondiale. L'irrésistible désir d'expansion du Japon atteint une phase cruciale. Sous la gouverne d'un empereur manipulé par une caste militaire, le peuple nippon, fanatisé au possible, ne craint pas de s'en prendre aux États-Unis et à sa formidable puissance industrielle. Au matin du 7 décembre, des avions japonais attaquent la base navale américaine de Pearl Harbour. L'attaque est soudaine et foudroyante, 188 avions sont détruits, 5 croiseurs de combat sont coulés, plusieurs autres navires sont lourdement endommagés, paralysant ainsi la flotte américaine du Pacifique. Après l'audacieuse attaque, l'architecte de cet engagement, l'amiral Isoroku Yamamoto constate: « nous avons réveillé un géant qui dort ». Il ne croyait pas si bien dire. Pour l'heure, l'éveil du géant est brutal, il aura besoin de plusieurs mois pour s'en remettre. Les Japonais profitent de cet effet de surprise pour lancer une offensive tous azimuts. La même journée que le raid sur Pearl Harbour, les forces japonaises s'en prennent aux îles américaines de Guam et de Wake, ils attaquent les îles Gilbert et Salomon, ils entreprennent l'offensive contre les Philippines, Singapour, la Malaisie, l'Indonésie hollandaise, la Birmanie et la colonie britannique de Hong-Kong. Pour la défense de cette dernière, le Canada, à la demande des Britanniques, y avait dépêché 2000 soldats. Parmi ceux-ci, Alex Archibald et quelques 25 autres Saguenéens, pour la plupart de Kénogami.

Une famille d'Écossais immigrés

Alex Archibald est né en 1920 à Édimbourg en Écosse. Son père, William, émigre en 1925 au Canada pour retrouver son frère qui travaille depuis 1912 à la papeterie de la compagnie Price à Kénogami.

Quand mon père est arrivé à la gare du Palais à Québec, il a demandé un billet pour Kénogami. L'homme lui a dit que ça prend 12 heures pour Kénogami. En réalité il lui en fallut 22 pour s'apercevoir qu'il était à Kénogami, Ontario. Il aurait dû dire pour Jonquière, car il n'y avait pas encore de gare à Kénogami.

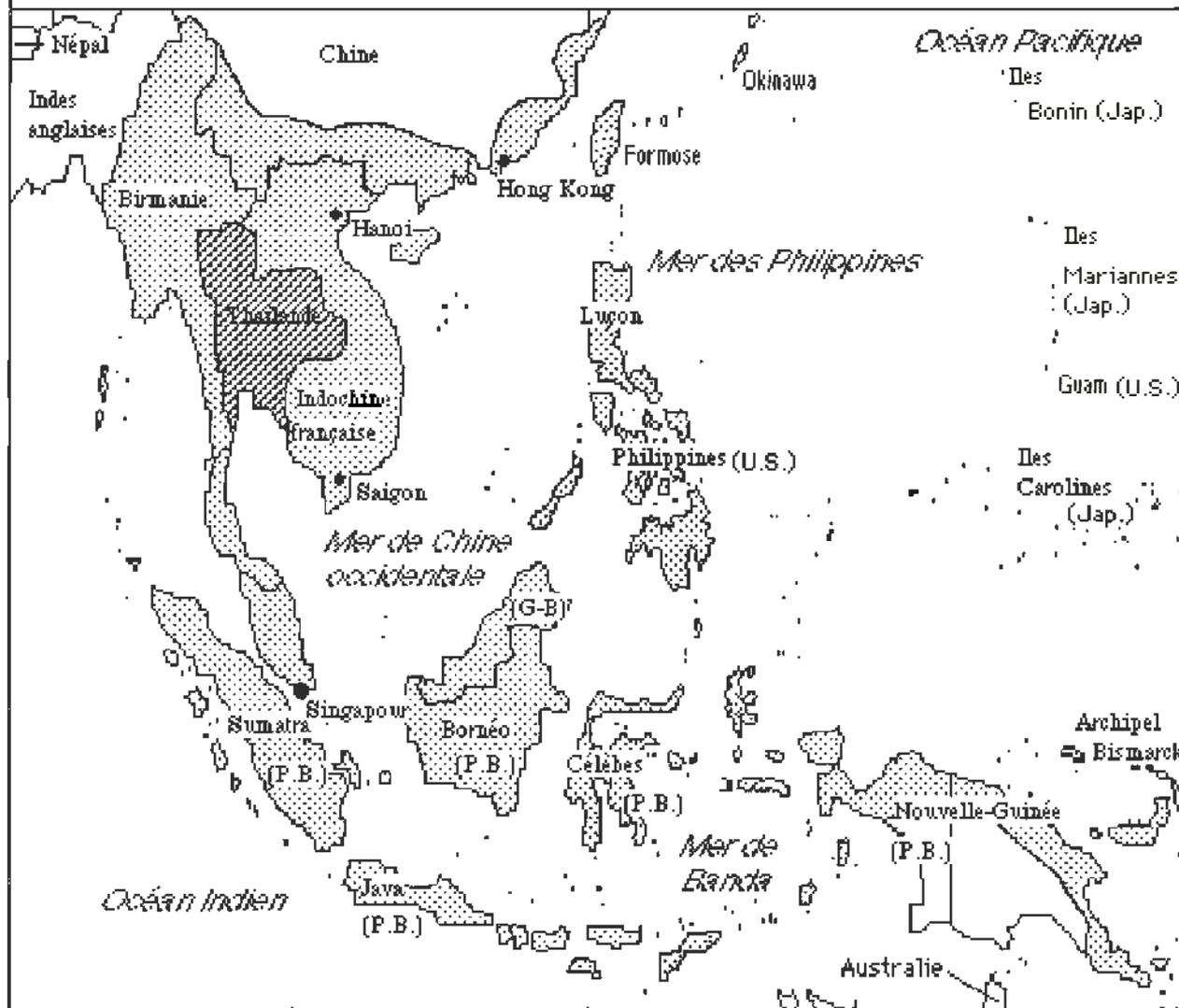
Arrivé à Kénogami, il entrera à la papeterie et amassera les fonds nécessaires pour faire venir le reste de sa famille au Saguenay. Alex et sa mère le retrouveront en 1928 et s'installeront jusqu'en 1947 à Kénogami. En 1938, Alex Archibald entre, lui aussi, à la compagnie Price. Deux ans plus tard, le goût de l'aventure, le désir de servir son pays et l'envie de pouvoir éventuellement revoir sa parenté en Écosse vont faire qu'il quittera son travail à l'usine pour se porter volontaire pour le service militaire outre-mer.

Le Canada à la rescousse de la mère-patrie

La situation de la Grande-Bretagne, en 1941, est peu réjouissante. Au moment où l'Empire semble menacé dans sa partie extrême-orientale, le pays est aux prises avec une situation des plus précaire en Europe. La défaite de son armée sur le continent contre la machine de guerre allemande, la fuite catastrophique de Dunkerque, le pilonnage aérien de la Luftwaffe, la situation plus que préoccupante de sa marine dans l'Atlantique et la lutte à finir qui se joue en Afrique du Nord font que les Anglais ne peuvent guère renforcer leurs positions sur ce théâtre d'opération lointain.

Pourtant la menace japonaise est imminente. Depuis l'invasion de la Mandchourie en 1931, la conquête de l'ouest de la Chine, à

Les conquêtes japonaises en Asie du Sud-Est



Légende : Possessions de l'Empire japonais Allié du Japon

compter de 1937, et l'occupation de l'Indochine française au début de 1941, les positions occidentales se sont durcies face au Japon. Un blocus économique est décrété par les Américains, privant ainsi le Japon de 90% de ses approvisionnements en matière première. Des pourparlers, entre plénipotentiaires japonais et américains, ne semblent aboutir à rien.

La position de Hong-Kong est précaire. Située à peu de distance de la ligne de front sino-japonaise, la petite colonie constitue une pièce de choix pour une éventuelle invasion. À Londres, on discute sur les actions à envisager : défendre ou abandonner Hong-Kong. L'État-major est d'avis que l'abandon de la colonie découragerait la Chine, ébranlerait la confiance des États-Unis et enhardirait le Japon. Au début de 1941, le commandant

en chef britannique en Extrême-Orient demande à la métropole de renforcer la garnison de Hong-Kong. Winston Churchill répond, le 7 janvier 1941, dans les termes suivants :

Cela ne tient pas debout. Si le Japon part en guerre contre nous, nous n'avons pas la moindre chance de tenir ni de secourir Hong-Kong. Il serait extrêmement malavisé d'accroître les pertes que nous devrions y subir. Au lieu d'augmenter la garnison, il faut la réduire à des proportions symboliques.¹

Par la suite, le Premier Ministre britannique se rangera aux vues de ses collaborateurs. Ainsi, il semble qu'il serait souhaitable que la garnison soit renforcée pour faire bonne impression auprès des alliés des Anglais en Extrême-Orient. Une solution qui semble

envisageable serait de refiler le problème aux dominions de l'Empire. D'ailleurs la garnison, déjà en place, est composée en grande majorité de troupes indiennes. Une dépêche est envoyée en ce sens au gouvernement canadien le 19 septembre 1941. La question est étudiée au Comité de guerre du cabinet du Premier Ministre Mackenzie King. Le 27 septembre, le colonel Ralston, ministre de la Défense, transmet à Londres l'approbation du Canada d'envoyer deux bataillons à Hong-Kong. À ce moment-là, le Canada n'avait aucunement procédé à l'appréciation de la situation délicate de Hong-Kong. Aucune demande n'a été faite à Londres de préparer une appréciation militaire, de plus le gouvernement canadien n'était pas au courant des doutes de Churchill concernant la colonie chinoise.



Soldats canadiens dans une tranchée de la « Gin Drinkers Line ».

Quoi qu'il en soit, la décision est prise et ce sont deux bataillons classés inaptés au combat par l'État-major canadien, *The Royal Rifles of Canada* et *The Winnipeg Grenadiers*, qui seront expédiés en Extrême-Orient. 96 officiers et 1877 soldats prendront la mer à Vancouver, le 27 octobre 1941.²

Alex Archibald dans le *Royal Rifles of Canada*

Il est toujours intéressant de se rappeler les raisons qui ont pu pousser les jeunes Canadiens à se porter volontaires pour le service outre-mer. Très peu de ceux-ci ont une réelle idée de ce qui les attend de l'autre côté de l'océan. La plupart raconteront qu'ils s'enrôlaient pour une grande aventure, d'autres pour voir du pays, quelques-uns par patriotisme, certains par révolte familiale. Peu importe, la guerre en attire tout de même plusieurs, certains mentiront sur leur âge pour partir.

Je me suis enrôlé à Québec, puis on m'a incorporé au Royal Rifles of Canada. La base du régiment était à Québec. C'était un régiment où il y avait beaucoup de Canadiens anglais mais il y avait aussi une bonne partie de Canadiens français. Ils ont pris beaucoup de gars de Gaspé. À Kénogami il y a 25 gars enrôlés en même temps que moi. Il y en a plusieurs de morts aujourd'hui.

J'avais un « chum » on est parti pour s'enrôler dans l'aviation. Lui, il est rentré tout de suite, moi j'ai été refusé parce que je n'avais pas assez d'instruction. Comme ça mon « chum » n'est pas rentré non plus, il est resté avec moi. Il était de Kénogami, il s'appelait Charlie Bready, son père était police chez Price.³

Le *Royal Rifles of Canada* va rouler sa bosse avant d'être envoyé à Hong-Kong. L'entraînement élémentaire du régiment a

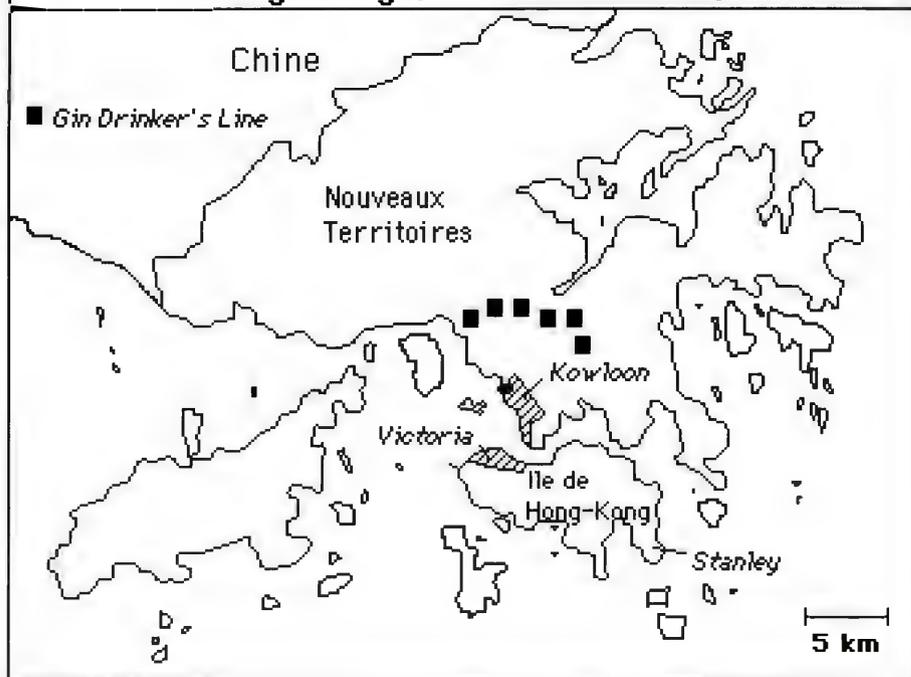
lieu à Valcartier, puis à Sussex au Nouveau-Brunswick. Mais c'est à Terre-Neuve, au printemps de 1941, qu'a lieu la formation du bataillon au tir au fusil et à la mitrailleuse. Selon les archives du régiment, la formation dispensée à ce moment-là est déficiente, le régiment n'est nullement prêt à affronter qui que ce soit au combat. Cette inaptitude est de toute évidence due au manque flagrant de matériel et de munitions. La suite ne sera guère mieux. Au moment de quitter Valcartier, le 23 octobre, les troupes sont remplies d'enthousiasme, mais l'expérience fait cruellement défaut. L'armée canadienne, à ce moment-là, ne dispose au pays d'aucun bataillon dont l'entraînement est jugé adéquat. La version officiellement connue d'Ottawa sur le rôle qu'auront à jouer les deux bataillons à Hong-Kong se résume à ceci : tenir garnison. Les *Winnipeg Grenadiers* ne viennent-ils pas d'être rappelés d'une telle mission en Jamaïque? Les autorités de Londres se font des plus rassurantes à ce sujet, la volonté des Japonais est de plus en plus en baisse. Peu de raisons permettent de croire qu'ils attaqueront. Si le choix de la garnison s'est porté sur les Canadiens, c'est qu'aucune troupe britannique n'est disponible.⁴

On a embarqué sur le train à Valcartier, on a traversé le pont de Québec, on s'est dit qu'on allait virer à l'Est vers Halifax, mais le train il a viré à l'ouest. Quatre jours, cinq nuits et on est arrivé à Vancouver. Il y avait un bateau qui nous attendait là. C'était un bateau australien. On a mangé du mouton sur ce bateau. On est parti vers le 10 novembre [sic. 27 octobre]. On a arrêté à Hawaï puis aux Philippines puis on a débarqué à Hong-Kong.⁵

Hong-Kong : paix et guerre

Les forces expéditionnaires canadiennes arrivent à Hong-Kong le 16 novembre 1941. À leur arrivée, c'est le gouverneur de la colonie, Mark Young, qui les accueille. Les troupes canadiennes

Hong-Kong (décembre 1941)



s'installent dans la ville continentale de Kowloon, dans le camp de Sham-Shui-Po. La ville semble déjà abandonnée lorsqu'elles arrivent pour prendre la relève des troupes britanniques. Le gros de la flotte britannique avait déjà quitté le port, seuls quelques petits bateaux assuraient encore la défense des installations.

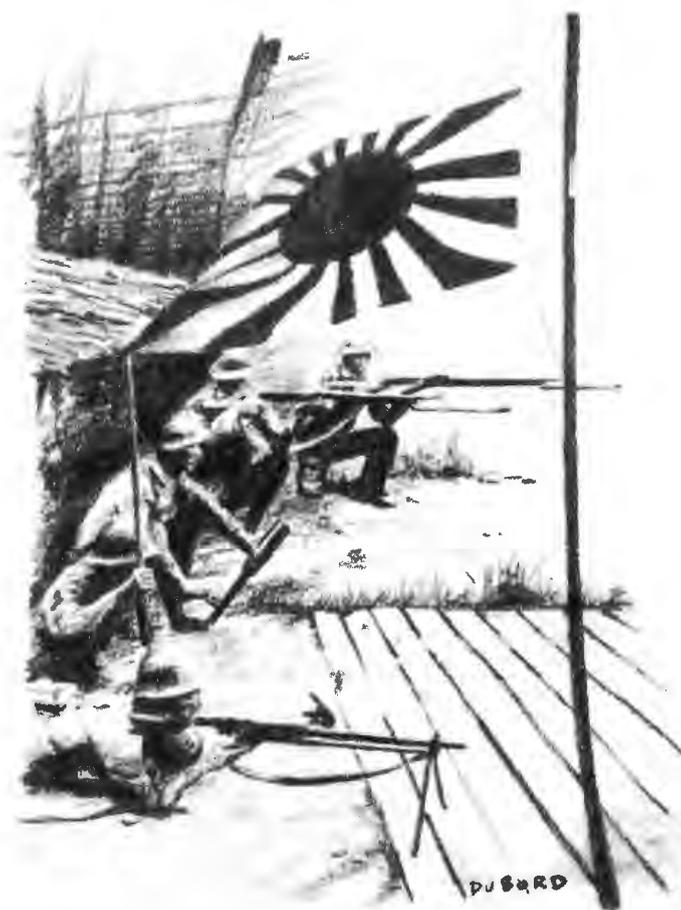
Pendant les premières semaines de leur présence en Orient, les Canadiens s'occuperont tantôt à des manœuvres d'entraînement ou à garder les lignes de défense de la colonie. Une bonne partie de leur temps se passera à découvrir les beautés de la ville et à profiter des plaisirs qu'elle offre.

Hong-Kong est plus qu'une île sur laquelle est aménagée une ville. Il s'agit en quelque sorte d'un territoire situé dans la baie de Canton, composé de l'île principale de Hong-Kong, d'une partie urbaine sur le continent qui s'appelle Kowloon, d'un territoire adjacent à cette dernière baptisé « Nouveaux territoires » et plusieurs petites îles. Si l'île de Hong-Kong s'étend sur 29 milles carrés, tout le territoire de la colonie englobe 410 milles carrés. En 1941, la colonie compte près de 2 millions d'habitants, des Chinois pour la plupart, notamment un bon nombre de réfugiés chassés par les Japonais depuis dix ans. Hong-Kong est le principal port d'attache britannique en Extrême-Orient. La ville est le pivot du commerce de l'Empire en Orient depuis 1842. Selon des accords passés en 1898 avec les Chinois, la colonie leur reviendra après un bail de 99 ans.

La ville de Hong-Kong fait les délices des soldats canadiens. Depuis longtemps, les Britanniques ont fait de ce havre exotique une ville dotée de tout le confort et des plaisirs appréciés par les Occidentaux. Hong-Kong symbolise bien le lien de dépendance

coloniale qui existe entre les Britanniques et la population chinoise. Une bonne partie de cette dernière travaille au confort des maîtres blancs. Dans les rues de la ville, ce sont les tireurs de pousse-pousse qui caractérisent le mieux cet état de fait.

On faisait un entraînement, on sortait en ville et on allait voir les femmes. On était payé 1,30 \$ à 1,50 \$ par jour. Les Anglais avaient beaucoup moins. On était millionnaires nous autres. On avait des Chinois qui venaient le matin pour nous faire la barbe et faire notre lit. On leur donnait 0,50 \$ par semaine. On pouvait sortir avec une passe pour aller voir la ville. Pendant ce temps-là on pensait pas de tomber en guerre. On était en temps de paix. J'ai un tatouage que j'ai fait faire là-bas en 1941. Ils ne font pas cela avec un appareil électrique. Ils prennent des aiguilles et un morceau de bois. C'est un drapeau anglais avec une couronne.⁶



Bien entraîné, aguerrit par près de 10 ans de combat en Chine, le soldat japonais s'avère un adversaire beaucoup plus redoutable que les prévisions occidentales.

La vie de garnison devait constituer le lot des soldats canadiens dura trois semaines. Le 7 décembre 1941, les Japonais ouvrent leur offensive générale. Pendant toute la journée, des avions bombardent les positions de défense des défenseurs de la colonie. Les officiers qui commandaient la défense de Hong-Kong ne s'attendent pas à une victoire, mais ils espèrent tenir un siège pendant longtemps. L'essentiel de l'artillerie défensive est concentré sur l'île de Hong-Kong, du côté de la mer. En effet, les stratèges de l'Empire prévoient que l'attaque viendrait de la mer. Par contre, ils n'avaient pas écarté la possibilité d'une attaque par le continent. Ainsi, ils avaient aménagé une ligne de défense dans les « Nouveaux territoires » à peu de distance de Kowloon. Cette fortification, longue de 17 km, constituée de tranchées et de bunkers, était appelée la *Gin Drinkers Line*. Au début de l'offensive, les Japonais sont stationnés en territoire chinois à près de 40 km des défenseurs.

Les estimations des officiers anglais sont optimistes et basées sur un bon nombre de préjugés à l'égard des Japonais. L'estimation des forces ennemies ne dépassait guère 5000 hommes. Or, c'est tout près de 50 000 qui fondirent sur Hong-Kong. Les défenseurs, en principe, ne devaient pas craindre une attaque de nuit de la part des Japonais. Ceux-ci sont petits, chétifs et leurs yeux bridés réduisent leur vision nocturne et les obligent à porter des lunettes. La réalité est tout autre. Les armées nipponnes sont composées de soldats aguerris par dix années de combat en Chine. Elles disposent d'un armement mobile bien supérieur en nombre et en qualité. Elles ont déjà remporté de nombreuses victoires, ce qui les rend confiantes. Et, la cause que défendent leurs soldats en font des fanatiques redoutables.

Du côté de Hong-Kong, on ne peut compter que sur 11 000 combattants environ, sous les ordres du major-général Maltby, de l'armée indienne. Outre quelques bataillons britanniques, l'essentiel des forces de l'Empire est composé de troupes indiennes, chinoises et canadiennes. Ce mélange hétéroclite, mal entraîné et insuffisamment armé, n'offre pas une grande efficacité pour défendre Hong-Kong.

On estimait qu'une semaine serait nécessaire aux Japonais pour traverser les « Nouveaux territoires » et atteindre la *Gin Drinkers Line*. En réalité, 12 heures après le début de l'attaque terrestre, le 9 décembre, les premières patrouilles s'installaient devant les fortifications. Tout se passe rapidement, le 11, la ligne de défense est emportée. Trois jours suffirent aux Japonais pour prendre Kowloon, pendant que les troupes de l'Empire

britannique organisent leur retraite sur l'île. Le 14 au soir, les Japonais ont pris possession de Kowloon qui est livrée au pillage et au viol. Dès le lendemain, des tentatives de débarquement sur l'île sont organisées. La résistance est féroce et quelques jours seront nécessaires aux assaillants pour enfin aborder l'île. C'est dans la nuit du 18 au 19, que les Japonais s'installent sur l'île. À compter de ce moment, les défenseurs devront sans cesse reculer pour enfin capituler le jour de Noël, à bout de forces et de munitions.⁷

Hong-Kong c'est une île, il y avait un territoire de l'autre bord qui appartenait aux Britanniques, après ça c'est la Chine. Les Japonais ils étaient en Chine, puis ils ont commencé à descendre. Ils ont attaqué la ville de Kowloon. On s'est battu là pendant trois jours, ils étaient 60 000 [d'autres données mentionnent plutôt 50 000 soldats ennemis] nous autres on était un peu plus de 10 000. Il y avait un régiment anglais, deux régiments indiens des Indes et un régiment de Chinois. Nous étions de toutes les races, les Canadiens on était 2000, 1000



Combat dans les rues de Hong-Kong.



DUBORD

Banzai! Le cri de ralliement et de victoire des forces impériales japonaises.

dans chacun des régiments. Après cela on a reculé, on avait plus de place où aller, alors on a transféré sur l'île.

Nous avons embarqué sur des traversiers. Les Japonais ont essayé d'attaquer l'île, ils embarquaient sur des petits bateaux ou des chaloupes, à chaque fois qu'ils venaient, ils devaient reculer, Nous étions trop forts nous autres. On a été 19 jours en bataille. Ils ont fini par débarquer. Pendant 5 ou 6 jours on a reculé, à la fin ils ont capturé le réservoir d'eau, ils ont coupé l'eau. On ne peut pas vivre sans eau. À ce moment là nous avons reculé sur une péninsule. Le Pacifique en arrière, les Japonais en avant, ils étaient trop forts pour nous autres, ils nous avaient bombardé à mort. Après cela à Noël ils étaient trop nombreux, nous avons dû nous rendre les mains en l'air. Ils nous ont enlevé nos armes et tout.⁹

Prisonnier des Japonais

En ce jour de Noël 1941, pour les Canadiens, la guerre était terminée. En tout, pour 1500 survivants du contingent de départ, le cauchemar ne faisait que commencer. Pendant trois ans et neuf mois, ils seront confrontés au pire des tourments : la détention

dans des camps de prisonniers japonais. Une longue marche à travers la ville s'amorce pour rejoindre un camp du port de Victoria. Nos Canadiens, bien involontairement, participent au défilé de la victoire japonaise.

Ils ont décidé de nous transférer dans la ville de Victoria. Ils nous ont mis dans un camp de concentration, il y avait des réfugiés là, avant. Nous avons marché de la péninsule Stanley jusqu'au camp, nous avons descendu la ville. À chaque rue qu'on traversait il y avait des Japonais avec des mitrailleuses. Arrivés au camp il y avait des Japonais en masse. Des airs durs. Il y en a un qui avait des cigarettes. J'ai dit à mon chum, je vais lui en demander. J'approche du Japonais « voulez-vous me donner une cigarette » (en faisant le geste de fumer). Il prend sa carabine avec sa baïonnette et dit « Maudit anglais » J'ai dit non, non, pas British moi, j'avais mon badge. « Canada, Canada » Il répond « Oh Canada good, good! » Il m'a donné tout le paquet. Eux autres ils pensaient que le Canada était une colonie anglaise puis que nous étions conscrits. C'était pas vrai, nous étions des volontaires. Ils aimaient les Canadiens et les Indiens mais pas les Anglais.⁹

Pendant leur détention à Hong-Kong, puis ensuite à Kowloon, les prisonniers sont astreints à des travaux forcés. De six heures du matin à six heures du soir, les mines, les chantiers navals et la construction d'une piste d'atterrissage furent leur lot quotidien. Pour toute nourriture, ils recevaient invariablement un mélange de riz et de feuilles de pommes de terre (*green horror*). À ce régime, il n'est pas surprenant que la santé des hommes eût à souffrir énormément. La mort était chose courante dans les baraque-

ments rudimentaires des prisonniers. Des 1500 survivants, près de 600 ne verront pas la libération. En plus de mener une vie où la mort était parfois à envier, les Canadiens de Hong-Kong devaient faire face à de mortelles épidémies.



Le camp de prisonniers de Sham-Shui-Po à Hong-Kong où les soldats canadiens en vinrent à envier la mort de leurs compagnons mort au combat.

Je pesais 74 livres quand je suis sorti. [il en pesait 170 en arrivant à Hong-Kong]. C'est pas beaucoup pour un homme de six pieds. Tous les jours il y a des gars qui sont morts de maladie et de manque de nourriture. Il y avait toutes sortes de maladies tropicales. Il y avait le beri-beri, tu devenais tout enflé



Kanayo Henuie, gardien japonais d'origine canadienne, réputé pour sa grande brutalité. Il était surnommé le « Kamloops Kid » par les Canadiens.

des jambes, il y avait la malaria, dont j'ai failli mourir et puis la dysenterie. C'est terrible de voir comme on a fait souffrir les hommes.

Dans les baraquements, on couchait sur le plancher. Nous avons trouvé des lits et nous couchions sur ça. C'était toutes des affaires que nous avons fait nous-même. Il n'y avait pas de toilettes. Nous allions dans la petite cabane, dans des seaux. Tout les matins on devait vider ça.¹⁰

Au cours de ces années de misère, les prisonniers s'organisent en petite société où la hiérarchie de l'armée est encore respectée. Pour survivre, les prisonniers se font un point d'honneur de tenir les baraquements le plus propre possible. La tâche la plus ardue est sans doute le nettoyage des latrines, cette tâche portait ironiquement le nom de « Honey Wagon ».

Pour passer le temps, les prisonniers organisent des activités. Outre les jeux de carte, les Canadiens mettent sur pied de petites pièces de théâtre. Quelques-uns des prisonniers cachaient des radios, malgré le danger qu'une telle pratique représentait. Les détenus pouvaient prendre des nouvelles du reste du monde. Ainsi, les défaites japonaises, à partir de l'été 1942, les remplissaient d'enthousiasme. Les communications avec l'extérieur étaient pour ainsi dire inexistantes. Une fois par six mois, il était permis aux soldats d'écrire à leur famille. Ces missives ne se rendaient pas toujours à destination. Inversement, les colis arrivant du Canada n'étaient guère plus courants. Il n'est pas rare que les denrées envoyées fussent détournées au profit des Japonais. C'est le cas, entre autres, d'envois de médicaments et de nourriture par les familles, livrés par la Croix-Rouge, qui ne se rendaient jamais aux prisonniers. Ils étaient volés ou vendus sur le marché noir par le commandant du camp, le colonel Tokunaga.¹¹

Les conditions de vie dans les camps de prisonniers des Japonais sont vraiment dures. Le Japon avait, bien sûr, fait part de son désir de respecter les Conventions de Genève de 1929. N'étant pas signataire lui-même de ces accords sur le sort réservé aux blessés et aux prisonniers de guerre, ceux-ci demeurèrent lettre morte et les mauvais traitements et les exécutions sommaires

étaient choses courantes. Les responsables japonais auront, d'ailleurs, à en répondre après la guerre.

Il y en avait qui étaient bons, il vendaient des cigarettes contre des montres ou d'autres objets. Il y en a qui étaient écœurants en maudit. Il y en a un, c'était un Japonais qui était venu au monde à Vancouver, on l'appellait le « Kamloops Kid », le gars de Kamloops. Lui il était parfait bilingue, japonais et anglais. Il était interprète, à chaque fois qu'il voyait un Canadien, c'était des coups de pieds et des claques. Un jour on lui a demandé pourquoi il n'aimait pas les Canadiens, il a répondu : « quand j'étais un petit gars, je vivais en Colombie-Britannique et j'allais à l'école. Tous les petits gars me traitaient de "maudit bâtard jaune" Maintenant c'est moi qui ai le fouet et je vais m'en servir ». Il a fait cela pendant quatre ans.¹²

Ce gardien, la terreur des Canadiens pendant tout le temps de leur emprisonnement, s'appelait Kanayo Henuie. Né au Canada, il s'enrôla au début de la guerre dans l'armée japonaise. Coupable de nombreux mauvais traitements à l'égard des prisonniers, il fut retrouvé après la guerre dans un cinéma de Hong-Kong et fut jugé pour crimes de guerre. Étant citoyen canadien, on ne put lui imputer l'accusation de crimes de guerre. Il fut alors jugé pour trahison et exécuté par pendaison.¹³

La libération

Au mois d'août 1945, s'amorce la fin de la Seconde Guerre mondiale. En Europe, le conflit se termine au début du mois de mai avec la reddition complète des armées allemandes. Les États-Unis jettent toutes leurs forces dans la bataille pour anéantir la résistance encore vigoureuse de l'Empire japonais. Depuis quelque temps, la guerre prend une tournure radicale. Les Japonais qui reculent sur tous les fronts en sont rendus à utiliser comme arme ultime le fanatisme et le dévouement aveugle de leurs soldats. Les terribles pilotes Kamikaze font des ravages sur les navires américains, tandis que le moral de la population japonaise ne semble point fléchir. Pour l'État-major américain, l'éventualité d'une attaque contre le territoire japonais ne semble pas indiquée. L'invasion serait coûteuse en vies américaines et le conflit risquerait de s'éterniser. D'autre part, les services scientifiques de l'armée ont enfin pu canaliser la force de l'atome pour en faire une arme de destruction terrifiante. Le 6 août 1945, à 8h 16, la première bombe atomique explose sur Hiroshima, faisant près de 120 000 victimes et détruisant presque totalement la ville. Trois jours plus tard, c'est au tour de Nagasaki de faire l'expérience du feu nucléaire. Pour le Japon s'en est trop. Les États-Unis disposent de l'arme suprême, toute résistance est impossible. Le 2 septembre, l'Empire nippon capitule. Pour les prisonniers qui croupissent dans les camps, la bombe atomique est moins destructrice que libératrice.

Derrière le camp, il y a une grosse montagne, tout à coup des avions se dirigent sur notre camp. J'ai dit : « Maudit, ils vont

nous attaquer » Je regarde : c'était des avions américains. « Qu'est ce qu'ils font là eux-mêmes » Ils laissent échapper bien des affaires, entre autres des morceaux de papier sur lesquels il était inscrit « La guerre est finie, nous avons lâché une bombe sur Hiroshima, toute la ville est détruite. » Ils ont largué des cigarettes, puis de la nourriture et sont repartis. On savait que la guerre était finie. Deux jours plus tard, il y a un bateau qui arrive, l'Empress of Australia C'est un bateau australien avec des soldats australiens qui venaient nous chercher. on avait passé quatre années à Kowloon, d'autres avaient été transférés au Japon. Moi je n'avais pas été choisi. Ils y ont goûté plus que nous je pense.¹⁴

La suite pour nos soldats est marquée par une série d'escales aux Philippines, en Australie et à San Francisco. Après avoir reçu des uniformes neufs, les soldats canadiens, rescapés des camps de prisonniers, se voient choyés par les équipages de navire. La nourriture ne manque pas, les œufs, le bacon et le traditionnel mouton des bateaux australiens sont disponibles en quantité plus que suffisante. Les Canadiens ne s'en privent pas, au prix de sérieux problèmes d'estomac par la suite. L'arrivée à Vancouver se fait dans une ambiance de fête. Les soldats sont accueillis en héros. Après quelques séjours à l'hôpital, en raison de leur grande faiblesse, et aussi pour soigner les troubles qui avaient été ensuite occasionnés par les copieux repas du retour, les soldats reprennent le chemin du bercail.

Nous avons pris le train pour Québec, nous sommes arrêtés à toutes les places, Calgary, Winnipeg, il y avait du monde partout pour nous accueillir. À Québec, nous étions dans l'armée encore, ils nous ont tous mis à l'hôpital Saint-Charles. Nous y sommes restés 3 ou 4 mois. Les gars en sortant des camps mangeaient des affaires trop riches et nous étions tous malades. À la sortie de l'hôpital ils nous ont mis au régime. Je suis revenu chez moi à Kénogami pour reprendre ma job chez Price...¹⁵

Tous n'eurent pas cette chance. L'expédition de Hong-Kong a coûté cher au Canada, des 1975 Canadiens qui ont quitté Vancouver en octobre 1941, 557 ne sont jamais rentrés au pays.

Conclusion

Le récit de monsieur Archibald se termine par le retour du héros au pays qui reprend sa vie normale loin des misères et des horreurs de la guerre. Toutefois, les souvenirs sont vivaces. Ce sont ces souvenirs qui nous permettent de lever le voile sur une des pages tragiques de notre histoire. Tragique comme le furent toutes les histoires de guerre, quelles qu'elles furent et où qu'elles furent, mais tragique également quand nous constatons le rôle que notre pays a joué. Il est clair que le gouvernement du Canada de l'époque a agi d'une façon tout à fait irresponsable et désinvolte en envoyant ces soldats relever un défi hors de leurs capacités. Les

autorités d'Ottawa se sont pliées avec un esprit de colonisés et une soumission déconcertante en acceptant une charge que la métropole elle-même n'avait pas la hardiesse d'accomplir. En 1941, on est loin des belles promesses des hommes de main de Mackenzie King.

Voilà dix fois que je le déclare : le Canada ne va pas participer aux guerres extérieures. Voilà dix fois que monsieur King le déclare au parlement canadien, il l'a dit d'abord à Genève à la face du monde entier et des représentants de l'Angleterre : le Canada ne sera pour rien dans les guerres en dehors du territoire canadien...¹⁶

Même si la décision du gouvernement canadien d'entrer en guerre peut recevoir caution à maints égards, il n'en demeure pas moins qu'il a fait preuve d'un coupable laxisme dans ce cas précis, un laxisme qui contraste avec les convictions d'avant-guerre. La partie à Hong-Kong était perdue d'avance. Les grands bonzes de Londres le savaient bien et ils se sont bien gardés d'en avertir leur obéissant Dominion. En attendant de récidiver en août 1942 avec l'envoi des serviles Canadiens sur les galets meurtriers des plages de Dieppe, la Grande-Bretagne se dégage du désastre de Hong-Kong par des conclusions explicites. « Ce sont les troupes canadiennes, par leur indiscipline et leur manque de courage, qui sont responsables de la chute de Hong-Kong. »¹⁷

Notes

- 1 Le Premier Ministre Winston Churchill au général Ismay, 7 janvier 1941; col. C.P. Stacey, *Six années de guerre (histoire officielle de la participation de l'armée canadienne à la Seconde Guerre mondiale)*, vol. 1, ministère de la Défense nationale, Ottawa, Imprimerie de la Reine, 1966, page 456.
- 2 *Ibid.*
- 3 Entrevue accordée à l'auteur en 1998.
- 4 Col. C.P. Stacey, *op. cit.* pp. 464-465.
- 5 Entrevue... *op. cit.*
- 6 *Ibid.*
- 7 Col. C.P. Stacey, *Op cit.* pp. 476-507; *La bravoure et le mépris-la bataille de Hong-Kong*, documentaire réalisé par Brian McKenna, Radio-Canada.
- 8 Entrevue..., *op.cit.*
- 9 *Ibid.*
- 10 *Ibid.*
- 11 *La bravoure et le mépris..., op. cit.*
- 12 *Ibid.*
- 13 *La bravoure et le mépris..., op. cit.*
- 14 Entrevue, *op. cit.*
- 15 *Ibid.*
- 16 Discours du ministre J.-A. Cardin publié dans *Le Canada*, 17 janvier 1938., dans André Laurendeau, *La crise de la conscription*, Montréal, Éditions du jour, 1962, page 20.
- 17 Conclusions du Major-Général Christopher Maltby, commandant en chef de la garnison de Hong-Kong. dans Lawrence James, New-York, St-Martin's Press, 1994, page 492.

L'odyssée d'une Chicoutimienne

par Louise Bouchard

Parfois, être chercheur nous amène à découvrir de petits trésors dans les documents. Cette fois-ci, c'est une femme que j'ai eu la chance de découvrir, une femme attachante, avec un sens de l'humour remarquable et d'une grande bonté. Sœur Éva Tremblay est une femme de Chicoutimi qui a vécu la Seconde Guerre mondiale en France. Elle nous a livré ses souvenirs avec une grande générosité. Vous aurez la chance de découvrir son odyssée au cours des prochaines lignes.

C'est à Chicoutimi, dans le quartier du Bassin, qu'est née le 9 février 1915, Éva Tremblay. Elle est la deuxième d'une famille de douze enfants. Son père, Wilbrod, a d'abord travaillé comme mécanicien à la réparation des locomotives pour la Compagnie de pulpe de Chicoutimi. À l'ouverture de l'usine de la compagnie Alcan à Arvida, il quitte son travail à Chicoutimi pour cette nouvelle compagnie. Malgré ce changement de travail, la famille demeure toujours au Bassin comme le dit Sœur Éva :

Mes parents se sont mariés là. Nous avons tous été baptisés là, c'était notre église avec les pères Eudistes¹. On a voulu déménager là [Arvida], mais on aimait bien notre Bassin.

La vie dans ce quartier était encadrée par les pères Eudistes. Nous pouvons dire de ces derniers, qu'ils ont grandement marqué la vie du quartier, tant spirituellement que socialement. C'est d'ailleurs l'un d'eux² qui était revenu de France, en novembre 1921, avec des religieuses bretonnes pour s'occuper du presbytère et de l'église. C'est de cette façon que la jeune Éva fait la rencontre des sœurs de la Congrégation des Filles de Sainte-Marie de la présentation.

C'est pour ça que je suis partie en France, j'avais connu les pères Eudistes et les sœurs qui étaient là, des Françaises. J'aimais leur vie, leur institution, elles avaient beaucoup d'œuvres et c'étaient diversifiées. Elles avaient une ouverture formidable pour les gens. Vous alliez là, vous pouviez parler, de n'importe quelle chose, elles savaient vous parler et elles s'intéressaient à vous.



Sœur Éva à la clinique de Paris en 1933.

Le 22 mai 1931, alors âgée de 16 ans, Éva Tremblay quitte le Québec en compagnie de la Révérende mère supérieure Marie-Gustave et de quatre autres jeunes filles de Chicoutimi afin de faire son noviciat à la maison-mère de la congrégation à Broons en France.

Nous avons pris le train de Chicoutimi à Québec, puis le bateau au Bassin Louise. J'ai été malade 10 jours en bateau, j'étais contente de descendre à Cherbourg.³

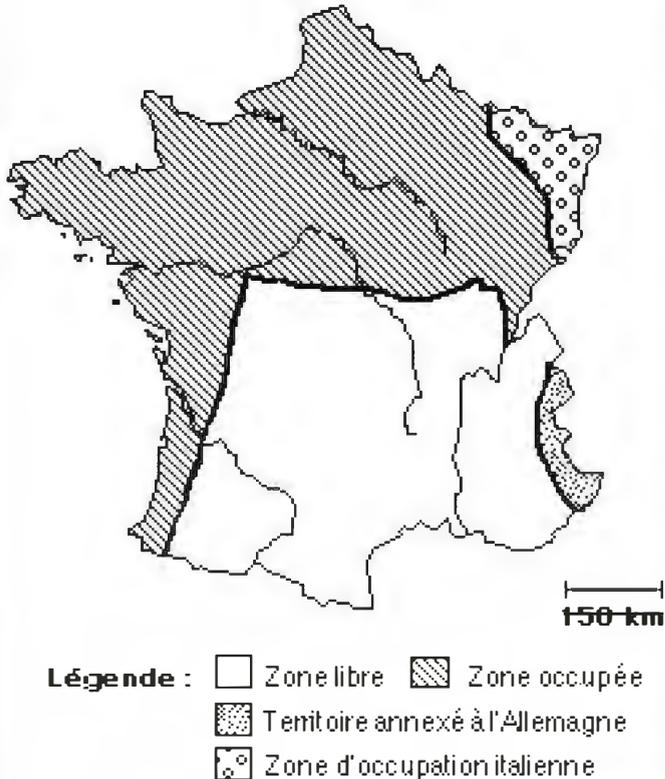
À notre arrivée, c'était le dimanche, nous étions attendues par un ami de la congrégation, qui nous a amenées dîner. Nous sommes ensuite parties pour Broons⁴ où nous avons revêtu notre costume de postulante pour faire notre noviciat. J'ai prononcé mes vœux perpétuels en 1938. J'ai pris le nom de

Sœur Marie-Wilbrod. Marie pour le nom de ma mère et Wilbrod pour le nom de mon père.

En 1933, après son noviciat, Sœur Éva part travailler dans une clinique d'orthopédie à Paris. Quatre ans plus tard, lors de la retraite du médecin, elle revient à la maison-mère pour étudier.

Je suis retournée à la communauté, ils m'ont mise aux études. J'ai étudié le même programme que celles qui allaient au

La France occupée (1940-1944)



brevet. Je n'ai pas pu me présenter [au brevet] parce que j'étais canadienne. J'ai continué ici [au Canada].

Le 3 septembre 1939, lorsque l'Angleterre et la France se déclarent en « état de guerre » avec l'Allemagne, respectant ainsi leurs engagements envers la Pologne, Sœur Éva est à Coulommiers⁵ et s'occupe d'une cinquantaine de jeunes filles qui sont en colonie de vacances pour deux mois.

Quand les rumeurs de guerre ont commencées, on nous a demandé de garder les enfants, et de ne pas revenir sur Paris. Les parents venaient les chercher un à un. Le 3 septembre [1939] vers 10h00 du matin, le tocsin s'est mis à sonner et les sirènes ont toutes déclenché, c'était l'annonce de la déclaration de la guerre. J'ai pleuré, vous dire comment! Je pensais à mes frères qui iraient à la guerre.

Après avoir envahi la Pologne, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg, les Allemands entrent en France dans la nuit du 13 au 14 mai 1940. Un mois plus tard, ils sont à Paris. Le 22 juin, la France signe l'armistice coupant le pays en 2 parties. Le sud, nommé « zone libre » est sous l'autorité du gouvernement français alors que la partie nord, nommée « zone occupée », est directement sous contrôle allemand. Cette zone est elle-même morcelée : l'Alsace et la Lorraine sont annexées au III^e Reich, le nord de la France est rattaché à l'administration militaire allemande de la

Belgique et les côtes de la Manche et de la mer du Nord deviennent zones interdites.

Des milliers de personnes apeurées vont prendre la route vers la « zone libre ». Ils partent avec leurs effets personnels à pied, à cheval, dans des voitures qui tombent vite en panne d'essence ou encore dans des convois ferroviaires surchargés. Sœur Éva fait partie de cet exode.

Comme j'étais canadienne, la mère supérieure a eu peur que les Allemands m'envoient au camp. Nous avons fait notre bagage, nous étions cinq, Mère Saint-Nazaire, trois sœurs françaises et moi. Nous avons pris l'essentiel et nous sommes parties en zone libre. Avant de partir, le curé nous avait demandé d'amener avec nous le Saint-Sacrement et le Ciboire pour les mettre en lieu sûr.

Nous sommes parties vers 14h00, en plein soleil, en allant droit devant nous. Vers 18h00, nous sommes arrivées dans un village où nous avons remis le Ciboire et le Saint-Sacrement, avec l'idée de revenir les prendre plus tard. Sur le parcours, on a cherché à manger, à acheter de l'eau, mais pas moyen. Les épiciers et les boulangers fermaient boutiques, tout le monde s'en allait. Le soir, on a trouvé une école, avec de la



Des milliers de personnes fuient vers le sud de la France

Henry Rousseau, Les années noires, vivre sous l'occupation n°1, écrivains Gallimard, 1992, p. 3.

paille. Il y en avait d'autres avant nous, qui avaient couché sur cette paille... mais nous avons couché là, toutes habillées.

Le lendemain matin, nous avons repris notre route. Arrivées au pont de la Loire, on nous a dit : « dépêchez-vous de passer, le pont est miné ». Le pont a sauté une demi-heure après notre passage. Nous l'avons entendu, nous n'étions pas loin. On reprend la route, mais voilà que nous arrivent des avions italiens en piqué, tac, tac, tac. On se couche par terre bien vite. Quand nous nous sommes relevées, avec tous nos morceaux, il y avait des morts à nos côtés.

Quelqu'un nous a dit qu'un train allait partir. Nous nous sommes assises une à côté de l'autre sur la plate-forme du train et nous sommes parties. Nous avons franchi la ligne de démarcation à Limoges. À la gare, Mère Saint-Nazaire est allée voir si le train continuait. Elle est revenue en nous disant : « continuons, la prochaine étape est Brive-la-Gaillarde⁶ ».

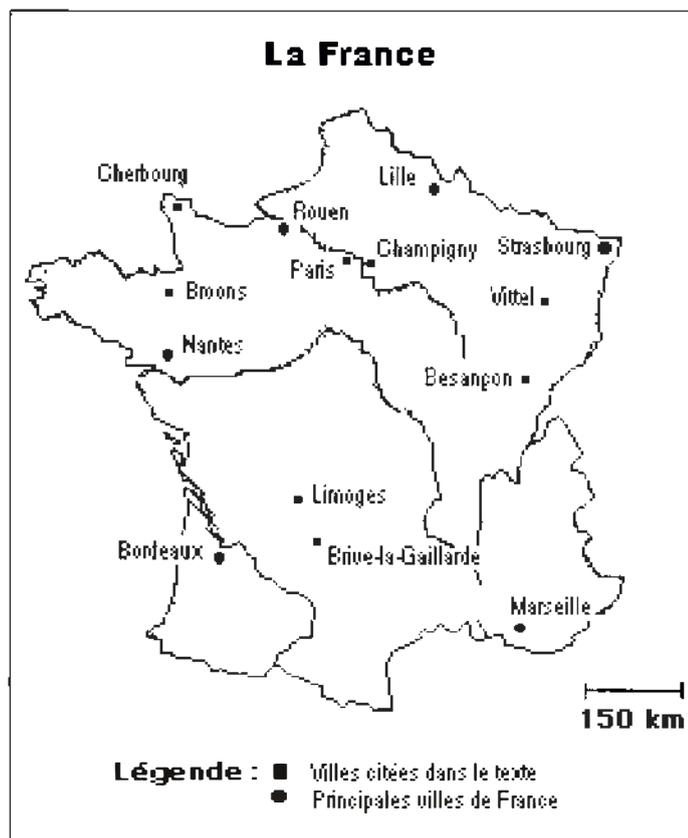
À Brive-la-Gaillarde, nous avons trouvé un pensionnat de la communauté religieuse des Sœurs Sainte-Bernadette. Les enfants étaient partis et elles nous ont gardées. Quinze jours plus tard, nous avons appris que nous pouvions retourner à Paris à la condition que nous ayons une identité sociale. Les autres sœurs sont reparties puisqu'elles étaient infirmières, et moi, je suis restée là. Mère Saint-Nazaire m'a dit : « on va s'occuper de vous envoyer des papiers ». Mes papiers sont arrivés le jour de la bonne sainte-Anne, le 26 juillet 1940, j'ai dit : « merci, chère grand-maman ». Je n'ai pas flané et je suis repartie en train pour Paris. Après douze heures de train, je suis arrivée à la gare de l'Est. Je me suis rendu à la porte de Vincenne et j'ai pris l'autobus pour me rendre chez-nous.

Dans la zone occupée, la vie quotidienne est difficile avec l'ennemi. Les Allemands sont omniprésents et détiennent tous les pouvoirs de décision. Le ravitaillement devient le souci numéro un. On manque de viande, de beurre, de pain, de charbon, d'électricité. Des produits disparaissent complètement du marché, par exemple le chocolat ou le café. À l'automne 1940, les citoyens se voient contraints d'utiliser les tickets qui leur donnent droit à l'équivalent de 1200 à 1800 calories par jour, selon leur âge et leur lieu de résidence.

De retour chez-elle, Sœur Éva reprend le travail.

La vie continuait quand même. Les Allemands avaient envahi le pays, on les avait partout dans nos jambes. Je travaillais au dispensaire et au patronage. J'étais obligé d'aller signer des papiers tous les jours, pour montrer que j'habitais là.

Les vivres, on en n'avait pas de trop, Nous pouvions avoir des choses en Bretagne, puisque le frère de Mère Saint-Nazaire avait une ferme en Bretagne.



Un beau jour, la Mère supérieure décide de m'envoyer à Doue⁷ pour ma sécurité. Le 19 octobre [1940], elle me rappelle, me disant : « revenez sur Paris, tous les sujets britanniques doivent aller à la Kommandatur pour se rapporter, sinon, ils auront des représailles ». Nous sommes arrivés à la Kommandatur à 13h00 et nous avons passé à 18h00. Ils ont regardé ma carte d'identité, ils ont pris mon nom et mon adresse. Le commandant qui était là a signé. Il m'a dit : « si vous avez des ennuis, vous n'avez qu'à me téléphoner ». C'était un Allemand. Le menteur! le 5 décembre 1940, j'étais arrêtée et conduite au camp de Besançon.⁸

Dès juillet 1940, tous les hommes de 16 à 65 ans ont été arrêtés et dirigés vers Fresnes⁹ pour ensuite arriver à Saint-Denis ou Romainville¹⁰. Le 16 novembre 1940, l'ordre est émis d'interner tous les sujets britanniques, quel que soit leur sexe ou leur âge. C'est ainsi que 1965 femmes, enfants, vieillards seront rassemblés et amenés en train vers la caserne Vauban de Besançon où ils arriveront, le 2 décembre 1940. Le 6 décembre 1940, 282 autres personnes seront transférées de Maison Laffite à Besançon où elles arriveront le 7 décembre 1940. En date du 24 janvier 1941, suite à un nouveau décret des autorités allemandes, tous les civils britanniques encore en liberté devront être recherchés... 190 seront arrêtés le 25 février 1941 et arriveront à Besançon le 26. Ainsi fin février, le camp comptait quelque 2500 internés civils...

Après l'épisode des papiers, je suis retournée travailler au dispensaire. Le 5 décembre au matin, un soldat allemand et



Les barbelés d'un camp

Roussel, David, L'univers concentrationnaire Genève, Éditions Fano, p.81

un garde mobile français arrivent à la maison. J'étais pas là. Le jeudi, je faisais le catéchisme aux enfants de l'école libre, le catéchisme n'était pas enseigné dans les écoles publiques. Nous donnions des leçons pour les préparer à leur première communion. J'attendais que les enfants arrivent au local. La petite sœur arrive, toute énervée, pauvre petite, en me disant : « vite, vite venez-vous en, à la maison, il y a un soldat allemand qui veut voir vos papiers avec un garde mobile ». Je me suis dit, pas inquiète, que mes papiers étaient en règle. J'arrive à la maison, il regarde mes papiers et me dit : « faites vos bagages, on vous amène, prenez des vivres pour 48 heures ». Imaginez-vous que pour moi, 48 heures c'était l'Allemagne.

Les sœurs ont préparé mes bagages et la nourriture. Nous sommes partis pour la mairie, moi avec ma petite valise, c'est moi qui la portait, ils n'ont pas eu le cœur ni l'un ni l'autre de la porter! Les gens se demandaient : « qu'est-ce qu'elle a fait Sœur Marie? ». Personne ne savait que j'étais Canadienne. À la mairie, nous avons attendu, attendus. À 15h00, il est arrivé un camion. Il y avait des chaises tout le tour. Ils nous ont fait monter, je me suis assise le plus loin possible des Allemands, en me disant : « ils ne me verront pas pleurer ! ». Nous avons fait tout le tour de la banlieue pour prendre d'autres personnes. À 17h00, nous sommes descendus à la gare de l'Est, pour moi c'était via l'Allemagne. Il y avait des trains qui nous attendaient, Tout d'un coup, j'ai aperçu une cornette comme la mienne, une de mes compagnes chicoutimiennes Sœur Saint-Jean-de-Brébœuf [Thérèse

Martel]. Nous étions 8 religieuses dans notre compartiment de train. Le train est parti dans la nuit. Quand le train s'est arrêté nous étions dans une gare à bestiaux. À 5h00 du matin, ils nous ont fait descendre, nous étions à Besançon.

Nous nous sommes dirigés vers le bâtiment B, nous avons trouvé une chambre. Pour les lits, il y avait juste des brancards, pas de paillasses. Nous sommes allés les chercher [les paillasses] dans l'entrée, il fallait choisir les plus propres. On s'est installés.

Un ordre par les haut-parleurs nous enjoint d'aller nous ravitailler, mais pas de vaisselle! Nous sommes allées dans les poubelles chercher des choses que nous avons lavées dans les abreuvoirs à chevaux. Nous mangions deux dans la même gamelle.

Au menu, le matin : une tisane brune dont je ne sais quel ersatz¹. Le midi des pommes de terre gelées et du rutabaga également gelé. Sœur Thérèse Martel était notre cantinière. Elle faisait la queue trois fois par jour pour avoir nos rations.

Après le dîner, Sœur Mariette et moi, nous faisons le tour des bâtiments avec les médicaments. Le docteur qui s'occupait de l'infirmerie nous avait demandé si on pouvait l'aider. Moi, j'ai pris le bâtiment A et Sœur Mariette le bâtiment B.

Une responsable des Petites Sœurs des pauvres avait fait des démarches pour que nous ayons les secours religieux d'un prêtre. Mgr Doré, nous fut envoyé. Dès lors, une chapelle s'est installée et nous avons eu une messe tous les jours. Le 25 décembre 1940, nous avons eu une messe de minuit.

Le souper terminé, on jouait aux cartes, la Croix-Rouge avait une chambrée au bout du bâtiment, il nous avait donné des cartes pour passer la soirée. Nous avons essayé de tenir un journal que l'on écrivait tous les jours. Mais on a tout brûlé... Nous avons fait des chansons. Je n'ai jamais oublié les paroles de celle-là :

Un certain jour, monsieur Hitler
Conçut dans son cerveau d'enfer
D'enfermer tous les Britanniques
Sans un murmure, sans une réplique
Comme ça, sans plus de façon
À la caserne de Besançon

À 20h00, c'était le couvre-feu, l'obscurité complète. Parfois nous avons la visite des Allemands... Un soir, ils nous arrive des soldats allemands qui venaient chercher une sœur, ils l'ont amenée. Nous nous sommes dit, ils vont venir nous fouiller demain. Toute la nuit, nous avons brûlé ce qui pouvait être compromettant, pensant bien que nous serions fouillées

le lendemain. Vers 9h00 le lendemain, deux monsieurs de la Gestapo arrivent et font sortir tous le monde, j'étais partie faire des visites dans le bâtiment. Quand je suis revenue je suis rentrée et j'ai vu qu'ils fouillaient les paillasses, les oreillers et les livres.

La caserne Vauban, qui était une caserne militaire, n'était pas conçue pour héberger femmes et enfants. La menace de Winston Churchill de déporter au Canada tous les Allemands internés en Grande-Bretagne fut prise au sérieux par les autorités allemandes car, dès le 30 avril 1941, les internés de Besançon furent transférés dans un camp mieux aménagé, à Vittel dans les Vosges .

Au mois de janvier, la Croix-Rouge de Genève est venue visiter le camp et rencontrer les autorités qu'ils sommèrent de nous changer de camp à cause de l'insalubrité. Quelques mois plus tard, nous partions pour Vittel. Nos bagages à la main, nous refaisons en sens inverse le même parcours qu'à notre arrivée. L'emplacement était entouré de fils barbelés de vingt pieds de haut, malheur à celui ou celle qui s'aventure à les escalader.

À Vittel, nous avions de la vaisselle pour manger, des draps dans nos lits et nous étions dans des locaux propres. La nourriture ne changea guère, si ce n'est de la choucroute sans saucisse mais salée qui fut ajoutée au menu. Mon estomac, n'a pas résisté à ce régime, je ne pouvais plus manger, d'où ma maigreur quand j'ai quitté le camp.

En mai, des rumeurs circulaient, très agréables cette fois, le Canada réclamait ses sujets. Chaque matin, il mettait une liste, c'étaient les noms de ceux qui étaient libérés dans la journée. Quand j'ai vu mon nom, je trépanais Je me souviens de la date, c'était le 5 juillet 1941. Les bagages ont été vite faits Un soldat allemand nous a donné nos billets et nous sommes parties vers Paris. J'ai pris le métro et l'autobus pour me rendre chez-nous.

Après un séjour dans un camp, l'état de santé des prisonniers était souvent précaire. Certains mouraient d'épuisement, d'autres d'épidémies ou tout simplement de faim. Plusieurs d'entre eux étaient tellement faibles qu'ils devaient réapprendre à manger, même un bouillon de poulet fortement dilué devenait trop riche pour leur estomac.

La sœur qui m'a ouvert la porte a failli s'évanouir en me voyant. Personne ne savait où j'étais. Mère Saint-Charles était tellement contente de me voir, elle m'a prise dans ses bras en pleurant.

J'avais tellement maigri, je n'avais pas un bon teint et j'avais des furoncles partout, même dans les oreilles. J'étais incapable de manger, je pouvais manger une seule assiette de soupe à la fois, pas plus. J'ai dû réapprendre à manger. J'ai été 10 jours sans dormir, incapable de fermer l'oeil, je me revoyais dans le camp. Mère Saint-Charles m'a amenée voir le docteur.

En mai, le jour de la Communion, j'étais encore faible, j'avais de la misère à me tenir sur mes jambes, j'étais pâle. J'étais obligé d'aller tous les jours à la mairie pour signer mon nom sur un registre, j'étais sous surveillance! Pendant l'été je suis partie à la campagne avec 50 jeunes.

L'hiver a été dur à passer, il faisait froid et nous n'avions pas de chauffage. Me voilà atteinte d'une broncho-pneumonie. Avec les bons soins du docteur et de mère Saint-Charles, j'ai pu reprendre le dessus mais j'en suis sortie bien affaiblie, pas de couleur et pas de graisse sur les os.

Il n'y avait pas grand chose à manger. On se faisait des salades cuites avec des queues de radis, des pissenlits et toute la verdure que l'on pouvait trouver.

L'opération "Overlord", commandée par le général Eisenhower, est lancée le 6 juin 1944. Plusieurs navires et de nombreux avions



La pointe du Hoc, haut lieu d'héroïsme des alliées en 1944.

doivent affronter le mur de l'Atlantique, renforcé surtout dans la région de Calais. Le 25 août 1944, c'est la libération de Paris. Les Allemands refluent massivement vers l'est, alors qu'au même moment a lieu le débarquement en Provence.

Après le débarquement de Normandie, des divisions SS et certaines unités de la Wehrmacht, sous prétexte d'éliminer des terroristes, se livrent à d'épouvantables massacres. La répression allemande, est d'autant plus efficace que l'occupant est aidé par des auxiliaires français, comme la Gestapo, la police allemande.

Au débarquement j'étais allée à Paris pour chercher des cierges pour la première communion. J'ai entendu des gens dire que le débarquement avait eu lieu, j'ai crié : « je suis Canadienne ». Tout le monde disait que la guerre allait finir.

Le 25 août [1944], on a entendu toutes les sirènes et les cloches de l'église, Paris était libéré! Pendant ce temps, je suis cloîtrée à la maison avec une crise d'appendicite. Le docteur ne peut pas sortir parce que les Allemands abattent tous les civils qu'ils rencontrent. C'est Mère Saint-Charles qui me soigne. Le 11 septembre [1944] je suis amenée à l'hôpital de Créteil dans une vieille ambulance pour y être opérée.

En août 1945, j'apprends par une lettre de maman que mon frère Gérard pourrait me rendre visite. Voilà qu'un jour, une sœur vient me chercher à la chapelle et me dit qu'on me demande au parloir. C'était mon frère! Je ne l'avais pas vu depuis 15 ans.

Après six longues années, la guerre prend fin. Peu à peu la vie reprend son cours et Sœur Éva revient au Canada.

Notre départ pour le Canada a été fixé au 5 février.[1946] Nous sommes partis prendre le bateau, le Gripshom à Marseille. Ce fut pénible de dire adieu à la France, où nous avons vécu 16 ans. Je n'étais plus la petite fille de 16 ans, j'avais, maintenant 32 ans.

Pendant la traversée nous avons failli couler ! Le bateau avait 4 chaudières, il y en a deux qui nous ont lâché. Nous avons senti une secousse. En plus, j'ai dû rester encore une fois

allongée et ne rien manger. Je suis une mauvaise voyageuse. Dix jours de traversée, c'est long!



Sœur Éva Tremblay en 1999.

Nous sommes débarqués au New-Jersey. Nous avons pris le train jusqu'à Montréal, il y avait une grosse tempête, c'était le 22 février 1946. Mon frère, Gérard, celui qui était venu me voir, était là avec sa femme à m'attendre. Nous avons pris le train pour Chicoutimi. À notre arrivée à la gare, papa nous attendait. À la maison, il y avait tout le monde.

À son retour au Canada, Sœur Éva s'est installée à la maison mère de la communauté des Filles Sainte-Marie de la présentation à Ville de la Baie. Elle s'est vouée pendant 40 ans à l'enseignement et aux jeunes. Elle a également poursuivi ses études pour obtenir un Brevet A ainsi qu'un baccalauréat en pédagogie. En 1968, elle a été décorée de l'ordre du mérite scolaire par le Ministère de l'Éducation du Québec. Depuis sa retraite en 1978, elle tient compagnie aux personnes âgées du Domaine de la Présentation.

Sœur Éva nous a laissé sur ces mots :

« Aujourd'hui j'essaie d'oublier et d'apprécier la paix dans mon pays. »

Notes

- 1 Fondée par Saint-Jean-Eudes en 1643, la Congrégation des Eudistes arrive au Canada en 1902. À leur arrivée à Chicoutimi, ils auront pour mandat la prise en charge de la nouvelle paroisse du Sacré-Coeur.
- 2 C'est le R.P. Courtois qui revient d'un voyage en France avec 3 religieuses de la Congrégation des filles de sainte-Marie de la présentation. Les révérendes Soeurs S. Wenceslas, S. Romuald et Adolphine.
- 3 Cette congrégation a été fondée, à Broons, en France, par l'abbé Fleury et Louise Lemarchand en 1826.
- 4 Port de mer important de la Manche à 332 km de Paris.
- 5 Ville en Bretagne.
- 6 Ville de banlieue à l'ouest de Paris.
- 7 Ville à 374 km au sud de Paris.
- 8 Ville en Corrèze.
- 9 Ville tout près de Coulommier.
- 10 Ville à 393 km au sud-est de Paris.
- 11 Prison au sud de Paris que les Allemands transforment en camp de détenus politiques pendant la Seconde Guerre mondiale.
- 12 Ville de banlieue au Nord de Paris.
- 13 Produit de remplacement de moindre qualité.

Vivre en Allemagne à l'heure du III^e Reich

par Jérôme Gagnon

La Seconde Guerre mondiale a fait couler beaucoup d'encre depuis près de soixante ans (s'il ne s'agissait que d'encre...). De nombreux témoignages des principaux acteurs de ce drame nous ont permis de mieux comprendre les tenants et aboutissants de cette hécatombe tout en nous dévoilant des pages intimes d'événements qui s'y sont produits. Dans la grande majorité des cas, les témoignages sont le fait des vainqueurs, Américains, Anglais, Français ou Canadiens. Ils nous montrent une guerre qui, bien qu'horrible, ne peut aboutir qu'à la victoire tant attendue et porteuse de gloire. Mais de l'autre côté, du côté de ces diables d'Allemands, qu'en est-il? Sont-ils tous ces démons dépeints par la propagande? N'ont-ils pas connu la misère et les privations? Méritent-ils qu'on s'y intéresse? Au-delà des dirigeants cyniques du parti nazi, des fanatiques carnassiers *Schutzstaffeln* (SS), de l'impitoyable Gestapo et autres intoxiqués d'une idéologie démente, vit une population tantôt enthousiaste, tantôt excédée, tantôt inquiète, mais le plus souvent passive. Son inaction apparente, elle la doit à une structure sociale rigide et une répression féroce de tout mouvement de protestation. Comment vivre dans un tel contexte sinon en continuant, presque normalement, à subir comme si de rien n'était.

L'article qui suit expose le témoignage d'acteurs situés de l'autre côté de la barricade. Non pas des soldats racontant leurs faits d'armes. Non pas des personnages influents qui sont intervenus sur le cours des choses. Il s'agit plutôt de jeunes qui ont assisté, au cœur du III^e Reich, au déroulement de la tragédie du siècle de la même façon que l'a vécue une bonne partie de la population.

Les personnages

Ce texte est basé sur une entrevue que nous a accordée Walter Mergard, en avril 1998, à son domicile de Saint-Fulgence. Monsieur Mergard, retraité d'Union Carbide depuis 1974, a vécu le plus clair de son enfance et de son adolescence dans la ville de Bad Lauterberg, en Allemagne. Enchâssée dans le massif montagneux de Harz, cette ville, qui comptait à l'époque près de 10 000 habitants, est située tout près de Hanovre (Hannover) et Brunswick (Braunschweig) en Basse-Saxe.



Walter Mergard à l'âge de 14 ans dans son uniforme de la Hitlerjugend.

Walter Mergard

Walter Mergard est né en 1929 à Hagen, dans la Westphalie industrielle, près de Essen, Düsseldorf et Cologne (Köln). Son père, monteur-électricien pour la grande compagnie Siemens, sera appelé à déménager en Basse-Saxe pour la construction d'un barrage et d'une usine. C'est ainsi que la famille Mergards s'installera définitivement à Bad Lauterberg. Dans cette ville, le jeune Walter vivra comme n'importe quel autre jeune Allemand. Il y connaîtra les mêmes joies et les mêmes inconvénients que n'importe quel jeune Allemand en temps de guerre.

Pour compléter cette vision particulière de la guerre, un autre personnage ajoute à l'image que nous dépeignons de la vie pendant la guerre en Allemagne. Ce complément au récit de monsieur Mergard, c'est Johann Natale Kriber, photographe de profession qui nous l'offre avec les photographies que lui, son père et sa famille ont prises de cette époque troublée. Ce dernier n'est pas, à proprement parler, un Allemand. Il est né le 3 décembre 1925 à Millstatt dans les Alpes autrichiennes. Allemand, il l'est toutefois par la langue et

la culture et il le sera encore plus à partir de mars 1938, au moment où Hitler réalisera l'*Anschluss* (annexion) de l'Autriche dans le but de former la *Grossdeutschland* (Grande Allemagne).

Dès son enfance, Johann Kriebler, est passionné de photographie. L'influence de son père en ce domaine est manifeste. Celui-ci est maître-photographe, spécialisé en paysage. Ainsi Johann perpétuera cette passion. Au cours de ses études secondaires, il suit un entraînement de pilote de planeur afin de réaliser des photographies aériennes. L'apprentissage de son art, il le poursuivra à l'âge de quatorze ans chez Hans Hammerschlag, célèbre pour avoir été le photographe officiel de la Cour de Vienne à la belle époque de l'Autriche impériale.

Kriebler immortalisera sur pellicule de nombreuses scènes de la vie quotidienne en Autriche, à la fin des années trente. Ainsi, il nous offre de nombreux clichés de son pays *nazifié*. Ses photographies de la *Hitlerjugend* (Jeunesses hitlériennes) sont aussi inédites que nombreuses et nous donnent un aperçu assez intéressant des activités et de la vie au sein de cette organisation.

Son apprentissage de photographe est toutefois interrompu par l'appel aux armes, vers 1942. Tout d'abord stationné en Allemagne, il participe à l'occupation de la France et de la Belgique. Ensuite, il connaîtra son baptême du feu sur le front russe. Après la guerre, il reprend sa formation auprès de Roman Hitchfeld de l'Université de Vienne et obtient le titre de photographe en 1947.

Les années d'après-guerre lui sont éprouvantes sur le plan professionnel et personnel. Il a envie de voir autre chose que des paysages dévastés par la guerre. Ainsi, en décembre 1951, il

s'embarque pour Halifax. À son arrivée au Canada, il travaillera comme bûcheron et draveur pour la compagnie Price, puis comme mineur sur le chantier du barrage hydro-électrique de Chute-à-la-Savane sur la rivière Péribonka.

Au mois de septembre 1952, il revient au métier de photographe pour les studios de Jean Lalime de Jonquière. Il est alors nommé gérant de la succursale d'Alma dont il se porte acquéreur en janvier 1954. À Alma, il connaîtra Thérèse Gagné qu'il épouse, le 30 janvier 1954. De cette union naissent trois enfants : Jeannine, Michel et Edith. Les talents de Johann Kriebler sont reconnus. En 1964, il obtient le titre de Maître-photographe de la province de Québec. En 1967, on lui décerne celui de *Craftsman of photographic Arts of Canada* puis, en 1971, il devient *Master of photographic Arts of Canada*. Déménagé à Sainte-Foy depuis 1969, où il gère un nouveau studio, il participe à plusieurs expositions nationales. À partir de 1970, il devient photographe officiel de l'Assemblée nationale du Québec. Entre-temps, il est reporter-photographe pour plusieurs organismes publics, privés et gouvernementaux, ainsi que pour de nombreux magazines et journaux.

Johann Kriebler s'associe à différentes institutions d'enseignement tels le Cégep de Jonquière, l'Université Laval et, à compter de 1971, il est chargé de cours en photographie à l'Université du Québec à Chicoutimi. Sa carrière prend fin abruptement le 30 novembre 1978, alors que, se rendant à Chicoutimi pour y donner un cours, il périt dans un accident d'automobile survenu dans le Parc des Laurentides.¹

Son oeuvre est des plus importante et diversifiée. Son fonds photographique est conservé, pour une partie, dans les archives de la Société d'histoire du Lac-Saint-Jean et, pour l'autre, aux Archives nationales du Québec à Chicoutimi. Nous y avons puisé les photographies servant à illustrer les pages du présent article.

La vie quotidienne d'une famille sous le III^e Reich

Lorsque Adolf Hitler prit le pouvoir en 1933, Walter Mergard n'avait que quatre ans. Les nazis, quant à eux, n'en étaient pas à leurs premières armes. Il y a eu l'échec du putsch de Munich, dix ans plus tôt. Hitler, alors qu'il était incarcéré à la prison de Landsberg, rédigeait son manifeste *Mein Kampf* (Mon Combat), où il émet les grands principes de l'idéologie nazie. Hitler et ses sbires se sont acharnés à vanter cette idéologie, d'imposer leur idée d'un empire allemand qui devait durer mille ans. Maintenant, avec la prise du pouvoir, ils peuvent passer à l'action et mettre en place les structures politiques et sociales du grand Reich.

Le nazisme est plus qu'une simple dictature, c'est toute une restructuration de la société dans tous ses aspects : de l'enfance à l'âge d'or, des hommes et des femmes, des ouvriers aux paysans en passant par les intellectuels. Tous étaient touchés, mais tous n'étaient pas admis dans cette société. Ceux qui ne sont



Hitlerjugend arborant un sourire qui exprime la fierté.

ANOC, fonds de l'ann et Thérèse se Kriebler

pas de souche allemande, les handicapés, les homosexuels, et surtout ceux qui voyaient différemment l'évolution sociale de l'Allemagne, tels les communistes, les socialistes, les démocrates et les adeptes des différentes religions, étaient exclus du grand projet d'un Reich millénaire. Ces derniers se virent administrer un système d'internement des plus cruel et efficace.

Pour les Allemands moyens dont faisait partie la famille Mergard, l'acceptation de ce mode de vie et la nécessité de se conformer à ces règles sociales s'imposent d'elles-mêmes. Du régime nazi, Walter Mergard garde tout d'abord le souvenir des années passées au sein de la *Hitlerjugend*. Aucun jeune Allemand n'y échappait. Si le mouvement ressemblait, par ses activités, au scoutisme pratiqué un peu partout à travers le monde, il n'en demeure pas moins que les buts visés par cette organisation étaient le contrôle idéologique de la génération montante et son embrigadement futur dans l'armée et les SS. Par contre, il semble, à la lumière du témoignage de monsieur Mergard, que cette mainmise de l'état sur la jeunesse ne se soit pas appliquée avec la même rigueur dans tous les coins de l'Allemagne. La vision qu'il nous donne des « scouts de Hitler » ressemble beaucoup plus à du scoutisme classique.

En premier lieu, on devient scout de Hitler. C'est obligatoire à partir de 10 ans ... Comme les scouts, on apprend la musique et on fait du camping. C'est un peu différent de l'histoire qu'on voit dans les films. Nous faisons des parades comme les scouts, mais ce n'était pas avec les drapeaux et ce n'était pas tellement politisé. J'aimais bien cela. C'était bon pour les jeunes. On apprenait beaucoup de choses, comment vivre dans le bois, la nature. Moi j'ai appris le Morse. On faisait aussi



Hitlerjugend se préparant pour la parade.

des compétitions sportives, mais la politique on n'entendait pas beaucoup parler de cela. Dans les scouts de Hitler on devait y aller une fois par semaine, on ne pouvait pas manquer, cela était obligatoire. Les scouts de Hitler c'est de dix ans jusqu'à seize ans, après cela c'est un autre genre de formation, c'est plus haut. On avait un uniforme brun, une cravate, des culottes courtes, des bas blancs et une ceinture avec une bandoulière ².

En créant la *Hitlerjugend*, le parti voulait façonner la jeunesse à sa manière. De cette façon, il espérait en faire la force d'élite de l'armée de demain et les tenants convaincus de l'ordre nouveau. La vie familiale était considérée par les idéologues du parti comme impropre à la formation nationale-socialiste. Ainsi valait-il mieux que l'état s'occupe lui-même de la jeunesse. À compter de 1933, ce mouvement connut une progression fulgurante. Même si seulement 1% des jeunes Allemands y adhéraient en cette année 1933, la *Hitlerjugend* ne tardera pas à absorber les mouvements scouts traditionnels et à interdire d'autres mouvements dans le but d'en arriver à l'embrigadement obligatoire, en 1936.

L'organisateur de ce mouvement est Baldur Von Schirach, un aristocrate membre du parti depuis 1924. À cette époque, il reçut l'ordre d'organiser des sections d'écoliers et d'étudiants. Après la prise du pouvoir, c'est à lui que fut confiée la charge d'organiser la jeunesse du Reich. Von Schirach considérait Hitler comme le guide spirituel idéal pour les jeunes. Quant à lui, il en serait l'autorité intellectuelle. Il sera l'instigateur de plusieurs oeuvres de propagande à la radio, dans les livres et au cinéma. La propagande est destinée à saper l'influence parentale et religieuse ce qui amènera l'adhésion des jeunes aux thèses nazies.



Membre de la Hitlerjugend s'adonnant à la pratique de l'accordéon.

ANOC, Fonds Jéhann & Thérèse Kriebler

La prise en charge de l'enfant par le Reich débute avec son entrée, à dix ans, au sein de la *Deutsche Jungvolk* (Jeunesse allemande) pour les garçons et pour les filles la *Jugendmadelbund* (Ligue des jeunes filles). À quatorze ans, les garçons sont dirigés vers la *Hitlerjugend* proprement dite et les filles vers la *Bund Deutscher Mädel* (Ligue des jeunes filles allemandes) pour terminer, à l'âge de 18 ans, dans l'armée, idéalement chez les SS pour les hommes, et pour les femmes, se consacrer à une vie domestique et procréatrice entièrement dévouée au parti.³

Dans une région essentiellement agricole, éloignée des grands centres urbains, la vie quotidienne des Mergard se poursuit de façon relativement normale. Le père travaillant à la seule usine de la région, finira toutefois, par connaître certains dérangements. À compter de 1936, Hitler réoccupe la zone démilitarisée de la Rhénanie. Les événements vont s'enchaîner : annexion de l'Autriche, annexion des Sudètes en Tchécoslovaquie et occupation du territoire tchèque. La tension monte entre l'Allemagne et ses voisins. En septembre 1939, la situation est irréversible. L'invasion de la Pologne entraîne l'Europe et une bonne partie du monde dans la guerre.

En Allemagne, c'est la conscription et le début de la militarisation de la société. L'usine de Bad-Lauterberg fabrique



Jeunesse hitlerienne se préparant à un exercice de natation.

ANOC, fonds Johann et Thérèse Kreber

maintenant des munitions. Le père Mergard n'ira pas sur le front, étant donné que son travail est considéré comme essentiel. Malgré tout, la guerre amène, pour tous les Allemands, des bouleversements dans leur vie habituelle. Comme pour tous les pays en guerre, le rationnement des denrées s'organise.

On a eu des coupures, surtout dans la nourriture, on avait des cartes de rationnement, par exemple pour le pain. Plus la guerre avançait plus la situation empirait. C'était dur d'avoir de la nourriture. Chez-nous, on faisait de la culture nous-mêmes, on avait des patates, des légumes, des cochons, une chèvre, des poules. À la ville, il n'y en avait pas.⁴

Comme l'affirme Walter Mergard, c'est effectivement vers la fin de la guerre que les problèmes de manque de denrées alimentaires commencèrent à se faire sentir. La consommation quotidienne moyenne allemande en temps de paix qui était de 3200 calories ne diminuera que vers les années 1944-1945 pour atteindre un niveau, somme toute acceptable, de 2800 calories. Le rationnement requis pour le ravitaillement des armées et l'insuffisance de l'agriculture du pays fut, pendant la guerre, compensé par l'apport de nourriture provenant des réquisitions nombreuses effectuées dans les pays occupés. Ces pays, comme la France, eurent à souffrir beaucoup plus de privations que le pays des occupants. En effet, ils fournirent à



Bad Lauterberg, le village de Walter Mergard.

Chronik zum 150-jährigen Badejubiläum, Bad Lauterberg, p. 25

Allemagne (1939)



l'Allemagne plus de 20% de sa consommation totale. Ces chiffres représentent, toutefois, des moyennes et une disparité importante existe entre les différentes régions de l'Allemagne. Ainsi les milieux urbains furent beaucoup plus touchés que les régions rurales.⁵

On peut signaler également que la saison hivernale était beaucoup plus dure que le reste de l'année. Par exemple, nombre de foyers durent remplacer leur consommation de charbon par le chauffage au bois, ce qui favorisait encore une fois les régions moins urbanisées.

Le rationnement affectait le moral de la population, certes, mais les quêtes, organisées à travers l'Allemagne au cours de l'hiver 1941-1942, pour récolter des vêtements chauds qui faisaient cruellement défaut sur le front russe, semèrent davantage l'inquiétude. Il est clair pour les gens que la situation en Russie n'est pas aussi rose que l'information officielle veut le laisser croire. Cette situation empira l'hiver suivant, l'effroyable défaite que l'armée allemande subit à Stalingrad fit craindre le pire à la population civile. L'Allemagne nazie n'était peut-être pas invincible... En ce sens, les dirigeants avaient tout intérêt à contrôler le mieux possible l'information, tout en accentuant la répression des défaitistes et des opposants.

L'information, c'est une autre affaire, on ne pouvait pas faire ce qu'on voulait. On ne pouvait pas écouter les postes américains ou anglais. On pouvait les capter, mais c'était défendu. Quelques fois on le faisait, mais il ne fallait pas que personne le sache.

C'est à cause des nationalistes [parti nazi], on ne peut pas être contre eux. Il faut penser comme eux. La police peut venir te ramasser et t'accuser d'espionnage. C'était la Gestapo⁶. C'est secret, ils viennent et on ne sait pas ce qui s'est passé. On l'apprend plus tard. Il faut guetter aussi les partisans qui sont très forts. Si tu dis le contraire d'eux, ils peuvent te dénoncer. Ils guettent aussi le rationnement. C'est pas parce que nous étions Allemands qu'on était mieux. On était dans le même contexte que les étrangers.

On ne voyait pas les journaux extérieurs, on avait les journaux allemands. Toujours les mêmes informations. Nos armées gagnent tout le temps. On a suivi l'information surtout à partir de 1943, dans les années 1940, 1941 et 1942, on ne s'inquiétait pas beaucoup. C'est à partir de 1942-1943 que la nourriture manque et on entend parler de Stalingrad. À la radio, ils n'ont pas eu le choix de le dire, il y avait eu trop de morts et de prisonniers.⁶



ANOC, fonds Johann et Thérèse Krieger

Jeune autrichienne accueillant un officier nazi avec des fleurs

Une autre cause de bouleversement important dans la vie des Allemands, c'est la présence d'un très grand nombre d'étrangers au pays. Paradoxalement à la politique ultra xénophobe du régime, l'état de guerre oblige le régime à admettre sur son territoire nombre de citoyens d'autres pays, que ce soit en tant que prisonniers de guerre ou en tant que travailleurs réquisitionnés pour l'industrie de guerre afin de remplacer la population allemande conscrite pour le front. En 1941, il y a plus de 1,5 millions de ces travailleurs étrangers, composés de Polonais (1 million), de Français (50 000), Italiens (270 000) etc. Deux ans plus tard, cet apport démographique atteint 3 millions d'individus, dont 2 millions d'*Ostarbeiter* (travailleurs de l'Est : Polonais, Soviétiques, etc.). En 1944, on en recense 7,5 millions dont plus de 3 millions viennent de la Russie. À la fin de la guerre, les alliés en dénombèrent plus de 11 millions. L'Allemagne aryenne était transformée en véritable société cosmopolite.⁸

J'ai connu des prisonniers russes. Ils sont venus pas loin de chez-nous, ils vivaient dans un camp, ils étaient des prisonniers, ils étaient enfermés. Les soldats russes étaient seulement enfermés, les autres [les civils russes] travaillaient. Ils fabriquaient toutes sortes d'outils. Ils fabriquaient aussi des jouets pour Noël avec des couteaux. On leur parlait ils n'étaient pas agressifs, ils riaient.

On a eu des travailleurs civils qui restaient dans les camps. Ils travaillaient pour l'usine, ils avaient construit l'usine de munitions. Mon père les connaissait parce qu'il était électricien à cette usine. Il y avait aussi des Polonais, des Français, des Italiens. Ils travaillaient puisqu'il manquait du monde. Les Allemands étaient sur le front. Mon père était chanceux, il était essentiel, donc exempté du service militaire.

À l'automne on devait couper du bois. Mon père amenait des gars chez-nous pour fendre le bois. Ils restaient avec notre famille. Ca leur prenait un permis spécial pour sortir. Ils travaillaient pour la ferme. C'étaient des Russes et des Mongols, ils étaient bien gentils, ils passaient la soirée. Nous, on a pas eu de problème, on vivait en bonne entente avec eux. On voyait pas de différence. Après la guerre ils sont revenus voir mon père. Comme le Français qui était revenu qui nous avait apporté du savon. Ils étaient des amis.⁹

En ce qui a trait aux étrangers, un fait troublant n'a pas été mentionné dans l'entrevue accordée par Walter Mergard. L'événement s'est toutefois produit à proximité de la ville qu'il habitait, près de Nordhausen, dans les montagnes de Harz.

L'événement débute au cours de l'été de 1943. Dans le but de construire des ateliers devant servir au montage des fusées V2, un camp de concentration fut créé avec la collaboration d'industriels et de SS. Une société d'État fut mise sur pied par un groupe d'ingénieurs, elle prit le nom de *Mittelwerk*. C'est elle qui s'occupera de creuser des galeries dans les montagnes où seront installés les ateliers. Une autre entreprise, purement SS, *Mittelbau*, fournira la main d'oeuvre. Le projet reçoit le nom de code de *Dora*. Les terrassiers proviennent du camp de concentration de Buchenwald. Il s'agit de prisonniers de guerre de toutes nationalités. Douze mille prisonniers y sont d'abord transférés pour former un camp de concentration autonome qui prendra le nom de *Dora-Nordhausen* ou *Dora-Mittelbau*. Les baraquements sont construits à proximité du lieu de travail, à la sortie des galeries qu'on creusait, mais très tôt, pour gagner du temps, on obligea les travailleurs à dormir sur les chantiers. Les conditions de vie y sont épouvantables. La faim,



ANOC, fonds Johann et Thérèse Krieger

Officier nazi saluant le drapeau.

l'insalubrité, le harcèlement constant des SS coûtèrent 17 000 vies humaines pour compléter le creusage. Les survivants sont retenus comme manoeuvres pour le montage des fusées. Encore là, surveillance, arrestations et exécutions sommaires sont le lot quotidien des internés. Seulement pour les trois premiers mois de 1945, 6000 personnes y trouvèrent la mort. L'Allemagne centrale fut la dernière partie du pays à être conquise par les alliés. C'est en avril 1945 que les prisonniers de *Dora-Nordhausen* furent libérés. Ils étaient, à ce moment-là, 40 000. Ce camp de concentration représente la parfaite collusion entre savants, bureaucrates, ingénieurs de l'Etat et SS.¹⁰

1945, la guerre se rapproche

Le 6 juin 1944, les alliés, (Américains, Britanniques et Canadiens, aidés par les Français libres) débarquent sur les plages de Normandie. Une brèche est ouverte dans le mur de la "forteresse Europe" à l'ouest. Pendant ce temps, à l'est, l'avance des armées soviétiques ne connaît plus d'obstacle. Les Russes, au cours de l'été 1944, ont atteint les abords de la Tchécoslovaquie. La défaite de l'Allemagne n'est plus qu'une question de temps. Certes, des armes nouvelles, telles les bombes volantes V1 et les fusées V2, s'abattent sur l'Angleterre. À la fin de décembre, une offensive allemande est lancée dans les Ardennes, mais c'est trop peu, trop tard. Au début de 1945, à l'ouest comme à l'est, les alliés sont entrés en Allemagne.

Dans un effort désespéré, le Führer enrôle tous ceux qui peuvent tenir un fusil, jeunes comme vieux. Walter Mergard n'y échappe pas. Il est alors âgé de 15 ans. Au mois de mars, il quitte Bad-Lauterberg pour un camp d'entraînement.

C'était un camp à deux heures de route de chez-nous. Ma mère n'était pas contente. Nous sommes allés chercher à un dépôt un sac avec toutes les fournitures de soldats et des bottes. On est embarqué sur des camions vers le camp. Là on apprenait à se battre, à tirer du fusil. Notre équipement était composé d'un uniforme, d'un fusil...mauser je crois, et une baïonnette. À cet âge-là on prenait ça pour un jeu. Quelque temps plus tard, l'armée est arrivée dans le camp, puis ils nous ont dit de retourner chez-nous. La guerre n'était pas finie, l'armée était en retraite. Ils demandent à ceux qui étaient gradés dans la Hitlerjugend de se porter volontaires et ils ont été embarqués. Nous autres on repartait. Les gradés eux, ils les appelaient les volontaires, mais ils étaient en fait obligés. C'est une manière de manipuler le monde.

Lorsque nous sommes sortis du camp, des avions sont arrivés puis on a lâché nos fusils et nous nous sommes cachés dans le bois. Les avions spitfire tiraient sur nous. Ils sont partis, on n'a pas eu de blessés. On a voyagé avec l'armée en camion, ils passaient par Bad-Lauterberg et on a descendu, eux, les soldats, ils ne sont pas restés.¹¹

En avril 1945, les alliés anglo-américains, ont conquis une bonne partie de l'Allemagne. Le 25 de ce mois, quelques jours avant la reddition allemande, ils feront la jonction avec les armées russes sur les rives de l'Elbe. L'Allemagne est à bout de souffle. Le 22 avril, les troupes soviétiques atteignent les faubourgs de Berlin et, le 30, Adolf Hitler se suicide dans son bunker. C'est au cours de ces dernières semaines de guerre que la ville de Bad-Lauterberg voit les soldats américains occuper ses rues.

Quand on est arrivé chez-nous, des parachutistes allemands se sont installés pour défendre la ville. Les Américains arrivent. Notre ville, qui est située entre deux montagnes, était difficile à prendre. Les Américains sont arrivés par la vallée. Les Allemands se sont installés sur la montagne à gauche et la montagne à droite, ils avaient creusé des tranchées pour les attendre. Par contre, les Américains sont arrivés par en haut des montagnes. C'était l'enfer, les fusées, les bombes, les fusils, c'est la seule partie de la guerre que j'ai connue. Les Allemands sont partis, ils se sont sauvés. Ça a duré une semaine pour que les Américains traversent la ville. Ils descendaient la montagne et ils remontaient. Il y a eu plusieurs morts. On n'avait pas le droit de les toucher. C'étaient les polices militaires (MP) qui s'en occupaient.

Pendant la bataille, nous, on s'est réfugiés dans les montagnes, dans des tunnels creusés avec trois sorties pour la circulation d'air. On était 700 ou 800 là-dedans.¹²

Walter Mergard affirme n'avoir vécu de la guerre que l'arrivée des Américains et la résistance de l'armée allemande pour la défense de la ville. Par contre, il conserve des souvenirs vivaces du passage des avions près de sa ville. Il mentionne d'ailleurs ce souvenir des quadrimoteurs qui se rendaient anéantir la ville de Dresde.

On a vu des escadrons d'avions Boeing à quatre moteurs qui se dirigeaient en direction de Leipzig et de Dresden. Le ciel était noir d'avions. Pendant la nuit, quand on regardait vers l'est le ciel était rouge. On se demandait ce qui se passait là. C'était lorsque les Américains ont détruit Dresden. C'était une ville normale, il n'y avait pas d'armée. Ils ont bombardé Dresden, on l'a su après.

On a vu un avion, une fois, qui était descendu proche de la ville, il était plein de bombes. Il était poursuivi par un Messerschmidt allemand. Il n'a pas lâché ses bombes, il gardait ses bombes. On se disait s'il tombe tout est fini pour nous. Il s'est écrasé dans le champ sur le flanc. Il n'a pas sauté. Il a fait exprès pour ne pas tomber sur la ville. Il était touché, c'était un Lancaster, le pilote avait épargné la ville.¹³

Walter Mergard nous a fait ici le témoignage d'une des plus grandes catastrophes de la Seconde Guerre mondiale. Les 13 et

14 février 1945 les alliés, à la demande des Soviétiques, entreprennent le bombardement de la capitale de la Saxe, Dresde. Cette ville était à ce moment-là envahie par près de 500 000 réfugiés qui fuyaient l'avance des Russes. Au soir du 13 février, 1000 bombardiers Lancaster britanniques et canadiens déferlent sur la ville, causant un incendie dans le centre de la ville. Bien que les dégâts fussent importants, les bombardements reprennent le lendemain avec plus de vigueur. 783 tonnes de bombes sont lâchées. Le feu ravage la ville dans un rayon de 20 km². L'incendie fait rage pendant quatre jours détruisant le centre historique de la ville. Selon les témoignages recueillis après la guerre la chaleur était torride, les habitants ne trouvaient aucun refuge. Le bombardement fait 250 000 victimes. La ville n'était pourtant pas un point stratégique.

Les bombardements effectués tout au long de la guerre par les alliés sont sans aucun doute les événements les plus marquants et déchirants pour la population civile allemande. D'ailleurs, monsieur Mergard termine son récit de la guerre par un épisode tragique de ce genre dont il fut témoin.

C'était juste avant la fin de la guerre, j'avais déjà vu des avions. on regardait souvent des combats entre des Messerschmitts et des Spitfires qui combattaient dans le ciel. Cette fois-là, c'était un seul avion, je ne sais pas ce qu'il avait visé mais on a vu l'avion qui descendait en piqué. Il a lâché deux petites choses, on les a bien vues, brillantes dans le soleil et elles sont tombées sur la boulangerie. Moi, j'étais supposé être allé chercher du pain chez le boulanger, dans ce temps-là, il fallait faire la queue pour la nourriture. Le boulanger venait de faire le pain. Alors il est descendu deux bombes sur la boulangerie. Il ne restait plus rien. Les bombes sont entrées, la bâtisse s'est soulevée puis a explosé. Un petit bébé qui restait juste à côté était dans un carrosse, il a renversé, le bébé n'est pas mort, il a été protégé par son carrosse, on ne comprend pas pourquoi parce que les soldats avaient déjà quitté la ville. C'était un avion anglais avec quatre moteurs. J'étais supposé être là, ma mère m'avait envoyé chercher le pain. Quelques minutes plus tard et j'y étais. Je m'étais attardé. Je suis parti à la course pour voir ce qui se passait, c'était épouvantable. C'est la farine qui a fait beaucoup de dommage, ça a fait beaucoup de poussière et ça coupait la respiration. Les personnes étaient toutes blanches, pleines de farine. Il y en avait qui leur manquait une

*jambe, un bras. C'était épouvantable. On oublie jamais ça. Quand il fait beau, encore aujourd'hui, surtout le printemps, ce sont des souvenirs qui reviennent toujours.*¹⁴



Soldat de l'armée allemande.

ANOC, fonds Johann et Thérèse Kriebler

L'après-guerre

Partout en Allemagne, à compter du 8 mai 1945, la population commence à vivre avec les conséquences du désastre qui a été causé par la mégalomanie de ses dirigeants. Le pays est meurtri par presque six années de guerre. De plus, il est divisé et occupé par les vainqueurs. Trois mois auparavant, le 4 février 1945, Churchill, Roosevelt et Staline, réunis dans la petite ville de Yalta en Crimée, avaient déjà disposé de la dépouille du vaincu. L'Allemagne est divisée en quatre zones d'influence par les alliés, même la France renaissante a su tirer les marrons du feu. L'Allemagne est à l'année zéro. Une nouvelle ère débute pour elle avec un déficit démographique des plus importants. De 3,3 à 4,3 millions d'Allemands sont morts ou disparus sur le front, et c'est parmi les 20-35 ans que la saignée est la

plus forte. Des 2 millions de prisonniers de guerre combien en reviendraient? Chez les civils, entre 400 000 et 500 000 victimes des bombardements, 1,3 millions pendant l'exode à l'Est, 300 000 dans les chambres à gaz, 140 000 dans les camps de concentration, 500 000 avaient émigré et entre 1,7 et 2,3 millions restent en dehors des frontières de 1937. Pour ce qui est de Bad-Lauterberg, même si elle fut relativement épargnée, il n'en demeure pas moins qu'elle doit accepter comme les autres les forces d'occupation. Dans la Basse-Saxe, ce sont les Britanniques qui y sont stationnés.

Les Américains et les Anglais restent là au village chez-nous. Ils fouillent les maisons pour trouver des soldats. Ceux par chez-nous étaient bien gentils, mais il y avait un autre corps dans la ville qui étaient des vrais salauds. On avait beaucoup de contacts avec les Américains. À partir de 10 h 00, c'était le couvre-feu. Les MP qui voyageaient en camion couraient souvent après nous parce qu'on allait voir nos blondes et on arrivait après le couvre-feu. On sortait quand même.

La vie en Allemagne après la guerre n'est pas une partie de plaisir. Tout est à reconstruire. L'industrie est complètement anéantie, l'agriculture déficiente, la main-d'oeuvre très rare, étant donné la ponction très lourde qui a été prélevée sur la population par la guerre. Le pays n'est pas sûr, des hordes de prisonniers de guerre écument le pays en quête de pillage et de vengeance. De

plus, l'économie est à zéro. Le mark allemand est dévalué à un point tel qu'il n'a pratiquement aucune valeur. Chez les Mergard, les enfants devront travailler sur des fermes pour ramener un salaire en nature.

Après la guerre, on manquait de nourriture, tout est désorganisé. On travaillait quand même, mon père rebâtissait l'usine avec la « scrap » qui restait et pas loin de chez-nous, je travaillais sur une ferme. C'était à deux heures de chez-nous. On était payés en nourriture. La fin de semaine, on retourne à la maison avec les vivres. C'était de la coopération de famille. Il y avait des Polonais qui étaient prisonniers pendant la guerre qui se promenaient et faisaient des ravages, un de ceux-là m'a volé ma bicyclette. J'ai pris mes affaires sur le dos et j'ai continué à pieds. J'ai ensuite travaillé à l'usine pour apprendre mon métier d'électricien. J'ai connu la dévaluation du Mark. Il ne valait plus rien. Ensuite, il a été décidé de repartir avec une nouvelle monnaie. La première paye, on a reçu notre salaire, plus 200 nouveaux marks. Ainsi on recommençait notre vie à neuf.¹⁵

Dès la fin des hostilités, en cette année 1945, Mergard pressent ce qui va être une des pages tragiques du destin allemand de l'après-guerre : la partition de son pays en deux pays distincts. La belle entente entre alliés occidentaux et l'Union soviétique s'effrite avant même que les combats soient terminés. L'alliance n'était que circonstancielle, les divergences politiques reprennent immédiatement le pas dans un dangereux face à face qui durera près de 45 ans. Si, à Yalta, les trois grands semblent s'être entendus comme larrons en foire, il n'en est rien. Roosevelt est malade et Churchill constate, impuissant et avec beaucoup d'amertume, que son pays vient de passer au rang de puissance secondaire. Quant à Staline, c'est le grand gagnant, une bonne partie de l'Europe va passer sous son influence. Déjà, à cet instant, les bases de la bipolarité mondiale sont jetées. La Seconde Guerre mondiale est morte; vive la Guerre froide. L'Allemagne est au coeur de cet affrontement et Walter Mergard, lui, est à la frontière de ce qui sera baptisé quelques temps plus tard « le Rideau de fer ».

C'était au cours de l'été de 1945, je travaillais sur la ferme. Une nuit je me réveille, j'entends parler et chanter, ça ne parlait pas allemand, je me demandais ce qui se passait là. Alors l'armée entre en dedans, ce n'étaient pas les Américains mais les Russes. Le lendemain matin, on s'est dit, tout est barré. Il fallait que je retourne chez-nous mais les Russes faisaient une barrière de garde à tous les 100 ou 200 pieds. Ils gardaient la frontière en faisant des rondes. J'ai trouvé le moyen de traverser et je suis retourné chez-nous. J'ai fait cela pendant trois semaines. Il fallait savoir quand ils commençaient leur « run ». J'ai transporté des réfugiés avec des chariots à travers la barrière, je faisais passer des familles entières avec les bagages.

Les deux premières semaines, ça allait bien, la troisième c'était plus dur, les soldats étaient plus agressifs, ils tiraient avec leurs fusils. Le dernier soir, on s'est fait attrapper mais on a négocié, on leur a donné des montres et des bijoux, quand ils en ont eu assez ils nous ont laissé passer. Cinq minutes plus tard, ils changent d'idée et il se mettent à crier « stoï! stoï! » (arrête! arrête!). Tout le monde s'est mis à courir, les soldats tiraient mais personne n'a été blessé. Je n'y suis jamais retourné.¹⁶

Conclusion

Jusqu'en 1951, Walter Mergard travaille à l'usine comme électricien, mais l'ouvrage se fait rare. Il prend alors la décision de s'expatrier. Une compagnie forestière qui était de passage en Allemagne recrutait des jeunes gens pour travailler dans des chantiers de bûcherons au Canada, en Scandinavie, en Australie et en Afrique. Mergard décide alors de tenter sa chance au Canada.

C'est ainsi que, des chantiers de Hearst en Ontario, le chômage à Montréal et des fermes de Cowansville, il se retrouve en 1952 à Roberval comme apprenti chez un entrepreneur en électricité. À l'époque, un important chantier est à la veille d'ouvrir à Chicoutimi. C'est le retour du rêve industriel. En 1954, les propriétés de l'ancienne Compagnie de pulpe de Chicoutimi passent entre les mains d'une société torontoise, la *Eastern Smelting and Refining Corporation*. Il s'agit d'un projet d'envergure : Chicoutimi deviendra le centre de raffinement des minerais de cuivre, de zinc et de nickel de tout l'est du Canada. Les travaux débutent en 1955. Walter Mergard y trouve du travail à la construction d'un barrage et d'une centrale hydroélectrique. En 1956, on entame les travaux de construction de l'usine mais, l'année suivante, les ennuis commencent. Le marché du minerai de cuivre s'effondre et, en 1958, le projet d'usine est abandonné. Walter Mergard continuera toutefois de travailler à la centrale qui passe successivement entre les mains de *Montreal Engineering*, *Chicoutimi Silicium* puis en 1965, *Union Carbide*. En 1994, Walter Mergard prend toutefois sa retraite et s'installe avec sa famille à Saint-Fulgence.

Walter Mergard a donc refait sa vie au Québec, s'y est marié en 1954, en l'occurrence avec une Robervaloise, Madame Rita Tremblay. Il a appris la langue française et apprécie au plus haut point son pays d'adoption dans une nature qui, dit-il, ressemble beaucoup à son Allemagne natale. Il n'en demeure pas moins que ses racines allemandes sont toujours en lui. Il est retourné à quelques reprises dans ses montagnes de Harz. Ici au Québec, les stations de télévision allemandes qu'il capte chez lui et une bibliothèque bien garnie témoignent de son attachement à son pays d'origine.

Notes

1 Caroline Tremblay, *Inventaire des photographies, documents*

sonores et filmiques du fonds Johann et Thérèse Kriber (P66), Chicoutimi, 1993, Instrument de recherche 200263, ANQC.

2 Entrevue accordée à l'auteur par Walter Mergard en avril 1998.

3 Pierre Ayçoberry, Paris, Seuil, 1998, pp.192-210; La jeunesse hitlérienne, *Images de guerre*, Paris, Marshall Cavendish, 1998, pp.510-516.

4 Entrevue, *op. cit.*

5 Pierre Ayçoberry, *op. cit.*, page 211.

6 *Geheime Staatspolizei* (Police secrète d'Etat): contrôlée par les SS, la Gestapo avait juridiction à l'intérieur et à l'extérieur de l'Allemagne. Il s'agissait de la force première de répression contre les opposants au régime. Ses méthodes plus que musclées ont fait sa triste réputation.

7 Entrevue...*op. cit.*

8 Pierre Ayçoberry, *op.cit.*, page 127.

9 Entrevue, *op. cit.*

10 Pierre Ayçoberry, *op. cit.*, pp.305-306; Jean-Pierre Azéma, Auschwitz: Comment fonctionne un camp de la mort, *Les collections de l'histoire*, no3, octobre 1998, pp.28-33

11 Entrevue, *op. cit.*

12 *Ibid.*

13 *Ibid.*

14 *Ibid.*

15 *Ibid.*

16 *Ibid.*



JONQUIÈRE

3900, rue Saint-Jean
547-4651

ALMA

50, des Pins
668-3027

CHICOUTIMI

790, rue Alma
549-4600

LA BAIE

2880, av. du Port
544-3000

La compétence partout
au Saguenay—Lac-Saint-Jean



Bienvenue aux congressistes du 34^e Congrès de la Fédération des Sociétés d'histoire du Québec



La Saguenéenne

250, des Saguenéens,
Chicoutimi
(Québec)
G7H 3A4

Téléphone: (418) 545-8326
Sans frais: 1-800-461-8390
Télécopieur: (418) 545-6577

Courriel: lasaguenenne@qc.aira.com

Fernand Perron: un Jeannois dans l'aviation ¹

Entrevue et annotation par Éric Tremblay
avec la collaboration de Jérôme Gagnon

Beaucoup de Canadiens ont participé à la Seconde Guerre mondiale². Durant le conflit, il y avait en Europe des soldats, des marins et des aviateurs; de plus, énormément de ces valeureux défenseurs de la liberté provenaient de notre région du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Parmi nos téméraires Saguenéens et Jeannois, un sans-filiste³ de bombardier a accepté de nous entretenir de ses souvenirs de guerre. Le volontaire⁴ Fernand Perron s'engagea dans l'aviation afin de défendre sa patrie et les siens⁵.

Fernand Perron naît à Val-Jalbert le 19 septembre 1919, du mariage de Joseph Perron et de Juliette Bilodeau de Roberval. Son père travaille au village de Val-Jalbert jusqu'en 1929, année où la famille retourne vivre à Roberval. Durant plusieurs vacances scolaires, les Perron profitent de la merveilleuse chute Ouiatchouan et des bontés de leur oncle, gardien et gérant de ce magnifique hameau. Lors du décès de sa mère, la petite famille déménage à Jonquière pour faire ensuite un retour définitif à Roberval. Laissons maintenant la place à notre valeureux vétéran et lisons avec plaisir les souvenirs de ce volontaire Canadien-français.

Quand la guerre a commencé, de quelle manière s'est déroulé votre enrôlement dans l'aviation⁶? Était-ce comme volontaire?

Je travaillais chez les Ursulines de Roberval comme fermier. Lorsque j'ai reçu ma carte, la conscription était passée. Je suis parti m'enrôler car mon frère était déjà enrôlé.

Vous êtes allé comme conscrit?

Non, comme volontaire.

Était-ce au bureau du Lac-Saint-Jean?

Non, à Québec sur la rue Buade.

Est-ce votre choix?

Oui, c'est moi qui avait choisi cela.

À quel endroit avez-vous fait votre entraînement⁷?

Je l'ai fait à Guelph⁸ pour une formation de transmetteur-radio, de sans-filiste et responsable des câbles. Après j'ai été à Mossbeth⁹ en Saskatchewan pour mon cours de mitrailleur¹⁰.

Cela servait à quoi?

Cela servait seulement si l'un de nous était tué¹¹ aux combats, afin de le remplacer. En Europe, c'est le rôle de sans-filiste qui était ma fonction. Souvent plusieurs moments durant le combat ne sont pas de bons instants.

Avez-vous fait plusieurs missions?

Oui, mais ce qui me dérangeait le plus c'était le système des points¹². Si cela était dangereux comme la vallée de la Ruhr¹³. Il me semble que cette mission donnait trois ou quatre points, tandis qu'en des endroits peu dangereux comme le Pas-de-Calais¹⁴, les bombardements des troupes allemandes donnaient un point.

Après votre entraînement en Ontario, quand êtes-vous parti en Europe?

En 1942¹⁵, je crois, d'Halifax.

En Angleterre, comment cela se passait-il? Vous étiez basé à quel endroit?

On était basé à Thortholpe¹⁶. Là, on faisait un entraînement d'avion d'outre-mer¹⁷. On n'avait pas de bombes, mais des feuillets de propagande qu'on allait distribuer aux alentours de Paris.

Dans quel genre d'appareil?

On appelait ça un Flying coffin.¹⁸ C'étaient des avions deux moteurs, en toile et très instable. Cela se faisait seulement en France. Pas encore de bombardements avec de vraies bombes.

Avez-vous fait plusieurs missions avec des feuillets de propagande? *J'en ai fait deux, mais habituellement l'on en faisait seulement une. Cela permettait de compléter notre entraînement. Après j'ai tombé sur un bombardier.*

Après ces deux vols, vous êtes entré dans un équipage de bombardier?

J'ai fait toutes les missions que j'avais à faire.

Combien y avait-il de missions à faire avant d'être rapatrié? Vous m'avez parlé du système des points.

Une trentaine. Ça variait entre 25 et 40 points. Cela dépendait des cas, des aviateurs, l'un 35, l'autre 25. Cela dépendait.

Est-ce que vous vous êtes rendu au bout de vos missions?

Une mission complète avec un mois de congé après. Quand l'armistice a été signé, j'étais en congé à Arvida depuis le mois de mai. Je devais retourner sur un Pathfinder¹⁹. Tu sais ce que c'est qu'un Pathfinder? C'est un Lancaster²⁰ ordinairement. Eux, ils volent très bas. C'est juste des équipages qui ont déjà fait un tour d'opération qui sont capables d'aller là, parce que cela demande de l'entraînement. Ils volent bas pour trouver une place pour bombarder, ensuite ils jettent des flares différents. Ce sont des feux de position. Cela indiquait où bombarder. Il nous disait les instructions, à gauche, à droite, parce qu'il fallait rapporter une photo à chaque bombardement, sinon ça ne compte pas.

Les Pathfinders dont vous parliez plus haut, vous étiez supposé revenir dessus après votre congé? En fin de compte vous ne l'avez jamais fait, car vous n'êtes jamais retourné en Europe.

Non, car à ce moment-là, j'étais stationné à l'Ancienne-Lorette [Québec].

Lorsque vous étiez en Europe, votre base était à Thortholpe. Avez-vous fait des bombardements au-dessus de l'Allemagne²¹?

Oui, l'Allemagne et la France. C'était de jour ou de nuit. C'était pas mal égal. Les bombes blanches étaient pour le jour et les bombes noires pour la nuit. Au commencement, juste de nuit, mais plus l'on prenait de l'expérience plus on le faisait le jour²². À Falaise²³, j'ai été des bombardements. Les Canadiens ont bombardé leurs propres troupes parce que les Allemands ont reculé.

Vous ne le saviez pas?

Non, on l'a su en revenant. Ils nous tiraient des flares pour

s'identifier en bas. Ils tiraient comme quelqu'un qui est pris en mer. Il y a différentes couleurs et l'on voyait bien que c'était la bonne couleur, mais il ne fallait pas se fier à ça. On avait pas le droit de se fier à cela, on bombardait là, il fallait bombarder là. Ça donne un coup quand on bombarde nos compatriotes.

Quand vous êtes revenu en Angleterre, vous l'avez appris. Qu'ont fait les autorités face à cela?

Il n'y avait rien à faire, quand ce sont les ordres, ce sont les ordres. On ne peut [pas] changer d'idées.

Pouvez-vous nous expliquer de quelle façon se faisaient les bombardements de nuit? À partir du décollage²⁴ jusqu'au retour.

On avait chacun notre ouvrage, ça fait qu'on ne remarque pas grand-chose quand on est à 25 000 à 30 000 pieds.

Il n'y a pas de lumière, on a tous des instruments fluorescents. Moi, j'avais juste une petite lumière pour m'éclairer;

les navigateurs aussi.

Lorsque vous étiez en altitude, j'imagine que vous étiez attaqué! *Oui. En dernier on avait le radar. Le radar est sorti dans ce temps-là, à la fin de la guerre²⁵. Ce n'était pas des avions pressurisés. L'on jetait des papiers, comme des papiers de cigarette. Ça ça brouille les radars²⁶, ils ne sont pas capables de nous repérer. S'ils nous prenaient dans le radar, ils n'avaient qu'un piton à peser puis ça montait direct. Ils nous prenaient à n'importe quelle hauteur, ça il fallait plonger, c'était le seul moyen de s'en sortir. Un avion à 30 000 pieds c'est facile à suivre. Ils nous attaquaient avec des canons de quatre pieds de haut.*

Est-ce que les canons étaient concentrés surtout dans les villes? *Surtout dans la périphérie des villes. Ils n'allumaient pas ça tout le temps, seulement quand ils nous entendaient venir²⁷. La vallée de la Ruhr²⁸, c'est là qu'étaient toutes les grosses aciéries et les industries. Là c'était dangereux, là ça montait. On voyait surtout cela le jour, la nuit non, ça fait un gros bruit.*

Est-ce que vous étiez attaqué par d'autres avions? Est-ce qu'il est arrivé des accidents?

Non, on a toujours réussi à s'en sauver [et] par les avions, non. à Kie²⁹, au nord de l'Allemagne, ils nous ont dit qu'il y avait de 12 à 15 pieds de béton armé. Les sous-marins³⁰ étaient en dessous. Nous autres on arrivait avec des busters, des bombes comme des 45 gallons chargés d'explosifs et on



Le lieutenant Fernand Perron.



Progrès du Saguenay 22 juillet 1942, p. 6

Bombardier Lancaster utilisé lors du bombardement des chantiers de constructions de sous-marins de Hambourg.

lâchait ça à 20 000 pieds. Ça doublait sa pesanteur à tous les 1 000 pieds, imagine le poids en bas. Ensuite, arrivait une slave³¹ par en arrière qui lâchait des vraies bombes pour passer à travers. Nous on débutait et eux finissaient. C'est comme les bombes de 1 000 livres avec lesquelles on a bombardé l'île de [Césandre]³², une petite île, avec plusieurs bombardiers de large. La première bombe que l'on lâchait tombait au début de l'île et la dernière au bout de l'île, rien qu'à 1 000 pieds, on sentait le souffle de l'explosion de chaque bombe.

Les avions utilisés étaient-ils toujours des Halifax³³?

Oui, des Halifax. Avec quatre moteurs de 2 500 forces chaque.

L'équipage se compose de combien de membres?

Un mitrailleur de queue³⁴. Parfois, un mitrailleur du dessous qui n'était pas dans une tourelle. Le mitrailleur du dessus. Les mitrailleuses comme les Browning 50³⁵ pouvaient tirer 1150 balles à la minute. Quand elle tire, elle tire durant 30 secondes pas plus, car après le canon va fendre, ça crochissait. Ensuite le bomb aimer³⁶, celui qui tire et prend la photo en même temps. Après les indications, il disait bombdrop³⁷, puis la photo se prenait en même temps. L'ingénieur ou le mécanicien³⁸.

Habituellement quel membre ne faisait pas partie de l'équipage normal?

Le mitrailleur du dessous, il n'y en avait pas tout le temps.

Dans les différentes villes où vous avez fait des bombardements; vous souvenez-vous de missions particulières, d'objectifs particuliers?

Falaise, en périphérie de Caen³⁹ en 1944, la Forêt-Noire⁴⁰

et les villes allemandes. Des villes c'est bien rare, des objectifs stratégiques comme des trains ou des sous-marins⁴¹, par exemple Kiel. C'était où les Allemands étaient stationnés.

Vous avez terminé votre engagement, vos missions, quand? Le 10 août 1944⁴², car j'ai pris congé parce que j'ai été blessé au genou par un éclat de métal provenant d'un appareil abattu par l'ennemi. Après on prend une semaine ou deux de congé en Angleterre pour ensuite nous traverser ici. Cela se faisait avec le Queen Elizabeth, il n'y avait pas un bateau qui pouvait le couler.

Vous êtes parti avec le Queen Elizabeth pour revenir avec lequel?

Avec le vieux Ile-de-France et l'on a pogné une grosse tempête. Tandis que le Queen Elizabeth résistait à toutes les grosses vagues.

La traversée se faisait en combien de temps?

De 3-4 jours pour aller et une semaine pour le retour.

Est-ce que vous étiez en convoi?

Le Queen Elizabeth était tout seul.

C'est quoi votre blessure?

Pendant un bombardement, c'est le canon antiaérien qui lance des projectiles qui explosent.



Soldat allemand devant un canon du même genre que ceux utilisés par la défense antiaérienne.

ANOC, fonds Johann et Thérèse Kriebler



Marcel LeBlanc

Fernand Perron dans son habit de vol.

Vous ont-ils envoyé en Angleterre?

Non, une semaine de congé.

Dans les avions, durant les bombardements; est-ce qu'il y a eu des décès?

Non, nous avons été chanceux, très chanceux. Mais on a sauvé un gars de la cour martiale, car l'on a pas le droit de prendre de la boisson 48 heures avant la mission. Il prenait un coup solide et il a été malade dans son masque à oxygène, car il ne peut l'enlever à 20 000 pieds. Il a été malade et n'a pas repris un coup, ça l'a dompté.

À partir de quelle hauteur vous mettiez votre masque?

Au dessus des nuages, à peu près 10 000 pieds.

Pendant les gros bombardements, il y avait combien d'avions en mission?

400 à 600 et plus⁴³.

Vous avez été combien de temps à Arvida?

J'ai été trois semaines pour ensuite retourner à l'Ancienne-Lorette.

Il devait vous envoyer en Europe, mais l'armistice⁴⁴ a été signé lorsque vous étiez à Arvida!

Oui.

Lorsque vous avez été démobilisé⁴⁵, qu'avez-vous fait?

J'ai suivi un cours d'électronique payé par l'armée. Un programme spécial pour les vétérans, on pouvait prendre ce que l'on voulait. J'avais choisi pharmacien, mais comme j'avais pas d'instruction, il aurait fallu que j'étudie 7 ou 8 ans.

Vous êtes sorti en 1947 ou en 1948?

Je me suis marié en 1946, donc en 1948 [j'ai sorti].

À quel endroit avez-vous commencé à travailler en sortant de votre cours?

J'ai marié une fille de Roberval et je me suis installé ici.

Pour quelle compagnie?

À mon compte, comme par exemple la réparation au début de la télévision. J'avais l'entretien et la vente des intercoms pour les écoles à travers la région. Ma compagnie était Perron Saguenay Ltée. Cela fait 22 ans que j'ai pris ma retraite et c'est mon garçon qui a repris ma compagnie.

Pour revenir au sujet de la guerre, vous avez été décoré⁴⁶?

Oui, six médailles. La principale est les petites ailes, c'est une mission complète. La médaille des volontaires⁴⁷, etc.

Faites-vous encore partie de l'escadrille Alouettes?

Oui, l'escadrille des alouettes est la seule escadrille canadienne-française.



Marcel LeBlanc

Les membres de l'escadrille 425 Alouettes, prêt à partir pour leur dernier bombardement en Allemagne.

Est-ce seulement des Francophones qui en font partie?

Non, des Anglais aussi, mais elle est parrainée par la ville de Québec. Ce sont les mêmes Alouettes que la Base de Bagotville.

Est-elle fondée à l'époque de la Deuxième Guerre mondiale?

Oui, et je suis invité à la Base lors des changements de commandant.

Les missions étaient-elles à tous les jours?

Non, mais durant l'invasion (1944) c'était à tous les jours.

Dernière question; que faisiez-vous en permission?

On allait à Londres. En Écosse, à Dublin, durant la guerre la ville est neutre donc il faut être en civil. L'on se tenait entre Canadiens-français. À Londres j'ai vu un bombardement en 1944⁴⁸, même une bombe est tombée en face de nous.

Conclusion

Le lieutenant Fernand Perron ne participera pas aux derniers bombardements dévastateurs de la Deuxième Guerre mondiale en Europe, ceux de Berlin⁴⁹ et de Dresde⁵⁰. Nous ne lui avons pas demandé la question en entrevue, mais nous sommes persuadés que ce gentil monsieur accueillit la fin de la guerre avec un grand soulagement et un espoir illimité envers le futur. Ce conflit formera une jeunesse réaliste et pleine de projets. En terminant, nous remercions monsieur Perron de nous avoir permis de partager avec lui ses souvenirs, parfois tristes, souvent joyeux, de la faux la plus meurtrière qui s'abattit sur notre monde au cours de ce siècle finissant.

Notes

¹ Le lecteur doit prendre note que lors de la retranscription de cette entrevue, les propos de M. Perron furent respectés, mais une amélioration de l'écriture a été effectuée afin de mieux faire profiter les amateurs d'histoire de la richesse de l'information.

² Le gouvernement canadien convoque le parlement et déclare officiellement la guerre à l'Allemagne le 10 septembre 1939. Un opérateur-radio.

³ Quand le Canada entre en guerre, il est clair et fermement décidé

⁴ que la seule façon de combattre l'ennemi sera le volontariat. Le Premier ministre Mckenzie King fait la promesse solennelle qu'il n'y aura pas de conscription au pays. Car le souvenir de la crise de la conscription de 1917 est encore très présent au Canada, surtout au Québec. En 1942 (27 avril), le gouvernement fédéral organise un plébiscite. La question est: « consentez-vous à libérer le gouvernement de toute obligation résultant d'engagements intérieurs restreignant les méthodes de mobilisation pour le service militaire? » Les résultats sont concluants: Canada: oui 63,7 %, non 36,3 %; le Québec: non 71,2 %, oui 28,8 %. Le vote des Canadiens francophones a été de 80 % en faveur du non, mais la conscription sera adoptée malgré tout à la fin de 1944. Le comté Chicoutimi votera à 91 % en faveur du non.

⁵ « Il fallait faire cette guerre pour défendre le monde libre ». voir Marcel Leblanc, « Roberval à l'honneur par ses militaires », Saguenayensia, volume 40, no 2, avril-juin 1988, p. 74.

Selon plusieurs sources, les aviateurs canadiens ne sont pas appréciés par le commandement britannique, car selon eux les canadiens sont indépendants et souffrent d'insubordination.

⁷ Entre 1940 et 1945, 137 000 aviateurs sont entraînés au Canada. C'est le plus grand nombre d'entraînements à l'intérieur du Commonwealth, les alliés surnomment le Canada « l'aérodrome de la démocratie ». Au début du conflit, les Canadiens souscrivent généreusement au premier emprunt de 200 millions de dollars lancé par le gouvernement fédéral, cette somme doit permettre la construction de 67 écoles d'aviation militaire qui entraîneront 25 000 pilotes par année.

⁸ Ville de l'Ontario, au sud-ouest de Toronto. C'est à la base militaire de Guelph que M. Perron a suivi sa formation de sans-filiste (opérateur-radio).

⁹ Ville située au sud de Régina.

¹⁰ Trois mitrailleurs sur les Halifax et les Lancasters; un au nez, un sur le dessus et un à la queue de l'appareil.

¹¹ La mort est taboue sur les bases de la Royal Air Force et personne ne doit connaître la vérité. Un équipage sur trois ne survivra pas aux missions. Les autorités anglaises savent que la durée moyenne de survie d'un membre de bombardiers est de six semaines.

¹² M. Perron est le seul à notre connaissance à parler du système des points.

¹³ Grande région industrielle de l'Allemagne (houille, métallurgie, chimie). La Ruhr fut occupée par la France et la Belgique entre 1923 et 1925 à la suite de la non-exécution des clauses du traité de Versailles. C'est dans cette région que la RAF détruisit, avec l'aide de 15 Lancasters, le barrage de la Ruhr, causant la mort de 15 000 personnes.

¹⁴ Région du nord de la France possédant des villes industrielles (métallurgie et chimie).

¹⁵ Selon l'article de Marcel Leblanc dans la revue Saguenayensia, op. cit., p. 74; Fernand Perron débarque en Angleterre en septembre 1943, continue à s'entraîner durant six mois et participe à sa première mission aérienne en mars 1944.

¹⁶ Thortholpe est une ville du nord-est de l'Angleterre dans le Yorkshire. Cette ville a érigé un monument en l'honneur de la présence des Canadiens. Une devise latine orne une armoirie et se traduit par: « à travers l'adversité jusqu'aux étoiles ».

¹⁷ M. Perron veut parler d'une mission qui se déroule de l'autre côté de la Manche, en France.

¹⁸ Un tombeau volant.

¹⁹ Un chercheur de trajectoire.

²⁰ L'Avro Lancaster fut le bombardier le plus efficace de la Seconde Guerre mondiale. Il pouvait emporter plus de bombes que n'importe quel appareil équivalent. Le dernier Lancaster fut réceptionné par la RAF en février 1946, ce qui portait le total des appareils construits à 7 377.

²¹ En 1943-44, les alliés ont envoyé 1 500 000 tonnes de bombes sur l'Allemagne, ont fait 25 000 000 de sans-abri, ont tué 9 000 000 de personnes et en ont blessé 1 000 000 d'autres.

²² Les Allemands avaient un système de défense très bien organisé avec des canons antiaériens (Flak), des chasseurs très performants (les Messerschmitts) et des systèmes de projecteurs très puissants.

²³ Ville du département du Calvados (Basse-Normandie). Les livres

- consultés ne font pas référence à cet épisode catastrophique de la bataille de Normandie!
- 24 Avant de partir en mission, les bombardiers devaient être remplis d'essence et de bombes. Si les appareils allaient moins loin, l'on y mettait plus de bombes, et moins de bombes pour les longues distances.
- 25 Lors du raid sur Nuremberg, les Allemands ont détecté les bombardiers ennemis grâce à l'ouverture de leurs radars.
- 26 Les alliés appellent cela le système *window*, c'est des petites bandes de papier métallique qui permettent de brouiller les radars allemands. Ce système fut utilisé pour la première fois lors du bombardement de Hambourg en juillet 1943.
- 27 Système très efficace et destructeur contre les alliés.
- 28 Il fallait trois heures aux bombardiers pour atteindre l'endroit. Les équipages détestaient aller attaquer là, car grâce aux défenses importantes de la ville, il était excessivement dangereux d'y manoeuvrer.
- 29 Port de l'Allemagne, en mer Baltique.
- 30 Lors de la bataille de l'Atlantique, les sous-marins allemands causent de lourdes pertes aux alliés. Ils attaquent les convois avec toute la puissance des U-Boats, coupant ainsi le ravitaillement en Europe. En 1943, la flotte de sous-marins allemands est la plus puissante du monde.
- 31 Un groupe.
- 32 Pas de renseignements précis au sujet de cette île. Difficultés d'entendre correctement le mot lors de l'écoute de l'enregistrement.
- 33 Le Handley-Page Halifax est l'un des bombardiers de la RAF le plus utilisé lors de la Seconde Guerre mondiale. Le Halifax est l'un des appareils les plus efficaces mis à la disposition du Bomber Command. L'effectif total des Halifax construits s'élève à 6176 appareils.
- 34 Le mitrailleur de queue est le membre de l'équipage qui a le moins de chance de survivre, car il fait partie de la première ligne de défense de l'appareil.
- 35 Mitraillette très performante, les bombardiers Halifax en possèdent quatre à l'arrière.
- 36 Le viseur de bombes.
- 37 [Lance la bombe].
- 38 Selon M. Perron, les membres d'équipage d'un bombardier sont: le mitrailleur de queue (tail gunner), le navigateur (navigator), le pilote (pilot), le sans-filiste (radio operator), le viseur de bombes (bomb aimer), l'ingénieur (ingineer) et le mitrailleur du dessus (upper gunner).
- 39 Ville de la région Basse-Normandie. M. Perron fait allusion au débarquement du 6 juin 1944 lors de l'opération *Overlord*, où 14 600 bombardiers et chasseurs participèrent à l'opération.
- 40 En allemand *Schwarzwald*, massif montagneux de l'Allemagne et séparé des *Vosges* par la plaine du Rhin.
- 41 Le haut commandement de la RAF disait toujours à ses pilotes que les objectifs des attaques aériennes étaient des usines et des installations militaires. La Grande-Bretagne avait depuis 1942 un plan secret qui consistait à l'anéantissement de la volonté du peuple allemand. Ajoutons que le Canada n'a jamais été informé par l'Angleterre de sa décision de détruire l'Allemagne et sa population civile.
- 42 C'est après cet accident que Fernand Perron sera promu lieutenant.
- 43 Parfois plus de 1 000 bombardiers sont utilisés par attaque. Comme pour le bombardement de Hambourg, qui se déroule du 24 au 30 juillet 1943, les alliés bombardent la ville par vagues. 12 000 mines aériennes, 50 000 bombes de rupture, 100 000 bombes à fragmentation, 80 000 bombes au phosphore et 5 000 bidons de phosphore sont lancés. Cette attaque fait 30 000 victimes.
- 44 Le maréchal Keitel signe l'acte définitif de capitulation de l'Allemagne, à Berlin, le 8 mai 1945. La suspension des combats s'applique à toutes les armées allemandes le même jour à 23h01.
- 45 À la fin de la guerre, le Canada est le pays qui se retrouve avec le plus de pertes d'aviateurs. Il y a 9919 membres d'équipage canadiens qui sont tués sur les 55 000 décès de membres de bombardiers, 1/5 des morts sont canadiens.
- 46 Notons que les pilotes de bombardiers n'ont pas été décorés à la fin de la guerre, ce sont les pilotes de chasseurs qui reçurent les décorations d'après-guerre.
- 47 Lors de la fin du conflit, chaque volontaire recevait cette distinction pour souligner sa participation au conflit.
- 48 C'est le 12 juin 1944 que les premiers V 1 (Vengeance 1) partent des rampes de lancement de la région de Calais vers Londres. Un V 1 transporte 820 kilos d'explosif sur une trajectoire tendue dont l'apogée se situe à 1 000 m. d'altitude et atteint une vitesse de 500 à 600 km/h.
- 49 Le 3 février 1945, l'attaque aérienne sur Berlin fait 22 000 morts.
- 50 Cette ville allemande sera rasée par les attaques des alliés, qui bombarderont par vagues aériennes, et cela durant trois jours avec plus de 1 000 bombardiers Lancaster par vagues. Ce raid allié fera environ 200 000 victimes.

Christian Roy Relieur

- Reliure soignée
- Réparation
- Restauration
- Papier décor

3112, chemin du Plateau
La Baie, QC, G7B 3N8

(418) 543-2424
(sur rendez-vous)

Une alliance de confiance
avec vous!

Arnold
Chevrelot Oldsmobile

Jonquière
548-0821

Le village de Mont-Apica: une base militaire de la NORAD, au cœur de la forêt boréale

par Russel Bouchard

Un village né de la « guerre froide »

Dernier-né de cette triste et longue série des villages fantômes du Saguenay—Lac-Saint-Jean, le village de Mont-Apica est également désigné comme la plus jeune localité de la région. Situé en pleine zone forestière, à l'intérieur de la réserve faunique des Laurentides (anciennement « Parc des Laurentides ») et à environ soixante kilomètres de la paroisse Notre-Dame-d'Hébertville, le lieu-dit doit son nom à la rivière « Upika »,¹ un petit cours d'eau impétueux, fort étroit et sans grande importance, qui prend sa source très haut sur le massif laurentien et s'alimente à partir d'une chaîne de trois lacs. « En remontant cette rivière, témoigne l'arpenteur L.M. Deschênes (en 1888), le sol est pauvre et on ne rencontre qu'« une savane assez considérable » ; la forêt avoisinante, bien qu'elle ait été totalement soustraite à la cognée des bûcherons, est tout ce qu'il y a de plus chenue et ne compte que « de petites épinettes noires et grises de 4 à 8 pouces. »²

Le village de Mont-Apica (où subsistait toujours, en 1950, une tour de garde forestière baptisée « La tour au Pika »), avait été conçu pour abriter les nombreuses familles de militaires chargés de faire fonctionner une énorme station-radar. L'histoire de cette base est assez singulière ; elle avait débuté plus précisément en 1951, six ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale. À cette époque, l'Amérique du Nord toute entière vivait dans la peur et l'angoisse oppressantes d'une invasion militaire soviétique. Pour faire face à la menace perpétuelle des bombardiers russes qui, dans une telle perspective, devaient obligatoirement survoler le territoire canadien avant d'aller larguer leurs bombes sur les centres industriels américains, le Canada et les États-Unis convinrent d'établir une ligne de radars à longue portée connue sous le nom de ligne CADIN-PINETREE. Cette antenne devait être

éventuellement reliée à l'ordinateur géant planté au cœur d'une énorme montagne de granite, à North-Bay (Ontario) —alors l'une des têtes de pont du réseau. Stratégiquement parlant, les radars de Mont-Apica avaient ainsi la responsabilité, lourde et ultime, d'identifier les avions, de détecter les missiles et d'informer la base militaire de Bagotville qui devait intercepter les intrus.

Ouvert officiellement le 15 juillet 1952 pour protéger —d'abord— l'espace aérien canadien, en 1958 la signature de l'accord militaire Canado-américain de la NORAD (North American Air Defence) allait lui donner une pulsion nouvelle et accroître sa responsabilité. Considérée alors comme l'un des maillons forts de la ligne de défense antiaérienne, la station-radar devait être ultérieurement reliée aux autres unités du réseau, grâce à un système de télécommunications tout aussi complexe, novateur, réputé invulnérable et rattaché à la montagne Cheyenne, à Colorado Springs (le cœur de la NORAD). À l'époque, elle était l'une des plus puissantes du continent et jouissait d'une excellente réputation auprès des experts : selon le haut commandement, toute fusée ennemie pouvait être détectée à 3 000 milles de distance, ce qui donnait une quinzaine de minutes aux avions à réaction pour effectuer la manœuvre d'interception.³

Afin de bien saisir le contexte militaire dans lequel a surgi le village de Mont-Apica, prenons le temps de préciser également qu'à l'époque, l'efficacité du système de défense aérien de l'Amérique du Nord reposait, en gros, sur le principe de la décentralisation (donc, tout le contraire de la culture politique québécoise et canadienne (!)). C'est pour cette raison que sur le plan administratif, la section canadienne de la NORAD était divisée en « forces régionales » rattachées à la base de Saint-Hubert. Et ces « forces régionales » —ou secteurs administratifs—

étaient placées directement sous les ordres d'un commandant qui était également responsable du contrôle de la surveillance et des opérations de son secteur. Disposant d'informations privilégiées (grâce aux unités de radar), ce mentor communiquait ensuite les ordres reçus au centre d'opération de combat et effectuait la liaison avec l'armée de l'air américaine. Disons, enfin, que ces secteurs étaient divisés, à leur tour, en sous-secteurs placés directement sous la responsabilité du contrôleur en chef du système d'interception.⁴

Construction du radar et fonction utilitaire

Comme ce fut le cas pour les projets de construction des premiers grands barrages au Saguenay—Lac-Saint-Jean, il va sans dire que l'implantation d'une station-radar en plein cœur de la forêt québécoise constitue toujours, au début des années cinquante, un défi technologique de taille. On prendra plaisir à se souvenir qu'à l'époque, la route du Parc des Laurentides » (dite « Boulevard Talbot ») vient à peine d'être ouverte à la circulation automobile (automne 1948) et n'a pas encore été pavée sur toute sa longueur. Construite directement sur le pergélisol et les tourbières, les voyageurs sont totalement soumis aux aléas de la température et ne s'y aventurent qu'après avoir pris bien des précautions. Et pour ce qui est de l'embranchement devant conduire au Lac-Saint-Jean (en passant par le mont Apica), n'y pensons même pas : encore là, tout reste à faire!

Pour pouvoir acheminer le matériel requis, véhiculer les centaines d'employés (ées) de métier, les équipes de techniciens, les hommes de génie et les architectes, il faudra donc, là aussi, faire preuve d'une détermination peu commune. Les promoteurs doivent commencer par s'organiser pour ravitailler un énorme camp provisoire qui sera graduellement remplacé, au fil des ans, par un véritable village permanent. Pendant qu'une équipe de journaliers s'attaque ainsi au défrichage de la forêt et que d'autres s'affairent à la construction des grandes voies d'accès, des équipes d'ingénieurs et de professionnels dynamitent la vallée, construisent ponts et ponceaux et entreprennent l'édification du bâtiment principal (la station-radar proprement dite) destiné à abriter les équipements de détection.

Cette bâtisse de béton, spacieuse, fonctionnelle et sans fenêtre, est située sur la plus haute montagne des environs et compte plusieurs étages. L'imposante coupole qui couvre l'antenne de radar, est adjacente à l'édifice et ressemble à s'y méprendre à un observatoire astronomique. Les travailleurs et les visiteurs qui sont appelés à fréquenter les lieux doivent évidemment montrer patte

blanche auprès des nombreux militaires qui épient scrupuleusement chacun de leurs mouvements, et doivent porter, bien en vue, « un bouton d'identification ». Tout est pénombre dans le bâtiment principal; seuls les corridors et quelques salles disposent d'un bon éclairage. La température, la climatisation et les lumières sont alimentées par un puissant groupe électrogène (composé de quatre moteurs diésels de 12 cylindres chacun), indépendant et totalement assujéti aux forces militaires des lieux; on comprendra qu'en cas de conflit armé, les équipements hydroélectriques représentent une proie facile auquel il ne faut être soumis en aucun temps.

Antoine Turgeon, un chroniqueur attaché au journal Le Soleil,⁵ visite l'endroit en novembre 1956 (donc cinq ans à peine après l'inauguration des premiers travaux de construction) et s'étonne de tout ce qu'il y voit. Rien ne lui échappe! Le village est encore tout jeune et n'a pas encore atteint son apogée. L'occasion est donc trop belle pour la laisser filer! Profitons-en pour fouiner avec lui à travers les corridors et essayons de comprendre ce qui s'y trame alors. Ses commentaires, bien qu'ils témoignent d'une plume malhabile, portent en eux le souffle de la guerre froide qui prévaut.

La chambre de surveillance attire notre attention. On y voit une table autour de laquelle sont installés les traceurs portant des écouteurs. Ils tracent les rapports transmis au moyen de plaques et flèches sur la table de topométrie.

Contre le mur, se trouve un énorme tableau sur lequel on place toutes les informations concernant le sillage sur la table, le numéro du sillage, le temps qu'il est apparu, l'altitude, le nombre d'avions qui voltigent dans le firmament, la vitesse et l'identification. Nous ne pouvons pas les voir, mais derrière le grand tableau vertical, se trouvent un grand nombre d'opérateurs qui sont à l'écoute, opérateurs de contrôle des



La station-radar de Mont-Apica.

Russel Bouchard

avions, qui recueillent simultanément les mêmes informations, ce qui permet d'éviter des erreurs, informations transmises aux traceurs.

Dans un autre endroit de la chambre, une longue estrade a été érigée en arrière de laquelle sont assis le surveillant et ses assistants. Ils surveillent constamment la table de topométrie et le tableau d'étalage. Leur travail consiste à comparer les informations exposées avec les envolées connues, qui sont transmises par les tours de contrôle aux aérodromes du CARC et du centre de contrôle régional aérien du département des Transports. Au-dessus de l'estrade sont assis des receveurs qui relayent au centre de contrôle de la défense aérienne les informations exposées.

Sorti de la « chambre de surveillance », notre volubile visiteur d'un jour, ausculte ensuite la « chambre des rapports », où le champ d'action de radar est localisé. Dans ce lieu austère, où règne en maître l'obscurité, grouillent également un bataillon besogneux de « reporters du champ d'action » qui surveillent constamment les échos du radar dont les informations sont immédiatement retransmises « aux traceurs de route et aux opérateurs en charge des tableaux à la chambre de surveillance. »

De ce lieu, le visiteur aboutit dans la section dite de « contrôle », où travaillent, sans droit de distraction, le « contrôleur » et ses assistants. C'est là le centre névralgique de tout le réseau de soutien du « Contrôle Terrestre d'Interception ». Face à son « tableau de distribution miniature », le « contrôleur » en devoir dispose ainsi d'une vue générale des opérations de surveillance et retransmet lui-même les ordres aux avions qui survolent son espace aérien. « Son principal rôle, témoigne encore notre homme, est d'ordonner aux avions de rester en état de préparation comme requis, de diriger vers les avions inconnus et les tracés hostiles pour assigner les missions aux contrôleurs d'interception et généralement pour diriger la bataille aérienne. » Ces « contrôleurs d'interception » logent dans des chambres adjacentes et épient en permanence les écrans-radars; ce sont eux qui maîtrisent et dirigent les avions de combat lorsqu'ils quittent le sol pour leurs missions d'interception.

Au début des années soixante, la Défense nationale du Canada se modernise. Dans cette foulée, elle apporte des changements technologiques qui vont contribuer à modifier notablement les méthodes de travail sur sa base-radar du Parc des Laurentides : après avoir procédé à l'installation de deux radars d'altimétrie (FPS 507A), en novembre 1961 le centre de contrôle (DMCC) devient opérationnel, en 1962 le ERSA (GATR) s'enrichit d'une radio

et, en septembre 1963, les opérations de la NORAD subissent des transformations radicales; ce qui permet d'automatiser le contrôle du traitement de l'information (SAGE) et d'expulser (sic) les femmes qui, jusque-là, avaient réussi à résister au vent de changement. En 1969, moment historique, la NORAD se réorganise et place le Mont-Apica sous le contrôle de la 22e division, à North-Bay, en Ontario.⁶

Le travail d'interception

Nous y avons fait allusion à plusieurs reprises dans l'introduction, la manœuvre de la station-radar de Mont-Apica se décortique en quatre temps, quatre mouvements : (1) détecter, (2) identifier, (3) intercepter et (4) neutraliser, au besoin, tout appareil qui survole l'espace aérien couvert par l'antenne. Ici, les exercices et les assignations de tout un chacun n'ont rien de factice! Sitôt qu'un élément non-identifié ou menaçant apparaît sur les écrans-radars, des chasseurs « Voodoos » cantonnés à la base militaire de Bagotville s'envolent à la vitesse de l'éclair et partent à la rencontre de l'intrus pour établir, si possible, un contact téléphonique; dès que l'appareil est en vue, les chasseurs l'escortent jusqu'à ce qu'il se soit identifié et les pilotes ont ordre de l'abattre au moindre signe d'hostilité.

À l'automne 1960, Benoît Harvey, un autre journaliste rattaché au quotidien Le Soleil, est à nouveau sur place et témoigne à son tour de ce qu'il voit au sein de cette base perchée au sommet du massif laurentien, à 900 mètres d'altitude.⁷ La planète retient son souffle, l'heure est grave! Sous l'action du révolutionnaire Fidèle Castro, Cuba vient tout juste de passer dans le girond communiste et la « guerre froide », entre l'Ouest et l'Est, vient de monter d'un autre cran (et pas le moindre!). La cuistre Amérique, maintenant à portée de missiles nucléaires, frémit et n'a jamais été aussi nerveuse. Et quand l'Amérique frissonne, le Canada grelotte et tousote!...



Ouvrage de défense à proximité de la station-radar.

Florent Bouchard

Pour répondre à la menace soviétique, les deux puissances amies disposent d'environ 80 centres de « filtrateurs » (!) et de quelque 16 000 postes du corps des observateurs terrestres qui ont pour mission de rapporter les mouvements aériens devant compléter les informations reçues par les radars. La station-radar de Mont-Apica n'a jamais été aussi fébrile, aussi sollicitée, aussi tendue. Harvey est impressionné par l'organisation qu'il découvre dans « cette forteresse de béton armé surmontée d'un dôme pneumatique » qui scrute le ciel jour et nuit. Devant lui, sans préambule, le lieutenant de section de la base de Saint-Hubert, Roch Vanvliet, vient de décrocher le téléphone pour communiquer ses ordres. La manœuvre, solennelle et militaire, suscite la plus vive attention du personnel en faction.



Russell Bouchard

Une partie du village de Mont-Apica.

- Ici le Lieutenant de section Vanvliet, de St-Hubert s'il-vous-plaît.*
- Un instant répond l'aviatrice préposée au standard et dont la voix est diffusée dans la salle au moyen d'un amplificateur.*
- Ici St-Hubert, reprend une autre voix, quelques secondes plus tard.*
- NORAD, s'il-vous-plaît, enchaîne le lieutenant Vanvliet.*

Deux minutes ont suffi à cet officier pour atteindre le quartier général de la NORAD, à Colorado Springs, à plus de 3 200 kilomètres de là (en ligne droite). La voix sort de l'amplificateur sans entraves. Et en l'espace de cinq minutes à peine, une revue des 24 dernières heures peut être effectuée en tout temps par l'officier en charge des relations extérieures qui donne même les conditions atmosphériques prévalant sur la planète (à l'époque, l'effet impressionne). Cette journée-là, 36 avions inconnus ont été signalés à la base de Mont-Apica : de ce nombre, 14 ont été identifiés immédiatement, 6 l'ont été avant qu'un intercepteur soit dépêché, un appareil a été identifié en voyant le chasseur, et les 15 autres (des avions de brousse sans doute) sont restés tout simplement dans l'anonymat parce qu'ils sautaient de lac en lac, de piste privée en piste de fortune.⁸

Le village de Mont-Apica

À la fin des années cinquante, le camp de fortune qui avait abrité la première équipe d'ouvriers et de techniciens appartient déjà au passé. À flanc de montagne, dans la vallée protégée par de puissants nids de mitrailleuses et dominée par les trois coupoles blanches qui semblent surgir d'un film de science-fiction, un village propre et moderne, enveloppé d'un épais nuage de brume et de mystères, s'est peu à peu développé pour prendre forme dans une sorte de marginalité entretenue. Au Saguenay, on sait que les lieux existent et que des militaires y travaillent dans le plus grand secret, mais bien peu de personnes savent de quoi il retourne réellement.

Au cours de l'hiver 1958-1959, le village militaire s'incruste dans le panorama avec lequel il ne fait plus qu'un et s'agrandit sans tambour ni trompette : grâce à un investissement qui totalise tout près de un million de dollars \$, cette année-là la Défense nationale a autorisé la construction de quatre immeubles à logements (de onze appartements chacun), ajoute trois classes à ses écoles (une à la catholique et deux à la protestante), et érige en son centre un nouvel immeuble qui abritera deux temples religieux adjacents (l'un catholique, l'autre protestant).⁹ Ici dans ce « Shangrila »¹⁰ d'Amérique, les « deux solitudes » canadiennes ont réussi à oublier (presque!) leurs différences irréconciliables et leurs différends historiques et cohabitent dans le confort et une harmonie qu'on peut qualifier de... relative. À ce moment précis, la base et le village comptent 450 âmes, dont 250 sont des recrues mobilisées et payées par la Défense nationale.¹¹

Les ouvriers civils, les militaires de faction et leurs familles profitent d'une gamme de services publics et de facilités qui n'ont rien à envier à ce qu'il est permis de désirer de mieux dans les plus beaux quartiers des plus grandes villes du pays : les rues sont asphaltées et bordées de trottoirs, les maisons et les terrains sont joliment aménagés et la communauté (tout statut confondu) dispose d'un hôpital fonctionnel (depuis 1952), d'un corps de sapeurs-pompiers autonome, d'une station d'épuration des eaux et d'un bureau de poste. Côté commercial, le secteur privé n'est pas en reste là non plus et plusieurs civils y trouvent également leur compte : en décembre 1952, le village compte déjà une épicerie, un salon de barbier et un casse-croûte; et en 1953, une station à essence entre en service.

Pour le Saguenay—Lac-Saint-Jean, en 1959 les installations du Mont-Apica ont des retombées majeures évaluées à 125 000\$ par mois. Les salaires qui y sont payés sont de l'ordre de 68 000\$ mensuellement, 35 véhicules militaires parcourent environ 50 000

kilomètres par mois et le chiffre d'affaires des services générés dans les établissements civils de la base sont de l'ordre de 250 000\$.¹²

À l'été 1968, la base-radar de Mont-Apica a atteint sa pleine maturité et a réussi à déjouer plusieurs rumeurs de fermeture. Le village, qui ne recense que des familles de militaires, compte 159 maisons et édifices publics. Au total, 600 personnes (dont 50 % sont des francophones de souche) y vivent en permanence; et de ce nombre, 150 sont des « aviateurs » en service actif. Bon an mal an, les barrières laissent passer 3000 visiteurs.¹³ La base doit toujours son existence à ses deux radars; et des trois sphères blanches qu'on peut apercevoir au loin, le long de la route 169 (à un kilomètre de distance), deux sont encore actives à l'été 1972.¹⁴ Bien que la localité compte déjà 20 ans d'existence, les lieux sont tout aussi jalousement gardés qu'aux premiers jours de la conception —et n'y entrent pas qui veut!

Côté administratif, puisqu'il faut bien en parler, rien de commun avec l'appareillage civil assujéti à la Loi des « Cités et Villes » du Québec : donc point de maire, ni d'échevins, ni de gérant, ni d'appel électoral au bon peuple (puisque'il n'en est pas un!). Car ici, à Mont-Apica, les finances et les services publics sont de l'unique ressort de la Défense nationale qui pourvoit à tout et présage de tout, et la gestion de la loi et l'ordre —spartiate— est de l'unique responsabilité du commandant en poste, grand maître à bord après Dieu!

Les commandants de 1952 à 1990¹⁵

W/C E.C. Briese (1952-1953)
W/C H.F. Marcou (1953-1956)
W/C E.C. Snider (1956-1958)
W/C W.L. Baynton (1958-1960)
W/C F.R. Hamill (1960-1963)
W/C L.A. Hall (1963-1966)
W/C D.L. Francis (1966-1968)
Major D.L. Quirck (1968-1969)
Major W.L. Stewart (1969-1971)
Major R.R. D'Entremont (1971-1973)
Major G.M. Steiner (1973-1974)
Major B.G. David (1974-1976)
Major J.G. Bussièrès (1976-1978)
Major J.L.D. Gauthier (1978-1980)
Major J.V.G. Fortin (1980-1982)
Major M.A. Wansink (1982-1984)
Major J.M. Dufour (1984-1986)
Major J.W. Boucher (1986-1988)
Major J.J. Gaudet (1988-1990)

Pour parer à la réparation des équipements et à l'entretien des routes et pour dispenser les services publics et essentiels, le commandant dispose, par contre, d'une sorte de corps divisionnaire

fonctionnel et compétent qui lui permet de marquer sa présence d'un bout à l'autre de la base et d'interférer dans toutes les alvéoles de la vie communautaire :

- dont la division de « Génie et construction » qui contrôle, entre autres, le département des incendies, la centrale électrique et les corps de métier d'entretien;
- la division des « Services administratifs », responsable des services alimentaires, sportifs et récréatifs, du logement et de la conciergerie;
- la division du « Contrôleur », elle-même divisée en sous-sections (6 en tout) qui s'occupent de l'administration des fonds publics et non-publics, de la paie, des achats, de la facturation et des réclamations;
- la division des « Services médicaux », qui dispose d'une clinique pour les admissions de courte durée, d'un cabinet de dentiste (qui vient de Métabetchouan), d'une salle d'obstétrique et de pédiatrie, et d'un petit laboratoire;
- la division des « Installations au sol / Le site opérationnel », qui, ainsi que l'indique son appellation, scrute le ciel, gère les informations reçues par les radars et dirige les opérations d'interception;
- la division « Logistique », la « grosse machine » de la station-radar et du village, celle qui s'occupe des transports, du ravitaillement et du logement des troupes;
- la division des « Opérations », formée d'un petit groupe de techniciens dont on dit qu'ils sont les « piliers des opérations du 12e Escadron Radar de Mont-Apica »;
- la division de « L'Administration civile », qui sert de lien entre les employés civils et les autorités militaires;
- la division du « Détachement des communications », sorte de commando de messagers qui, à partir de 1970, est mis sous la direction de l'Escadron de Communications 711 de la base de Valcartier;
- et le personnel de « L'École Laurentide », qui, de 1952 à 1990, dispensera l'enseignement aux enfants des familles de la base, entre la première et la huitième année.¹⁶

Culture, loisirs et société

Bien qu'elle soit soumise au règlement militaire qui prévaut en tout temps de l'année dans le périmètre cintré du village et de la base, la population ne semble pas trop souffrir de son isolement et du statut particulier qui la distinguent des autres communautés du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Les familles cantonnées à Mont-Apica savent effectivement, dès l'annonce de leur affectation, qu'elles ne sont que de passage en ce lieu; pour cette raison, la plupart d'entre elles tentent de tirer profit de l'expérience culturelle qui leur est offerte et s'appliquent à maximiser les bienfaits des facilités sportives et récréatives mises à leur disposition.

Faut-il le répéter, la localité peut subvenir à tous ses besoins, été comme hiver, beau temps mauvais temps. Sur le plan des

loisirs, la population dispose d'un centre récréatif des plus fonctionnels (qui loge un théâtre de 110 sièges et une salle de quilles), des allées de curling, un gymnase, une pente de ski, une bibliothèque publique, une patinoire extérieure, une piscine intérieure, une radio communautaire « MARS » (pour Mont Apica Radio Station) et une station de télévision (depuis 1964). Les associations et les clubs sociaux marquent eux aussi le caractère singulier des lieux : club de chasse et pêche pour les mordus de la forêt, clubs de curling, de golf, de quilles et de fléchettes, club plus sélect de caporaux. Côté religieux, nous y avons également fait allusion au début, l'effort est plus que notable là aussi : deux temples qui se côtoient en toute harmonie; l'un pour le culte protestant, l'autre pour le culte catholique, cela n'a effectivement rien de banal au Québec. Mais ces services ne sont pas tous gratuits; dans certains cas, les militaires doivent payer de fortes cotisations sociales pour en bénéficier.¹⁷

À la fin des années soixante, juste avant que ne s'amorce le lent déclin, le village est à son apogée et vit dans une sorte de symbiose avec la nature environnante. Parmi les faits culturels qui ont marqué les 38 ans de vie de Mont-Apica, l'histoire retient plus particulièrement le « Carnaval d'hiver », institué deux ans après son ouverture, un événement fort prisé qui se produit au cours du mois de mars. Selon la tradition, les festivités débutent immédiatement après que le club de ski local ait porté le flambeau au pied de la montagne et après qu'il ait paradé à travers les rues de la base. Cet événement sert d'entrée à un magnifique bal masqué, où on procède au couronnement de la reine du carnaval (une aviatrice, jeune de préférence!), et signale le début des rencontres sportives qui vont permettre de choisir les athlètes les plus permormants de l'année.¹⁸

En 1960, la petite histoire des lieux retient également, comme un fait marquant, la visite de Mgr Maurice Roy, l'archevêque de Québec, Primat de l'église Canadienne et Ordinaire des forces armées canadiennes. Lors de son passage, le « prince de l'Église » en avait profité pour confirmer 23 élèves de l'école catholique de la station. Il était accompagné de Mgr Nicole et du padre en chef de la Défense aérienne nationale, et fut l'hôte d'honneur d'un fabuleux souper organisé par l'assistant-commandant de la station et ses officiers.¹⁹

Les vieux démons ont la vie dure : l'anglais, langue officielle jusqu'en 1969

Seul élément de discorde pour briser cette harmonie presque parfaite, la langue d'usage, parlée et écrite, qui ramène assez rapidement à la surface les vieux démons solidement ancrés dans l'épiderme de ces « deux solitudes » à qui on a demandé de partager ce maigre espace communal. Dans les années cinquante, tout va pour le mieux. Bien que la langue officielle soit l'anglais, la communauté dispose d'une école française et d'une école anglaise et chacun vaque à ses affaires dans la langue de son choix, sans

se soucier réellement des prérogatives, des privilèges ou des carences des uns et des autres. À la demande expresse des familles d'aviateurs francophones, au fil des ans et sans que personne ne s'en émeuve, l'école française disparaît dans une indifférence qu'on pourrait presque qualifier de... coupable.

Les faits s'expliquent facilement (mais ne s'excusent pas!). Ils remontent au milieu des années cinquante. Plusieurs familles d'aviateurs, alors sujettes à des permutations fréquentes à travers le Canada anglais, avaient tout simplement évalué que leurs enfants devaient comprendre et parler l'anglais (sic!) « pour pouvoir poursuivre leurs études dans les milieux anglo-saxons sans être incommodés ». Et comme l'enfer est pavé de bonnes intentions, les familles francophones (50 % de la population, redisons-le), dociles au point d'inspirer poèmes cela est bien connu, n'avaient pas songé un seul instant aux conséquences dramatiques que leur attitude de colonisés allaient provoquer; ces gens, assimilés jusque dans leur âme, n'avaient même pas été futés de demander une école bilingue pour combler le vide, comme il y en avait, pourtant, dans les autres bases de l'ARC (Aviation Royale Canadienne) cantonnées au Québec. Conséquences directes et immédiates de cette attitude décadente, les familles francophones s'anglicisent rapidement —trop même au goût de certains— et les gens des alentours se mettent soudainement à crier au loup, puis sonnent le tocsin dans les journaux qui accourent à la rescousse.²⁰

Au fil des ans et par un curieux concours de circonstances, l'école du village (section catholique autant que protestante) de Mont-Apica est donc devenue unilingue anglaise. Par défaut de représentation et de soutien, le français a été complètement évacué du programme scolaire —même si les Canadiens-français représentent toujours la moitié de la population du village. En 1963, dans certaines familles francophones de la base, le phénomène commence par contre à inquiéter; mais le temps, laissé à lui-même, a déjà fait son œuvre et les ravages, apparents, semblent irréversibles. Les plus délurés, ceux qui ont commencé à s'insurger contre cet état de fait, craignent maintenant que l'anglicisation graduelle des jeunes Canadiens-français de souche, ait des conséquences négatives récurrentes, à court et à long terme, et qu'elle provoque une sorte de phénomène d'entraînement dans les villages environnants.

Un rapport d'enquête réalisé justement au printemps de cette année-là, démontre effectivement, noir sur blanc, que le problème a pris un tournant dangereux, presque irréversible : pour illustrer le problème, on donne notamment l'exemple d'un enfant de 12 ans, fils d'une mère et d'un père francophones (parlant français entre eux), qui n'est désormais plus en mesure (en 1963) de parler de façon intelligible dans sa langue maternelle. On rapporte même qu'une maman canadienne-française (du Saguenay), désorientée, a dû apprendre ses prières en anglais pour pouvoir les enseigner à son fils —qui n'y comprenait plus rien en français.

Mais on s'en doute, et l'histoire est d'ailleurs éloquent à ce sujet, l'éveil de l'opinion publique — à vrai dire, une carence quasi génétique chez les Québécois — est lent. Et il faudra bien des rapports, bien des gémissements, bien des tergiversations, bien des esclandres pour que la situation revienne à un semblant de normale. En 1968, malgré la croisade solidement orchestrée par quelques irréductibles, l'anglais est toujours la seule langue officielle sur la base et les Canadiens-français (300 sur 600) doivent se plier à la règle anglophile qu'ils ont eux-mêmes contribué à consolider par leur passivité. Mais heureusement, le temps est au changement. Et c'est la fameuse politique de bilinguisation mise de l'avant par le gouvernement libéral de Pierre-Éliot Trudeau (le francophobe!), qui permettra finalement aux francophones d'avoir gain de cause. De sorte qu'à la fin de l'année 1968, la base de Bagotville passe officiellement au bilinguisme, alors que celle du Mont-Apica se prépare à s'inscrire dans le mouvement alternatif, pour le début de l'année suivante.²¹

Au printemps 1969, la base de Mont-Apica, rendue à mi-chemin de son histoire, entre dans une phase de transformations aussi majeures que rapides. Ce processus réorganisationnel est marqué, plus particulièrement, par le transfert d'une bonne partie du personnel cadre et par l'arrivée d'un fort contingent d'officiers canadiens-français. Bien que ce soit toujours un anglophone de souche et de langue qui chapeaute l'autorité suprême des lieux (en l'occurrence le major W.L. Stewart), l'administration et le commandement de la base subissent les contrecoups d'un audacieux virage à 180 degrés, mouvement alternatif qui permet ainsi à plusieurs officiers canadiens-français d'investir les postes de direction.²² Et c'est cette manière d'opérer qui prévaudra jusqu'à la fermeture de la base, vingt ans plus tard, en 1990...

L'annonce de la fermeture de la station-radar

À la fin des années quatre-vingt, des rumeurs de plus en plus persistantes font état d'une éventuelle fermeture de la station-radar de Mont-Apica. Le maire d'Hébertville et le préfet de la MRC du « Lac-Saint-Jean-Est », exacerbés par l'intransigeance du gouvernement fédéral dans ce dossier, n'ont pas mis de temps à comprendre qu'ils n'ont rien à gagner dans ce petit jeu d'intrigues et tentent d'interférer en remettant en cause l'appui qu'ils ont donné au controversé projet d'aménagement d'un polygone de tir aérien, dans le secteur de la rivière Péribonka. Mais leurs cris de détresse ne seront pas entendus; et le gouvernement fédéral (représenté dans cette affaire par son ministre de l'Environnement, Lucien Bouchard), inflexible, tentera d'avoir le beurre et l'argent du beurre et reniera sa parole donnée — ce qui, de toute évidence, n'a rien d'une première.

Pour ceux qui auraient déjà oublié cet arnaque du siècle, rappelons-leur seulement que la défunte « Commission Bédard » (présidée par l'ex-homme fort du PQ, Marc-André Bédard), avait réussi à faire reconnaître, de part et d'autre, le principe de base du

donnant-donnant : (1) d'une part, « nous » (du Saguenay—Lac-Saint-Jean) permettons à la Défense nationale d'aménager et d'utiliser un polygone de tir dans la vallée de la rivière Péribonka; (2) et d'autre part, « vous » (du gouvernement fédéral) vous engagez à maintenir, au moins à son niveau actuel, son activité économique dans la région (en l'occurrence la base militaire de Bagotville et la station-radar du Mont-Apica), « et que toute réduction sensible et permanente de cette activité économique entraînera conséquemment la remise en cause dudit projet ». Les paramètres de l'entente ne pouvaient être plus clairs, les enjeux plus équitables. Même que Gil Rémillard (ministre libéral provincial) en avait rajouté pour soutenir publiquement que le rapport Bédard constituait « un minimum pour son gouvernement » dans les négociations sur le transfert du territoire.

Mais voilà qu'au printemps 1989, le gouvernement fédéral de Brian Mulroney se lance dans un vaste plan de compressions budgétaires qui n'épargnera aucun ministère, y compris celui de la Défense nationale, jusqu'alors une vache sacrée. Dans cette foulée, qui présage du démantèlement de l'État-providence, Lucien Bouchard (toujours ministre fédéral!) déclenche le couperet de la guillotine, renie sa parole sous prétexte d'être à l'écoute des préoccupations des environmentalistes, et annonce à ses électeurs que la station-radar du Mont-Apica disparaîtra sous peu. Dans son communiqué, l'homme fort du gouvernement Mulroney précise que la Défense nationale a été informée qu'elle devra procéder prochainement à la vente ou au démantèlement des installations de surveillance aérienne et que les infrastructures résidentielles seront vendues au plus offrant si possible, ou tout simplement démantelées elles aussi s'il n'y a pas preneurs.

Les motifs évoqués par le gouvernement fédéral sont sans équivoques et difficilement réfutables : la révolution technologique en matière de détection aérienne, la prolifération des satellites de communication, la guerre froide qui donne des signes de détente à l'Est, le nouveau plan de compressions budgétaires et la montée du néolibéralisme à travers le monde, rendent caduques toutes les promesses antérieures et ne donnent aucun espoir à ceux qui croient pouvoir faire infléchir le fédéral dans son projet de fermeture.

Pour la région, les pertes anticipées sont énormes: à première vue, 196 emplois directs sont appelés à disparaître du jour au lendemain (dont 76 emplois civils et 126 militaires), et la MRC, qui administre le territoire de la base, comprend tout de suite qu'elle va être soulagée de 70 000\$ en revenus de taxation. Indirectement, le rapport Bédard avait établi (et ces chiffres n'avaient pas été contestés à l'époque par le Fédéral) que la fermeture de la station radar de Mont-Apica allait priver l'économie régionale de retombées annuelles substantielles, évaluées au bas mot à 5\$ millions. On comprendra alors pourquoi la nouvelle jette une telle douche d'eau froide au sud du Lac-Saint-Jean qui, n'ayons pas peur des mots, s'était laissé endormir par de fausses promesses et une illusoire représentativité de son député-ministre à Ottawa.

Définitivement, pour le maire d'Hébertville qui évalue les pertes monétaires directes et indirectes à 12\$ millions (pour l'ensemble de la région), l'os ne passe pas!²³ Mais alors là, pas du tout!!! Et l'affaire rebondira autant de fois que surgira le dossier fumeux et émotif du polygone de tir, lequel opposera et mettra en évidence les intérêts séculaires et diamétralement opposés du Saguenay (représenté, dans cette saga, par les maires de Chicoutimi et La Baie, et leur député au fédéral, André Harvey) et ceux du Lac-Saint-Jean (soutenus à force de bras par les maires d'Alma et d'Hébertville et les groupes environnementaux engagés dans la polémique).

Les dernières heures de Mont-Apica

Au moment de sa fermeture (le 1er août 1990), le village de Mont-Apica regroupe encore environ 400 personnes, dont 120 militaires et leurs familles. Sauf exception, bon nombre de civils qui avaient côtoyé les gens de la base au cours des dernières années et qui avaient adopté ce lieu, sont tous partis. Ceux qui restent, sont dans l'expectative et vivent des heures d'angoisse épouvantables; le cœur brisé, ils préparent leur barda et font leurs valises. Les 11 professeurs civils qui avaient été engagés par contrat pour s'occuper des 69 enfants de la base sont inquiets. À ce moment, rien ne leur garantit un poste dans une autre base, et aucune prime de séparation n'a été prévue pour eux. Le même sort attend d'ailleurs la quarantaine d'employés civils occasionnels. Seuls les 58 employés syndiqués ont reçu l'assurance d'être « presque tous » relocalisés; et de ce nombre, 35 sont assurés d'un transfert dans une autre base militaire (dont 20 à Valcartier). Quant aux militaires, bien qu'ils soient assurés de leur emploi, plusieurs s'y étaient faits une vie et sont bouleversés.²⁴ Chacun, qu'il soit civil ou militaire, a une anecdote à raconter, et la plupart du temps ce rappel est déchirant...

- « Quand j'ai appris que j'allais à Halifax, dit l'un, j'en ai été malade. J'avais des maux de tête terribles. »
- « J'étais démoralisé », renchérit un caporal de 24 ans, qui se console toutefois en se disant que cela lui permettra de parfaire son anglais.
- Pour moi, c'est le chômage », réplique Doris Lavoie, une jeune femme de Saint-Gédéon, employée temporaire depuis trois ans, qui avoue qu'« elle s'ennuiera de cette ville en miniature, où on est choyé.
- Le dernier commandant de la base, Jacques Gaudet, prend plaisir à rappeler que son prédécesseur, le major William Boucher, allait pêcher son petit déjeuner à tous les matins dans la rivière.
- Moi, s'attriste Arthur Déon qui a été obligé d'accepter son transfert à la base de Petawawa, je perdrai tous mes amis.
- L'électricien Denis Larouche, un vétéran débarqué en 1956, a été plus chanceux que la moyenne de ses coéquipiers : il a réussi à se décrocher un poste à Bagotville. Marié en 1960 à la chapelle de la base, il est ébranlé malgré

tout; son petit-fils compte parmi les 69 enfants qui fréquentent l'école de la base. « Un arbre, dit-il, tu peux le transplanter deux ou trois fois dans une vie sans trop de problèmes. Mais à partir d'un certain âge, tu ne peux plus. J'ai des racines ici. Ça me fait de quoi de partir ».

—Bruno Côté quant à lui, un incondicional de 32 ans, refuse tout simplement de quitter le secteur : « Je n'ai jamais déménagé, tonne-t-il, et je préfère rester avec ma femme et mes deux enfants à la maison ».

De tous ceux et celles qui sont touchés directement par la fermeture incondicional de la base, 13 seulement, des « Bleuets » de la plus belle eau et du sang le plus bleu, ont décidé de ne pas quitter le Saguenay parce que leurs racines y sont plantées trop profondément. Ces irréductibles, se plaît-on à ironiser dans le bureau du commandant à La Baie, « sont mobiles à Bagotville seulement... ». Pour leur venir en aide (ou pour les faire taire!), un comité de reclassement est formé par les élites locales. « La plupart sont royalement déçus de Bouchard », précise le président du syndicat, Joachim Gilbert, qui vient d'accepter à contrecœur son transfert à Valcartier. Les rappels nostalgiques sont pathétiques, le moment triste et douloureux. Les politiciens, toute allégeance confondue et fidèles à eux-mêmes, sont décevants. Au cours du mois d'octobre suivant la fermeture, quelques-uns décideront même d'aller manifester devant le bureau du député fédéral, le ministre Lucien Bouchard, et requerront son aide — bien inutilement cependant. Le flamboyant ministre, cela est bien connu, est sourd comme une statue et n'entend que lui. Il prépare sa sortie fracassante du cabinet Mulroney...

Le démantèlement du village

Au printemps 1990, à six mois de la fermeture prévue, les loups sont déjà à l'affût pour se partager le cadavre. En février, le comité formé par les maires de la région, les députés fédéral et provincial (Lucien Bouchard et Jacques Brassard, les chefs de la meute), quelques militaires et employés civils ont déjà reçu six propositions formelles provenant du secteur privé. L'affaire est alléchante, la dépouille fort attirante. Les uns (les maires qui représentent à juste titre les intérêts de leurs contribuables) songent à convertir les lieux en base plein-air ou en centre d'éducation en environnement et en santé, et les autres (qui visent à protéger leur image de politicien) comptabilisent la « qualité » de chaque projet selon le nombre de votes qu'il représente pour eux. Même les Montagnais de Mashteuiths, d'ordinaire absents dans les dossiers où s'activent les Blancs, s'approchent de la curée et proposent d'en faire un centre de réinsertion pour les jeunes délinquants de leur communauté — ce qui est loin d'être... bête.

À la mi-juillet 1990, les appels d'offre pour la conversion du Mont-Apica sont maintenant officiellement ouverts. À la fin du premier mois, le comité de conversion a reçu neuf projets et les enchères sont loin d'être fermées. Le processus de présentation



L'entrée de la base militaire du Mont-Apica.

des dossiers s'étirera sur plus d'un an. Au printemps 1991, les études d'impacts aidant, les élus du Lac-Saint-Jean savent désormais qu'aucun projet, si dynamique et si rentable soit-il, ne permettra de récupérer les 200 emplois perdus par la fermeture de la base-radar et du village. L'idée de convertir les lieux en station récréotouristique, bien qu'elle soit stimulante de prime abord, ne réussit pas à convaincre tous les intervenants et le projet est rejeté comme les autres. Les Montagnais, appuyés par la MRC Lac-Saint-Jean-Est, tentent de jouer du coude en faisant vibrer la corde toujours sensible du « droit des premières nations » qui ont occupé ce territoire (sic), mais leur proposition est recalée également. Impatienté et pressé dans ses échéanciers, à l'été 1991 le gouvernement fédéral donne un coup de poing sur la table, arrête la surenchère et menace de procéder ipso facto à la démolition du village. Le ministre Benoît Bouchard (un autre!) qui a hérité par défaut de la patate chaude, accorde un mois aux promoteurs, un seul, pour qu'ils s'entendent sur un projet qui serait acceptable à ses yeux. Passé ce délai admoneste-t-il, la base disparaîtra et les lieux retourneront à la forêt.

À la fin du mois d'août 1991, le gouvernement fédéral est sur le point de rendre son verdict —définitif et sans appel. Lucien Bouchard, qui vient de faire défection (pour la troisième fois!) à Ottawa pour fonder le parti du « Bloc Québécois », joue maintenant à la vierge offensée et s'insurge contre « l'empressement du gouvernement fédéral à vouloir passer le bulldozer dans les installations de la station militaire ». Cette position surprend! Lui qui (!), voilà à peine deux ans, avait tout fait pour torpiller les propositions du rapport Bédard, le voilà qu'il pestifère contre l'empressement gouvernemental et qu'il dénonce l'amorce d'un processus dont il est pourtant le grand maître d'œuvre. Dans la mêlée, les Montagnais reviennent à la charge avec un projet de création d'un « Institut de formation autochtone » (IFAQ), mais encore là, l'intelligence du projet, les pleurs et les gémissements sont inutiles, rien n'y fait. Le gouvernement, toujours aussi inflexible et aussi insensible, refuse de céder aux pressions du milieu. Sa

mauvaise foi, dans cette affaire, crève les yeux et durcit les cœurs à son égard!...

Interpellé par les promoteurs régionaux pour les soutenir dans leur lutte, le gouvernement québécois, pour sa part, se lave les mains, fait mine de ne rien entendre et accepte le verdict qui tombe —encore une fois, comme le couperet de la guillotine— au début du mois de novembre 1991. Quinze jours plus tard (le 21 novembre), les recours étant tous épuisés, l'entrepreneur « Clément Globe Inc. » de Beauport acquiert les 68 bâtiments du secteur domestique (pour 10000\$), commence le démantèlement des installations (le 21 novembre 1991), et annonce qu'il va procéder à une magistrale —osons dire indécente— vente de garage dans les prochains jours. Il n'y a plus rien à faire, le sort en est jeté, le village de Mont-Apica, témoin

d'une tranche importante de notre histoire, croule finalement sous le pic des démolisseurs. Dans les semaines et les mois qui vont suivre, on entendra bien, de-ci de-là, quelques tousotements et quelques grognements, mais l'histoire est déjà écrite. Les morts ne ressuscitent pas!

Et avant que ne tombe la première neige de l'hiver 1992-1993, plus rien —ou à peu près— ne subsistera du fabuleux village militaire et de la station-radar qui étaient devenus la « petite patrie » de plusieurs des nôtres et qui avaient fait l'orgueil de toute une génération de Sagamiens. Plusieurs duplex en briques (35 en tout) seront récupérés par des particuliers de Québec et du Saguenay, puis transportés de part et d'autre du parc des Laurentides. Deux ans plus tard, alors que la plaie commence à peine à se refermer, les régionaux apprennent que les 26 000 tonnes de terre souillée par les BPC et les hydrocarbures dont il n'avait jamais été question jusqu'alors (publiquement!), seront traités au fil des ans et au coût de 5\$ millions (à nos frais!). Et finalement, dans l'indifférence totale, la forêt reprendra ses droits après une série d'interventions de nettoyage (complétées en 1996) destinées à masquer les cicatrices imposées à un milieu écologique durement éprouvé et à une population qui ne cesse d'étonner par sa patience et sa bonasserie.

Notes

- 1 « Les gens de langue anglaise ayant de la difficulté à dire Upika, écrivait en 1960 l'historien Victor Tremblay, ont créé le nom « Apika », qui a été adopté. » Cf., ANQC, fonds SHS, dossier 1889, pièce 23 (ancienne cote); (nouvelle cote, 62.1).
- 2 Dictionnaire des rivières de la province de Québec, Département des Terres et Forêts, 1925, p. 183.
- 3 SFC Mont Apica / Album Souvenirs (1952-1990), Publié à l'occasion de la fermeture de la base.
- 4 Robin Bolduc, « Mont Apica, sentinelle de millions de vies humaines », in Progrès-Dimanche, 31 août, 1969, p. 4.
- 5 Benoît Harvey, « La station de radar du mont Apica. / Sentinelle du

- ciel, reliée à NORAD à travers l'Amérique », in *Le Soleil au Saguenay*, 18 mars 1960.
- 6 Antoine Turgeon, « Une station radar dans les Laurentides: un village construit au milieu de la forêt », in *Le Soleil au Saguenay*, 29 novembre 1956.
- 7 Robin Bolduc, « Mont Apica, sentinelle de millions de vies humaines », in *Progrès-Dimanche*, 31 août 1969, p. 4.
- 8 Ibid.
- 9 Ibid.
- 10 SFC Mont Apica / Album Souvenirs (1952-1990), op. cit.
- 11 Les chasseurs Avro F-100 arrivent à Bagotville en 1953, les CF-100 en 1954, les CF-101 en 1961, les CF-5 en 1969 et les CF-18 en 1985. Pour une synthèse historique de ces déploiements militaires, le lecteur aura intérêt à consulter l'excellent texte de Karl Gagnon, « La base militaire de Bagotville », in *Saguenayensia*, janvier-mars 1989, pp. 23-27.
- 12 Benoît Harvey, « La station de radar du mont Apica / Une maille du réseau tendu sur le pays pour sa défense », in *Le Soleil*, 17 mars 1960.
- 13 Benoît Harvey, « La station de radar du mont Apica / Sentinelle du ciel, reliée à NORAD à travers l'Amérique », in *Le Soleil au Saguenay*, 18 mars 1960.
- 14 Ibid.
- 15 « Travaux de \$1,000,000 entrepris à Mont Apica », in *Le Soleil au Saguenay*, 7 août 1958.
- 16 Village imaginaire perdu dans une vallée lointaine, au coeur du Tibet himalayen, où la population était sensée vivre dans une sorte de nirvāna terrestre.
- 17 Benoît Harvey, « La station de radar du mont Apica / Vie sociale et loisirs, une détente pour l'état d'alerte », in *Le Soleil au Saguenay*, 19 mars 1960.
- 18 « Apport économique de la base du Mont Apica », in *Le Lingot*, 28 mai 1959.
- 19 Jean-Claude St-Pierre, « À la station de radar du Mont-Apica, dans le parc des Laurentides », in *L'Étoile du Lac*, 5 juin 1968.
- 20 « Pendant que nous dormons, NORAD scrute le ciel », in *Progrès-Dimanche*, 31 octobre 1972.
- 21 SFC Mont Apica / Album Souvenirs (1952-1990), op. cit.
- 22 SFC Mont Apica / Album Souvenirs (1952-1990), op. cit.
- 23 Robin Bolduc, « Mont Apica, sentinelle de millions de vies humaines », op. cit.
- 24 Office des Relations publiques de la station du Mont-Apica, « Communiqué de presse / Carnaval d'hiver de Mont-Apica / 1962 », ANQC, fonds SHS, dossier 996, pièce 1 (ancienne cote).
- 25 « Visite de Mgr Maurice Roy à la station de radar de Mont Apica », in *Le Soleil au Saguenay*, 6 juin 1960.
- 26 « Pour les enfants des aviateurs can.-français, la station du Mont-Apica: une école d'anglicisation », in *Progrès-Dimanche*, 16 mai 1963.
- 27 « Pour les enfants des aviateurs can.-français... », op. cit.
- 28 Jean-Claude St-Pierre, « À la station de radar du Mont-Apica... », op. cit.
- 29 « À la station de radar du Mont-Apica, dans le parc des Laurentides / On utilise maintenant la langue française », in *L'Étoile du Lac*, 11 juin 1969.
- 30 Voir à ce sujet « Fermeture du Mont-Apica et champ de tir, Dallaire rétorque au député Harvey », in *Le Quotidien*, 28 avril 1989.
- 31 En 1988, l'ancien ministre de la Justice dans le gouvernement de René Levesque, avait été mandaté par les ministres québécois (du gouvernement libéral de Robert Bourassa) Gil Rémillard et Clifford Lincoln, pour étudier les aspects « environnementaux, sécuritaires et économiques » du projet d'implantation d'un polygone de tir pour les avions CF-18, dans la vallée de la rivière Péribonka. Son rapport, une pièce maîtresse pour bien comprendre les aléas de la controverse, fut déposé à la fin de septembre 1988 à la satisfaction de la plupart des leaders de la région.
- 32 « Avec cette fermeture, le rapport Bédard est torpillé », in *Le Quotidien*, 28 avril 1989, p. 3.
- 33 « Viabilité du champ de tir / Lucien Bouchard amorce une réflexion », in *Le Quotidien*, 5 mai 1989.
- 34 « 200 emplois de perdus / La Base du Mont Apica va fermer », in *Le Quotidien*, 28 avril 1989.
- 35 « Viabilité du champ de tir... », op. cit.
- 36 « Fermeture du Mont Apica / La région perdra \$5 millions par année », in *Le Quotidien*, 5 mai 1989.
- 37 « Le polygone de tir remis en question », in *Le Quotidien*, 28 avril 1989.
- 38 « Fermeture de Mont Apica et champ de tir / Dallaire rétorque au député Harvey », in *Le Quotidien*, 19 mai 1989.
- 39 « Mi-avril au mont Apica / La fête de fermeture durera trois jours », in *Le Quotidien*, 19 février 1990.
- 40 « Le 27 avril 1989 / Les gens de Mont-Apica se souviennent », *Le Quotidien*, 19 février 1990.
- 41 « Le 27 avril 1989 / Les gens... », op. cit.
- 42 « Mi-avril au mont Apica / La fête de fermeture durera trois jours », in *Le Quotidien*, 19 février 1990.
- 43 « Installations de Mont-Apica / La MRC appuie les autochtones », in *Le Quotidien*, 4 septembre 1991.
- 44 Les journaux ont fait les gorges chaudes de ce dossier passablement fumant et des dizaines d'articles en relatent les grandes étapes. Nous retenons, à titre d'indicateur, celui de Robert Pelletier, « Un mois pour acheter un village fantôme », publié dans le *Journal de Québec*, du 23 juillet 1991.
- 45 « Mont-Apica / Bouchard dénonce Ottawa », in *Le Quotidien*, 22 août 1991.
- 46 « Mont-Apica / Gil Rémillard n'a pas reçu de lettre », in *Le Quotidien*, 31 octobre 1991.
- 47 « Mont-Apica est chose du passé », in *Le Quotidien*, 21 novembre 1991.
- 48 Robert Pelletier, « 10 000\$ pour le Mont Apica », in *Journal de Québec*, 5 septembre 1991.
- 49 « Mont-Apica est chose du passé », in *Le Quotidien*, 21 novembre 1991.
- 50 « Barrières ouvertes / Les gens peuvent tout acheter à Mont-Apica », in *Le Quotidien*, 23 novembre 1991.
- 51 « Mont-Apica / Picard donne quelques précisions », in *Le Quotidien*, 26 novembre 1991.
- 52 Jean-Claude Saint-Pierre, « La base du Mont Apica bientôt rayée de la carte », in *Journal de Québec*, 2 octobre 1992.
- 53 Denis Villeneuve, « Plusieurs millions de dollars nécessaires pour restaurer les lieux / L'ex-base de Mont-Apica contaminée aux BPC et aux hydro-carbures », in *Le Réveil à Chicoutimi*, 3 octobre 1993. Aussi, Normand Boivin, « Site du mont Apica / La restauration coûtera près de 5 millions \$ », in *Progrès-Dimanche*, 28 août 1994, p. 5.

Publicité pour les Emprunts de la Victoire

par Jérôme Gagnon

Lorsqu'il déclare la guerre à l'Allemagne, en septembre 1939, le Canada doit se doter d'une économie tout à fait différente de ce qu'elle était en temps de paix. Tous les moyens sont mis en oeuvre pour transformer le pays en une véritable machine de production de guerre. Le gouvernement fédéral de Mackenzie King confie à un Américain, C.D. Howe, la gouverne de tout ce qui touche l'aspect matériel de la guerre : production d'armements, approvisionnement des troupes, aide à la Grande-Bretagne, rationnement et récupération de matériaux essentiels. Cette production s'enclenche au coût de plusieurs milliards de dollars. Au fur et à mesure que la guerre avance, les besoins financiers augmentent. Le ministre des Finances de l'époque, M. Ilsley, a recours à une série d'emprunts publics dans tout le pays. La méthode n'est pas nouvelle. Elle fut employée pendant le Premier conflit mondial, la campagne avait prit le nom de « Bons de la victoire ». À partir de 1940, ce sont les « Emprunts de la Victoire » qui contribueront à fournir une partie des fonds nécessaires à la poursuite de la guerre.

Dix de ces campagnes d'emprunt seront mises sur pieds. À grands coups de publicité, le gouvernement tente de convaincre la population de participer au financement de la guerre en utilisant une imagerie alarmiste et faisant appel à une propagande des plus provocante. Pour la vente de ces obligations, le concours des institutions financières, des bureaux de poste et de comités de femmes est largement utilisé. L'achat d'obligations de la victoire correspondait à des placements financiers dont le taux d'intérêt variait entre 3,25 % et 2 %. Ces obligations étaient rachetables à la fin de la guerre. Pour le ministre des Finances, l'emprunt avait trois objectifs : (1) Aider à défrayer les dépenses de la guerre (2) Réduire le pouvoir d'achat des Canadiens pour favoriser l'épargne et prévenir l'inflation (3) Susciter dans la population un intérêt de propriétaire.

Résultats des Emprunts de la Victoire

Emprunt	Millions \$ (particuliers)	Millions \$ Total*	Nombre de souscriptions
janvier 1940	132,0	200,0	178 000
septembre 1940	113,0	300,0	151 000
juin 1941	279,5	730,4	968 000
février 1942	335,6	843,1	1 681 000
octobre 1942	374,6	991,4	2 040 000
mai 1943	529,5	1 303,7	2 669 000
octobre 1943	599,7	1 375,7	3 033 000
mai 1944	671,5	1 405,0	3 077 000
octobre 1944	766,4	1 517,6	3 327 000
avril 1945	836,3	1 568,9	3 178 000

* Le total de la somme récoltée par les différents emprunts comprend la contribution des particuliers et les souscriptions accordées par diverses institutions (banques, corporations, et compagnie de toutes sortes).

Source : « Les Emprunts de la Victoire » *Le Canada en guerre*, numéro récapitulatif, 1945 ; « Le quatrième emprunt de la Victoire », *Le Canada en guerre*, no 23, avril 1943, pp. 3-9.



AVEZ-VOUS TOUT FAIT POUR EMPÊCHER CELA?

Achetez
**LE PLUS
D'OBLIGATIONS
POSSIBLE**

COMMENT ACHETER DES OBLIGATIONS

Vous pouvez adresser votre commande par la poste aux Quartiers Généraux de l'Emprunt de la Victoire de votre localité, acheter des Obligations à la banque la plus proche, chez un courtier, à une société de prêts ou de fiducie, ou encore demander à votre patron d'effectuer des retenues régulières sur votre salaire.

*AU
COMPTANT*

**AVEZ-VOUS ACHETÉ
DE DEUX MANIÈRES?**

*À
TEMPÉRAMENT*



JUSQU'AU BOUT

ACHETEZ DES OBLIGATIONS DE LA VICTOIRE

Source : Le Progrès du Saguenay, 13 mai 1943



Joseph « Osée » Fortin

par Aurélien Tremblay

Joseph « Osée » Fortin eut une fin tragique, alors qu'il périt lors du *Grand feu* de 1870. Joseph Fortin fut baptisé le 10 juillet 1824 à la Baie-Saint-Paul. Il était le fils de Jacques Fortin et de Judith Tremblay de l'Île-aux-Coudres. A peine âgé de 20 ans, il vient s'établir à Saint-Alphonse de Bagotville ouvert depuis peu à la colonisation. Le 24 avril 1849, à Saint-Alexis de la Grande-Baie, il épouse Adélaïde Fortin, une jeune veuve avec un fils de 8 mois, fille d'Alexis Fortin et de Julienne Dufour.

Adélaïde Fortin avait épousé en première noces à la Malbaie le 26 octobre 1847, Thomas Barette, fils de Joseph Barette et d'Élisabeth Néron, et étaient venus s'installer à la Grande Baie. Cependant, la vie de couple fut de courte durée puisque Thomas décédait le 22 juin suivant à l'âge de 24 ans, laissant une jeune veuve enceinte, qui allait mettre au monde un fils, Thomas, le 31 juillet 1848. Osée et Adélaïde Fortin eurent 7 enfants, dont 4 furent baptisés à Saint-Alexis, puisqu'il n'y avait pas encore de curé à Saint-Alphonse, et les trois derniers furent baptisés à Saint-Alphonse de Bagotville où Osée était cultivateur.

Que faisait Osée Fortin à Chambord lors du *Grand feu* du 19 mai 1870? Est-ce qu'il envisageait de déménager à cet endroit ou construisait-il une maison afin d'y établir son fils adoptif Thomas Barette? Nous n'avons pas trouvé de réponses à ces questions.

Le *Grand feu* est un événement qui marqua une étape importante dans l'histoire de la région, qui était encore à cette époque en plein développement. Le 19 mai 1870, la journée s'annonçait belle et chaude. Vers 11 heures à Saint-Félicien, un feu d'abattis soulevé par un vent violent se communiqua aux abattis voisins, et bientôt à la forêt elle-même. «Le feu descendait à la vitesse du galop d'un cheval » disent les anciens. Au bout de quelques heures, tout le territoire de Saint-Félicien à la Grande-Baie n'était plus qu'un immense brasier. Un total de 555 familles ont tout perdu, alors que 146 autres ont perdu soit leur maison, soit d'autres bâtiments. Deux églises sont brûlées ainsi que plusieurs moulins à scie. Voici ce que racontait un témoin du *Grand feu*, M. Charles Bérubé à Mgr Victor Tremblay en 1920 :

José Fortin et son garçon étaient dans une maison neuve; Narcisse Morin et son garçon étaient avec eux. Je dis à José : « Persistes-tu à sauver ta maison? ». Il me répond : « Si ma maison brûle, je brûlerai avec ». Ils se sont réfugiés dans une cave tout à côté, où nous avons mis nos effets. Le lendemain nous ne les avons pas revus... On arrose à flot; il en sortait beaucoup de fumée.

Nous les avons trouvés ainsi placés : du côté nord, José Fortin à gauche et son fils tommie à droite; du côté sud, où se trouvait la porte au centre, Alexandre Morin à gauche, Narcisse à droite, tous dans les coins. Narcisse avait la face intacte, reposant sur un de nos oreillers; tout le reste était calciné. On mis tout ce qui restait de chacun dans quatre chaudières ordinaires.

Osée et son fils adoptif Thomas Barette furent inhumés à Notre-Dame de Roberval le 22 mai 1870, puis les restes furent exhumés le 24 pour être transportés à Bagotville et y être inhumés à cet endroit le 27 mai 1870. Osée avait 46 ans et Thomas 22 ans. Son épouse Adélaïde est décédée à son tour deux ans plus tard, soit le 9 octobre 1872.



L'opinion publique, 30 juin 1870, p. 204

COMPTES RENDUS



Bédard, Éric, *Chronique d'une insurrection appréhendée, la crise d'Octobre et le milieu universitaire*, Septentrion, Sillery, 1998, 201 p.

Après avoir publié quelques articles et *Histoire de la FAÉCUM* en 1994, Éric Bédard confirme son rôle d'historien des étudiants québécois avec *Chronique d'une insurrection appréhendée*. Cette monographie, qui fut d'abord un mémoire de maîtrise présenté à l'Université de Montréal, traite de la crise d'octobre 1970 dans le milieu universitaire. Du coup, Éric Bédard se taille une niche importante parmi les spécialistes de l'histoire récente du Québec, particulièrement la deuxième moitié du XX^e siècle.

Dans *Chronique d'une insurrection appréhendée*, l'auteur se penche sur le milieu universitaire afin de comprendre pourquoi la classe politique percevait les campus de Montréal comme de véritables poudrières à l'automne 1970. Éric Bédard réussit à apporter de nombreux éléments de réponse et jette en même temps un

éclairage nouveau sur un épisode de l'histoire qui a marqué profondément la société québécoise.

Les sources de l'auteur sont diversifiées et probantes. En plus d'avoir analysé les archives des quatre universités montréalaises, Éric Bédard s'est attardé à trois fonds de la Fondation Octobre et a épluché de nombreux journaux, principalement étudiants. L'auteur a aussi réalisé six entrevues avec des acteurs de l'époque qui étaient au centre des mouvements étudiants. Enfin, Éric Bédard a fait le tour de quantités de publications, monographies, articles et autres.

Puisqu'en raison de son âge, l'auteur n'a pas vécu la crise d'Octobre, son livre rafraîchit l'historiographie traditionnelle sur ces événements grâce à la distance critique qui est la sienne. Cette recherche est présentée de telle façon que le lecteur comprend d'abord les préliminaires de ce que Bédard nomme «l'éclatement» sur les campus universitaires. Dans un langage accessible et en véritable pédagogie, l'auteur situe son sujet dans le contexte de la Révolution tranquille naissante.

En effet, c'est au début des années soixante que les étudiants prennent conscience qu'ils forment un groupe social distinct qui a des revendications à faire entendre. Le militantisme étudiant choisit de se coller, bien sûr, au domaine de l'éducation, mais aussi au nationalisme québécois et à la condition ouvrière. Ces revendications se cristallisent notamment lors du mois d'octobre 1968, tandis que des étudiants québécois tentent une mobilisation semblable à celle de Mai 68 en France. Au grand dam de certains leaders, dont Claude Charron, ce mouvement ne lèvera pas vraiment. Il précèdera un certain fractionnement entre diverses ailes plus ou moins radicales qui ont tout de même un dénominateur commun : l'action spontanée.

Cette turbulence dans le milieu étudiant inquiète les institutions établies, d'autant plus que le Front de libération du Québec (FLQ) s'active au cours de la même période et sympathise en partie avec le mouvement étudiant.

Lorsque la crise d'Octobre éclate en 1970, des répercussions se font sentir dans les campus montréalais. Les mouvements dans les deux universités anglophones se font plutôt timides. Du côté de l'Université de Montréal, les étudiants témoignent d'un réel intérêt, voire même d'une sympathie à l'endroit du FLQ. Mais, c'est surtout dans la jeune Université du Québec à Montréal (UQAM) que les étudiants se mobilisent, à tel point qu'on ferme l'Université quelques jours lors de l'adoption de la Loi des mesures de guerre, ce qui contribue à créer un climat de psychose et à inciter les étudiants à entrer dans le rang. Somme toute, les étudiants n'ont mis en place aucun plan d'action précis. Ceux qui ont bougé l'ont fait de façon isolée et improvisée. C'est ce qui incite l'auteur à conclure qu'il n'est pas raisonnable de penser que les activités felquistes de l'automne 1970 pouvaient entraîner un soulèvement étudiant de grande envergure.

Éric Bédard tente de situer la crise d'Octobre 70 et l'adoption de la Loi des mesures de guerre parmi les gestes lourds de conséquences sur la mobilisation de l'ensemble d'une génération. C'est là-dessus que l'auteur laisse ses lecteurs, en souhaitant secrètement qu'il s'en trouve un parmi ces derniers (pourquoi pas lui-même?) pour creuser cette question davantage.

Sylvain Gaudreault



Duchesne Laurier, *La Commission scolaire de Chicoutimi (1860-1998)*, Chicoutimi, Éditions Félix, 377 p.

S'il y a une institution moderne que tout le monde connaît, c'est bien l'école. Tous ont fréquenté pendant plusieurs années lors de leur jeunesse des classes grouillantes de vie tenues par des enseignants ou des enseignantes. Toutes les personnes âgées de plus de 50 ans demeurant dans les zones rurales ont aussi connu l'époque des écoles de rang, peu chauffées et mal équipées, et de l'enseignement dispensé par les congrégations religieuses masculines ou féminines dans les agglomérations plus importantes.

Pourtant, dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, peu de personnes se sont vraiment attardées sur le fonctionnement et l'évolution du cadre scolaire régional. Citons, entre autres, les travaux de Jacques Ouellet dans le milieu des années 1980, lors de la réalisation de ses études en maîtrise. On connaît aussi un peu l'histoire du Séminaire de Chicoutimi comme on se rappelle de quelques parcelles de celle de l'UQAC, plus récente.

C'est donc une étude approfondie sur ce sujet que nous présente Laurier Duchesne, archiviste de formation, dans un volumineux ouvrage édité par les Éditions Félix. Dans ce dernier, l'auteur nous relate l'histoire de la Commission scolaire de la ville la plus importante en terme de population de la région, la Commission scolaire de Chicoutimi.

Dans une première partie, comprenant cinq chapitres, Duchesne nous dresse l'évolution de la Commission scolaire de Chicoutimi, fondée en 1860. Il est certain que l'histoire d'une telle entité est surtout basée sur la construction des bâtiments scolaires, qui se fait au gré de l'évolution démographique de la municipalité et de ses différents quartiers. Heuseusement, l'auteur bonifie souvent le texte d'articles de journaux, de bribes de procès-verbaux et de liens relatant, par exemple, le syndicalisme enseignant, les différentes congrégations religieuses ayant enseigné à Chicoutimi et l'évolution de la dynamique

scolaire gouvernementale, notamment au début des années 1960.

Dans un deuxième temps, l'auteur présente d'autres entités scolaires qui seront peu à peu reliées, d'une façon ou d'une autre, à la Commission scolaire de Chicoutimi, grâce aux vagues de fusion successives réalisées après la Révolution tranquille. Mentionnons la Municipalité scolaire de la paroisse de Chicoutimi.

Très bien illustré de photographies provenant surtout de la commission scolaire même, le volume comprend également plus d'une vingtaine de tableaux, une chronologie très utile, une bibliographie honnête ainsi que 16 annexes riches en renseignements de toutes sortes.

Il s'agit donc d'un ouvrage dense et intéressant, et pour cause! Au fil des ans, l'auteur a en effet consulté des milliers de pages de documents de toutes sortes et la qualité du texte transpire la minutie et la passion qui ont animé l'auteur au cours de sa longue recherche qui l'ont mené à son premier ouvrage. Ajoutons enfin que le montage du livre est professionnel et novateur en quelques points précis.

Dany Côté

LES RESTAURANTS LA BOUGRESSE ET MIKES

549 Jacques-Cartier Est
Chicoutimi, Qc, G7H 2A2
Bur. : (418) 545-6052 / 698-0201
Fax : (418) 545-8157

EN BREF...

Nouvelle directrice générale pour la Société historique du Saguenay

C'est avec plaisir que le Conseil d'administration de la Société historique du Saguenay vous présente sa nouvelle directrice générale, Madame Louise Bouchard.

Madame Bouchard est bien connue dans les milieux de l'histoire et du patrimoine puisqu'elle a été à l'emploi de La Pulperie de Chicoutimi pendant plus de 14 ans.

Sa formation en histoire et en muséologie, ses connaissances du milieu et la richesse de ses expériences, notamment en recherche, en gestion de projet, en organisation du travail et en ressources humaines, ont fait d'elle, la personne idéale pour la direction de la Société historique du Saguenay.



34^e Congrès de la Fédération des Sociétés d'histoire du Québec

La Société historique du Saguenay est l'hôte du Congrès de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec qui se tiendra du 11 au 13 juin prochain. Vous trouverez dans ce numéro un programme détaillé ainsi que le formulaire d'inscription.

Les Sociétés d'histoire ou les maisons d'édition qui le désirent, pourront présenter leurs publications à caractère historique lors du Congrès en juin prochain, en réservant dès maintenant un kiosque pour le Salon des publications.

Pour plus d'information, vous pouvez communiquer avec nous au numéro de téléphone suivant : (418) 549-2805.

Affichette du NCSM Saguenay

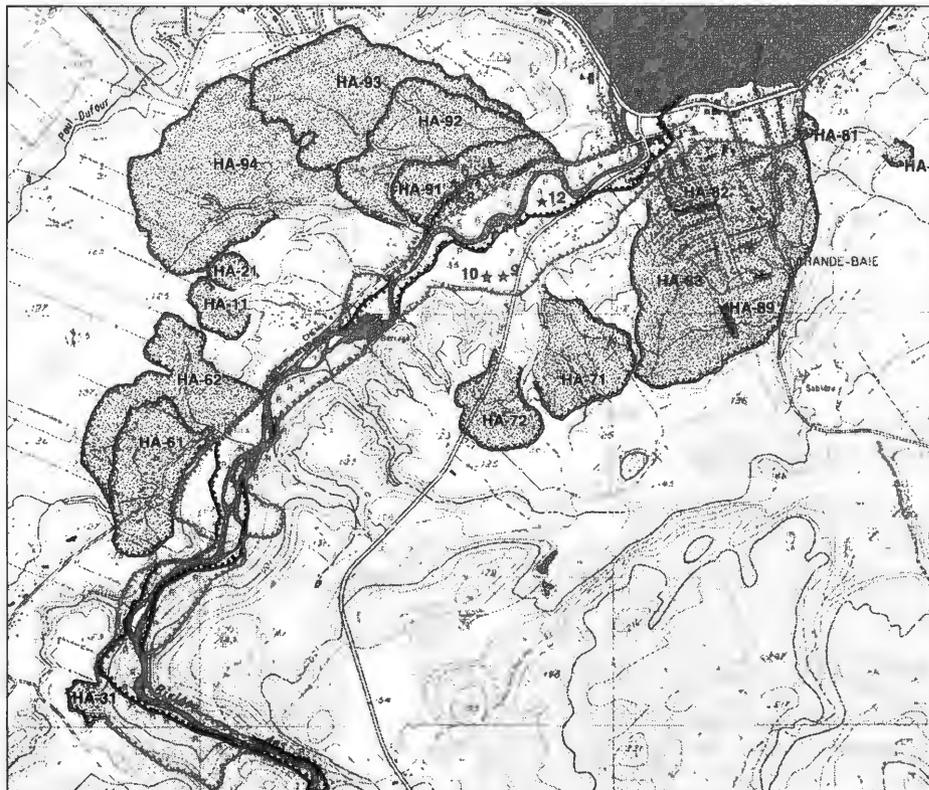
La Réserve navale du Canada vous offre avec ce numéro une affichette du NCSM Saguenay.

Cette photographie a été prise en septembre 1934, alors que le NCSM Saguenay effectuait une courte escale au quai de Chicoutimi.

Correction

Dans notre dernier numéro, janvier-mars 1999, un erreur s'est glissé dans le texte : *Nos argiles ont une histoire.*

À la page 33, nous aurions du voir la carte suivante. Figure 3: carte des anciens glissements de terrain, secteur Saint-Alexis de Grande Baie.



PROGRAMME DU XXXIV^E CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS D'HISTOIRE DU QUÉBEC

CHICOUTIMI
11, 12 ET 13 JUIN 1999

UNE OUVERTURE SUR L'AVENIR

Vendredi, 11 juin 1999

- 9h00 Inscription des congressistes
10h00 **ATELIER 1** : *Le financement des sociétés d'histoire et de généalogie.*
Animateurs : Daniel Lauzon, MCCQ et Mario Boucher, FSHQ
12h00 Dîner-buffet
13h00 **ATELIER 2** : *L'informatique et Internet au service des sociétés d'histoire et de généalogie.*
Animateurs : Charles Beaudry et Patricia McGee-Fontaine, Société historique de La Prairie de la Magdelaine
15h00 Assemblée générale annuelle de la FSHQ
17h00 Souper libre
17h30 Départ pour Ville de La Baie
18h00 Célébration eucharistique
19h00 Rassemblement au monument des XXI
20h00 Vin d'honneur offert par Ville de La Baie
21h30 Retour à Chicoutimi

Samedi, 12 juin 1999

- 8h00 Inscription des congressistes
8h30 Ouverture du salon des publications
9h00 **CONFÉRENCE 1** : *La conservation du patrimoine régional : qui doit intervenir?*
Conférenciers: Réjean Simard, maire de Ville de La Baie, Claude Gagnon, directeur de l'aménagement du territoire de la MRC du Fjord et Luc Noppen, historien de l'art et professeur à l'Université Laval
CONFÉRENCE 2 : *Histoire et tourisme : une application avec le réseau muséal du Saguenay—Lac-Saint-Jean.*
Conférencière : Guylaine Simard, musée du Fjord
10h30 Pause santé
11h00 Lancement des publications des sociétés d'histoire et de généalogie
12h00 Dîner buffet
13h30 **CONFÉRENCE 3** : *Les archives historiques des sociétés d'histoire: un patrimoine actif ou passif?*
Conférencier: Laurent Thibeault, Archiviste régionale Saguenay—Lac-Saint-Jean—Côte-Nord (ANQ)

CONFÉRENCE 4 : *Identité régionale et diffusion du patrimoine imprimé.*

Conférencier : Philippe Sauvageau, président-directeur général, Bibliothèque nationale du Québec

14h45 Pause santé

15h00 **CONFÉRENCE 5** : *L'implication d'une société d'histoire dans son milieu.*

Conférencier: Michel Brassard, président, Société d'histoire du Lac-Saint-Jean

CONFÉRENCE 6 : *Un exemple de tourisme régional: le développement touristique au Saguenay—Lac-Saint-Jean à la fin du XIX^e siècle.*

Conférencier: Jérôme Gagnon, historien

Dimanche, 13 juin 1999

- 7h30 Déjeuner des délégués
8h30 Départ pour les excursions

EXCURSION 1 : VERS LE LAC-SAINT-JEAN

- 8h30 Départ pour le Lac-Saint-Jean
9h30 Visite-conférence du Village historique de Val-Jalbert avec Dany Côté, historien
11h30 Dîner
13h30 Visite du Centre d'histoire et d'archéologie de la Métabetchouan
14h45 Départ pour Chicoutimi

EXCURSION 2 : VERS SAINT-FÉLIX-D'OTIS

- 8h30 Départ pour Saint-Félix-d'Otis
9h30 Visite du site de la Nouvelle-France
12h00 Dîner
13h30 *Les grands touristes historique*
Conférencier: Jacques Lacoursière, historien
15h00 Départ pour Chicoutimi

Pour plus d'informations sur les conférences et les coûts rattachés au Congrès, vous pouvez communiquer à la Société historique du Saguenay au (418)549-2805.

Le cimetière protestant de Kénogami

par Sylvain Gaudreault

Deux branches de l'Église protestante se retrouvent à Kénogami : l'Église anglicane (*Church of England*) et l'Église Unie ou presbytérienne. Afin de pouvoir inhumer leurs morts, les citoyens anglophones de Kénogami décident de se doter d'un cimetière dès le début du XX^e siècle. On y accède alors par un petit chemin qui part de la rue Ste-Famille, à la hauteur de la rue St-Louis. Le terrain choisi longe la rue de Montfort actuellement. Aujourd'hui, l'entrée du cimetière est située à l'angle de la rue Wolfe et de Montfort.

Les plans du cimetière indiquent que des inhumations y sont faites dès 1915. D'ailleurs, les archives de la corporation du cimetière renferment un document relatant la consécration du cimetière par l'évêque anglican de Québec, Lennox Waldron Williams, le 22 août 1915. Toutefois, ce n'est que le 4 janvier 1927 que la compagnie Price cède le terrain aux deux Églises protestantes présentes à Kénogami. Un conseil d'administration du cimetière est alors créé sous la responsabilité des deux pasteurs. En 1927, un lot de 5 pieds par 6 pieds se vend 25 \$. Les règlements généraux du conseil spécifient que le cimetière est « ouvert à l'inhumation de tous les non-catholiques ». C'est sûrement pour cette raison que l'on retrouve la présence de nombreuses tombes d'immigrants finlandais dans le cimetière. Par exemple, on peut citer les patronymes suivants : Nikkamen, Heiskanen, Mannonen, etc. La Finlande est luthérienne et elle a fort probablement fourni à Price une quantité importante d'ouvriers à la fois qualifiés pour la construction des papeteries et expérimentés dans la drave.

En 1939, les membres du conseil remarquent que la place commence à manquer dans le petit cimetière. Le 30 janvier 1940, ils se font céder par la compagnie Price un autre terrain adjacent au cimetière existant. En février de la même année, la *Kenogami Protestant Cemetery Association* est créée. Cela permet de faire passer le contrôle du cimetière de l'évêque anglican de Québec à un conseil composé de citoyens, de membres locaux du clergé protestant et de représentants de chez Price. Il est évidemment convenu avec l'évêque anglican que tout nouvel agrandissement du cimetière sera consacré par lui. C'est d'ailleurs ce qui se produit en décembre 1945 alors que l'évêque de Québec fait une tournée au Saguenay. Par ailleurs, il est intéressant de noter que des cèdres encore visibles aujourd'hui ont été plantés en 1943-1944 et que les portes en fer forgé qui ornent la nouvelle entrée du cimetière ont été fabriquées et installées pour la somme de 125 \$ par Roméo Morin d'Alma, en juillet 1945. En plus des nombreux Finlandais inhumés, deux tombes retiennent l'attention des visiteurs du cimetière protestant de Kénogami. Il s'agit de deux militaires d'origine étrangère qui sont décédés accidentellement dans la région lors de leur formation à titre de pilote à Bagotville, au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Le sergent Ian Harry Walter Franks, membre du *Royal New Zealand Air Force* (RNZAF), se tue lors d'un accident d'avion le 2 août 1943 à Saint-Gédéon, au Lac-Saint-Jean. Ce presbytérien originaire de Warea, Nouvelle-Zélande, était âgé de 20 ans. Le 19 août suivant, son collègue Roy William Barnard Frost, membre du *Royal Air Force* (RAF), n'est pas plus chanceux. Son avion s'écrase près de l'aéroport de Saint-Honoré. Il avait 23 ans et était originaire de Londres, Angleterre. Ces deux pilotes membres de la 1^{ère} Unité d'entraînement opérationnel (UEO) sont enterrés près l'un de l'autre, dans la vieille partie du cimetière protestant de Kénogami. Il en a coûté 30 \$ au ministère de la Défense pour l'inhumation de chacun de ces deux militaires, soit 25 \$ pour l'achat du lot et 5 \$ pour l'excavation de la fosse.

Aujourd'hui encore, la communauté anglophone de Kénogami enterre ses disparus dans ce cimetière. Malheureusement, des vandales peu soucieux du patrimoine et de la dignité des morts ont laissé leurs traces. Espérons que le comité responsable du cimetière pourra réparer le tout grâce à la solidarité et au soutien de ses concitoyens.



WWW. !

Branchez-vous : www.hydro.qc.ca

 **Hydro
Québec**



« Est-ce que créer est un métier ? »

Oui, créer est un métier. Et pour des milliers de créateurs québécois, c'est même le plus beau métier du monde. À travers leurs oeuvres, présentées ici et ailleurs, c'est tout un peuple qui s'exprime. Pour faire éclore tous ces talents, des entreprises comme Alcan devront continuer de stimuler la créativité des gens d'ici.

Déjà, dans le passé, le Théâtre Alcan a vu naître des oeuvres et des créateurs qui ont marqué l'histoire. Aujourd'hui encore, c'est avec beaucoup de fierté qu'Alcan continue d'encourager et de soutenir les entreprises culturelles du Québec.

Alcan s'associe aux créateurs, car elle sait qu'ils inventent l'avenir.



L'AVENIR EST SI PROCHE